

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE DE LA RUSSIE ENVERS LA CHINE :
MANIPULATION STRATÉGIQUE OU VULNÉRABILITÉ NÉGLIGÉE?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
GUILLAUME MASCOTTO

NOVEMBRE 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie mon professeur et directeur de maîtrise, Jacques Lévesque, de m'avoir permis de poursuivre ma curiosité intellectuelle et de développer ma passion pour la Russie. Je le remercie également pour ses critiques judicieuses qui ont su injecter beaucoup de substance dans ce mémoire. Une grande partie de la recherche fut rédigée à l'Université de Tampere (UTA) en Finlande dans le cadre du Programme de bourses d'études supérieures du Canada du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). À cet égard, j'ai grandement bénéficié du soutien académique du professeur Pami Aalto qui a agi en tant que directeur de recherche à l'étranger et du soutien technique du Département de science politique et de relations internationales de l'UTA. Je tiens également à remercier le professeur Christian Deblock de m'avoir permis de renforcer mes capacités de travail dans le domaine de la recherche professionnelle, le professeur Frédérick Gagnon pour ses encouragements ainsi que pour son rôle de mentor tout au long de mes études de 2^e cycle. Je remercie le professeur Albert Legault d'avoir accepté d'évaluer cette recherche en tant que membre du jury scientifique. Enfin, je suis redevable à mes collègues et amis Philippe Beaulieu-Brossard, Alex Payette et Lukas Brochard pour leur présence et leurs conseils très constructifs ainsi qu'à ma mère pour son inébranlable soutien moral.

TABLE DES MATIÈRES

LISTES DES TABLES, ACRONYMES ET UNITÉS DE MESURES	v
RÉSUMÉ.....	vi

1 – INTRODUCTION

1.1. Mise en contexte de l’objet d’étude	1
1.2. État des connaissances et objectifs de recherche.....	2
1.3. Hypothèses	5
1.4. Disposition de la recherche	5

2 – CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

2.1. Ouverture théorique sur les relations russo-chinoises	6
2.2. Outils conceptuels	8
2.2.1. Sécurité économique	10
2.2.2. Complexe régional de sécurité	11
2.2.3. Manipulation stratégique	12
2.3. Méthodologie et résultats attendus	14

3 – LE LIEN ÉNERGÉTIQUE RUSSO-CHINOIS

3.1. La quête énergétique de la Chine	17
3.2. L’énergie et la résurgence de la Russie	19
3.3. Russie et Chine : entre intérêt mutuel et méfiance.....	22
3.3. Facteurs de division.....	25
3.3.1. Le facteur historique	25
3.3.2. Le facteur de la peur russe	27
3.3.3. Le facteur américain.....	28
3.3.4. Le facteur centrasiatique	30
3.3.5. Le facteur des « coups » politiques	34

4 – DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE À LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA RUSSIE	
4.1. Pétro-Russie : inflexion de la politique étrangère	38
4.2. De la politique à la reprise en main du secteur énergétique	41
4.2.1. Politique (stratégie) énergétique.....	41
4.2.2. Reprise en main du secteur énergétique	44
4.3. <i>Go East!</i> Réalignement du complexe énergétique russe?	49
5 – OSCILLATIONS ENTRE L'EST ET L'OUEST: DÉMYSTIFIER LA DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE RUSSE ENVERS LA CHINE	
5.1. Le facteur européen	53
5.2. Démystifier la diplomatie énergétique russe : le cas de la Chine	59
5.2.1. La réponse du dragon : ajustements à l'interne ..60	
5.2.2. La carte chinoise dans la diplomatie russe : pas de jeu	61
6 – IMPLICATIONS DE LA DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE RUSSE POUR LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION RUSSO-CHINOISE	
6.1. CRSE russo-chinois : une tentative théorique	64
6.2. Coopération russo-chinoise : qu'est-ce qui pose problème?	66
6.3. Perspectives sur la coopération énergétique russo-chinoise	69
7 – LA RUSSIE EN TANT QUE PÉTRO-PUISSANCE: UN AUTRE GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE?	
7.1. Pétro-Russie : quelle superpuissance?	76
7.1.1. La manipulation stratégique réexaminée.....	81
7.2. Après la crise : vers une reconnaissance de la dépendance de marché?	82
7.2.1. La nouvelle politique (étrangère) énergétique russe : changement de paradigme? ..	83
8 – CONCLUSION	87
9– BIBLIOGRAPHIE	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 : Perspectives énergétiques de la Chine	17
Tableau 2.1 : Profil énergétique de la Russie – Pétrole	20
Tableau 2.2 : Profil énergétique de la Russie – Gaz	21
Tableau 3.1 : Projection de la production énergétique en Russie par région	50

LISTE DES ACRONYMES

AIE : Agence internationale de l'énergie
CRSE : Complexe régional de sécurité énergétique
CRS : Complexe régional de sécurité
CNPC : *China National Petroleum Corporation*
CITIC: *China International Trust and Investment Company*
CAGP: *Central Asian Gas Pipeline*
ESPO: *East Siberia- Pacific Ocean pipeline*
CEI : Communauté des États indépendants
FMI : Fonds monétaire international
OCS : Organisation de coopération de Shanghai
OTSC : Organisation du Traité de Sécurité Collective
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PIB : Produit intérieur brut
UE : Union européenne
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

LISTE DES UNITÉS DE MESURE

Bcf : Milliards de pieds cubiques
Bcm : Milliards de mètres cubes
Bt : Milliards de tonnes
Kcm : Milliers de mètres cubes
Mb/j : Millions de barils par jour
Mt : Millions de tonnes
Tcf : Trillions de pieds cubiques
Tcm : Trillions de mètres cubes

RÉSUMÉ

Cette recherche a pour objet d'étude les implications de la diplomatie énergétique de la Russie sur ses relations avec la Chine et sur sa stature de grande puissance énergétique. À l'aide d'un cadre théorique s'inspirant de l'économie politique internationale, des études énergétiques et des études de sécurité, l'analyse est guidée par trois concepts clés : (1) « Complexe régional de sécurité »; (2) « Sécurité économique »; et (3) « Manipulation stratégique ». Cette recherche avance qu'en dépit d'une interdépendance sur le plan des intérêts énergétiques, des tensions politiques et économiques freinent l'approfondissement de la coopération entre la Chine et la Russie, en particulier en raison de la polarisation de leurs conceptions de la sécurité énergétique. Résultat, le degré de symétrie de cette interdépendance est perçu comme une menace et devient sujet à des démarches sécuritaires qui, en retour, créent des lignes de divisions entre les deux États en ce qui concerne leur sécurité énergétique mutuelle et réduit les perspectives de coopération russo-chinoise. La recherche propose de retenir l'hypothèse de travail suivante : par crainte de se retrouver dépendante de la demande étrangère (en l'occurrence, chinoise) et dans le but de garder le contrôle sur la production ainsi que sur les flux énergétiques entre l'Europe et l'Asie, la Russie conduit une diplomatie visant à « manipuler » le comportement des pays dépendants de ses ressources naturelles. La recherche conclut que si la Russie est en mesure de manipuler certains pays européens (e.g. Italie, Allemagne), elle n'est pas capable de manipuler la Chine qui a su développer des options d'ajustement à l'interne et des alternatives à l'approvisionnement russe, augmentant ainsi la vulnérabilité de la Russie envers la dépendance de marché.

Mots clés : Russie/Chine; Sécurité énergétique; Sécurité économique; Manipulation stratégique; Risque; Interdépendance sécuritaire; Pétrole/gaz; Firmes; Compétitivité/coopération; Marché mondial de l'énergie; Complexe régional de sécurité énergétique.

1 – INTRODUCTION

1.1. Mise en contexte de l'objet d'étude

La dépendance énergétique—mesurée comme la part de la consommation domestique couverte par les importations nettes—constitue un des phénomènes les plus incontournables dans l'étude des relations internationales au XXI^e siècle. La consommation pétrolière mondiale a atteint les 3,928 milliards de tonnes (bt) en 2008 et la production, 3,927 bt (British Petroleum, 2009 : 8; 11). La consommation gazière mondiale a atteint les 3,018 milliards de mètres cubes (bcm) en 2008 et sa production, les 3,065 bcm (British Petroleum, 2009 : 24; 27). En fonction de ces statistiques, force est de constater que nous consommons à la limite de nos capacités de production¹. À l'avenir, si rien n'est fait pour pallier ce problème, la production mondiale d'énergie risque d'atteindre son paroxysme (le fameux *Peak oil*) et ne pourra pas satisfaire les besoins des nouveaux États émergents, assoiffés de pétrole et de gaz, *en même temps* que ceux des grandes puissances. Ainsi, en l'absence d'alternatives durables—accentuée par leur faible efficacité, leur faible rentabilité commerciale et les contraintes politiques associées à l'utilisation d'énergies alternatives—et à mesure que les ressources se font rares, que de nouveaux géants aux besoins énergétiques exponentiels font leur entrée sur la scène internationale, l'exploitation de ces ressources ne manquera pas de poser l'épineuse question de leur partage, multipliant ainsi le degré de compétitivité entre les États pour *sécuriser* la production, le transport et l'allocation de l'énergie (Klare, 2008 : 228). C'est dans ce nouveau contexte que la *sécurité énergétique* s'est positionnée comme priorité en

¹ Par ailleurs, nous estimons que la consommation de pétrole devrait augmenter de 55 % d'ici les 25 prochaines années, passant de 77 millions de barils par jour (mb/j) en 2001 à plus de 119 mb/j en 2025 (Klare, 2008 : 36). La consommation de gaz naturel devrait quant à elle, augmenter de 64 % d'ici le prochain quart de siècle, atteignant les 163 trillions de pieds cubes (tcf) en 2030—l'équivalent de 29 milliards de barils de pétrole (Klare, 2008 : 44).

matière de politique étrangère des grandes puissances (Kalicki & Goldwyn, 2005 : 159)².

Parallèlement, depuis les dix dernières années, deux évènements ont retenu l'attention. Le premier est la montée de la Chine en tant que puissance économique et politique ayant d'énormes besoins énergétiques. Le deuxième est la résurgence de la Russie sur l'échiquier mondial en tant que *pétro-puissance*. Ces phénomènes ont su retenir l'attention des spécialistes et des médias, particulièrement depuis l'institutionnalisation des relations russo-chinoises avec, entre autres, la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001, la ratification du Traité sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération signé en juillet 2001, la tenue d'exercices militaires communs (2003, 2005, 2007, 2009) et la signature d'une multitude d'accords économiques depuis la fin des années 1990. Plusieurs spécialistes et journalistes se sont ainsi empressés de conjecturer sur l'avenir des relations entre les deux pays, d'évaluer les possibilités de coopération, de tension ou encore de conflit de même que les impacts qu'une alliance sino-russe pourrait avoir sur l'ordre international post-guerre froide.

1.2. État des connaissances et objectifs de recherche

S'il existe plusieurs études récentes sur la formulation et sur les orientations de la politique étrangère de la Russie post-soviétique (de Haas, 2010; Mankoff, 2009; Tsygankov, 2009; Thorun, 2009; Olikier *et al*, 2009; Åslund & Kuchins, 2009; Rumer, 2007; Lo, 2003, 2002) nous ne retrouvons que peu d'études récentes se concentrant sur la dimension éminemment asiatique (Rangsimaporn, 2009; Kuhrt, 2007; Rozman,

² Au sens large, la sécurité énergétique est la *sécurisation* de l'accès aux ressources énergétiques nécessaires au développement progressiste de la puissance nationale. Plus spécifiquement, Jan H. Kalicki et David L. Goldwyn définissent le concept comme: « The provision of affordable, reliable, diverse, and ample supplies of oil and gas (and other future equivalents) [...] and adequate infrastructure to deliver these supplies to market. » (Kalicki & Goldwyn, 2005: 9).

2007; 2004; Bradshaw, 2001; Pavliatenko, 1999). En ce qui concerne la dimension énergétique de la politique étrangère russe, la littérature est abondante (Locatelli, 2010, 2008; Gomart & Dellecker, 2009; Perovic, Orttung & Wenger, 2009; Perovic & Orttung, 2009; Goldman, 2008; Kroutikhin, Legvold & Saunders, 2008; Stulberg, 2007; Milov, Coburn & Danchenko, 2006; Larson, 2006). Cependant, bien qu'il existe quelques ouvrages importants sur la politique étrangère de la Russie envers la Chine (Kuchins, 2010; Voskressenski, 2008; Lukin, 2007, 2003; Blank, 1997; Elleman, 1997) et sur les relations russo-chinoises dans leur ensemble (Yeung & Bjelakovic, 2010; Bellacqua, 2010; Menon, 2009; Lo, 2008a; Weitz, 2008; Ferdinand, 2007; Wilson, 2004), ceux portant spécifiquement sur la *diplomatie énergétique*—comprise ici comme la poursuite d'intérêts énergétiques dans la politique étrangère—de la Russie envers la Chine se font plus rares (Downs, 2010, Poussenkova, 2009; Paik, 2001).

Face à ce constat, cette recherche vise à apporter un meilleur éclairage sur la diplomatie énergétique de la Russie envers la Chine suite à la montée au pouvoir de Vladimir Poutine (2000) jusqu'à l'investiture de Dmitri Medvedev (2008). Cette période fut choisie, car ce n'est qu'à partir de la remontée économique de la Russie au début des années 2000 que la question de l'énergie comme élément de la puissance nationale russe devint apparente dans l'orientation de la politique étrangère de la Russie et assez importante pour l'analyse scientifique. De plus, ce cadre temporel permet d'examiner les éléments de changement et de continuité dans la politique/diplomatie énergétique russe de Poutine à Medvedev. C'est un sujet à l'heure actuelle peu étudié dans les universités occidentales et sur lequel il est devenu souhaitable de s'attarder : (1) en raison du manque de connaissances sur la diplomatie énergétique de la Russie envers l'Asie dû à une focalisation sur sa dimension européenne (Youngs, 2009; Closson, 2009; Romanova, 2008; Trenin, 2008; Milov, 2008; Aalto, 2008; de Jong, 2008; Finon & Locatelli, 2008); (2) en raison des conséquences géopolitiques que les relations énergétiques russo-chinoises pourraient

avoir sur l'Asie, le continent le plus dynamique du monde en ce début du XXI^e siècle; et (3), en raison du fait que tout accord préférentiel ou effet de renversement non désirable entre ces deux pays risque d'affecter le marché mondial de l'énergie, en particulier les prix mondiaux, ainsi que les dynamiques géoéconomiques eurasiennes. De plus, cette recherche s'inscrit dans un nouveau courant visant l'ouverture d'un « agenda de recherche » en Science politique nous permettant de mieux comprendre en quoi les questions de *sécurité énergétique* façonneront à l'avenir les relations internationales; tant au niveau de la coopération inter-étatique dans le domaine techno-scientifique qu'au niveau des frictions internationales qui peuvent en découler en raison d'entrechoquements d'intérêts nationaux.

Partant du constat que les relations entre la Russie et la Chine se caractérisent par de fortes divergences politiques ainsi que par de l'ambivalence et de la méfiance mutuelle (Bellacqua, 2010; Lo, 2008a; 2006; Weitz, 2008; Kuchins, 2010, 2009; 2007), nous proposons d'isoler le facteur énergétique des relations russo-chinoises afin d'élucider le « point de vue russe ». Notre recherche vise à répondre aux questions suivantes : (1) en quoi consiste la diplomatie énergétique russe; quelle est sa logique?; (2) quelles conséquences cette diplomatie a-t-elle sur le plan des relations russo-chinoises et sur la stature de la Russie en tant que *pétro-puissance*? Notre objectif est ainsi de comprendre—démystifier—la logique derrière la diplomatie énergétique de la Russie et d'analyser son impact sur les relations énergétiques russo-chinoises ainsi que sur l'économie russe. Nous désirons analyser plus spécifiquement : (1) les liens entre la politique énergétique et la politique étrangère de la Russie; (2) les conséquences de l'interdépendance énergétique sur les relations russo-chinoises et sur l'économie de la Russie; et (3) l'efficacité de la diplomatie énergétique russe envers la Chine en termes d'influence politique et d'avantages économiques.

1.3. Hypothèses

Nous proposons de retenir l'hypothèse principale suivante: par crainte de se retrouver dépendante de la demande chinoise et dans le but de garder le contrôle sur la production ainsi que sur les flux énergétiques entre l'Europe et l'Asie, la Russie conduit une diplomatie visant à « manipuler »³ le comportement des pays dépendants de ses ressources naturelles (Stulberg, 2007). Cette hypothèse débouche sur deux hypothèses secondaires. La première se lit comme suit : en dépit d'une interdépendance sur le plan des intérêts énergétiques, des tensions politiques et géoéconomiques freinent constamment l'approfondissement de la coopération entre la Chine et la Russie, notamment en raison de la polarisation de leurs conceptions de la sécurité énergétique. En retour, la symétrie de cette interdépendance est perçue comme une menace et donc sujette à des démarches sécuritaires d'un côté comme de l'autre. L'objectif pour la Russie étant de changer l'équilibre de l'interdépendance en sa faveur et pour la Chine de se prémunir contre cette « manipulation » de l'interdépendance sans pour autant s'en détacher définitivement. La seconde se lit comme suit : si la Russie est en mesure de manipuler certains pays européens (e.g. Italie, Allemagne), elle n'est pas capable de manipuler la Chine qui a su développer des options d'ajustement à l'interne et des alternatives à l'approvisionnement russe. De ce fait, en dépit de sa force de marché et de ses grandes manœuvres stratégiques dans l'entrelacs des axes énergétiques eurasiens, la Russie n'est pas pour autant « immunisée » face à la dépendance de marché.

1.4. Disposition de la recherche

Dans un souci d'ordre, cette recherche se déclinera en cinq parties suivant la présentation du cadre d'analyse. En premier lieu, nous analyserons: (1) les besoins

³ Pour éviter toute confusion, le terme « manipulation » est entendu comme la capacité d'un État de faire prévaloir ses politiques en modifiant la conduite des autres. Mieux, il s'agit de l'habileté qu'un État a d'affecter le processus décisionnel d'un ou d'un groupe d'États en restreignant de façon non coercitive leurs volontés (Voir Stulberg, 2007).

énergétiques de la Chine à moyen et à long terme; (2) l'importance de l'énergie dans la remontée de l'économie post-soviétique; (3) et les facteurs de division dans les relations énergétiques russo-chinoises. En second lieu, nous analyserons : (1) la politique énergétique de la Russie dans le cadre de la nouvelle conception de la politique étrangère sous Vladimir Poutine; (2) la stratégie de reprise en mains du secteur énergétique de la Russie par l'État; et (3) le programme russe de développement et d'exportation énergétique envers l'Asie du Nord-Est. La troisième partie est consacrée à l'analyse des manoeuvres stratégiques dans la diplomatie énergétique russe envers la Chine en *référence* à celle conduite envers l'Union européenne (UE) afin d'en comprendre la logique. Dans la quatrième partie, nous nous pencherons sur les implications de la diplomatie énergétique de la Russie pour les perspectives de coopération russo-chinoises dans le prisme du phénomène de l'interdépendance de la sécurité énergétique. En dernier lieu, nous évaluerons les conséquences de la gestion étatique—*state energy policy*— du secteur énergétique de la Russie sur son statut de *pétro-puissance* ainsi que sur sa diplomatie énergétique—*foreign energy policy*—de manipulation. Enfin, nous nous emploierons également dans cette partie à l'analyse de la nouvelle politique énergétique de la Russie en émettant quelques hypothèses sur l'avenir de sa diplomatie énergétique envers la Chine.

2 – CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

2.1. Ouverture théorique sur les relations russo-chinoises

Dans son livre important, *Russia and China: A theory of Inter-State Relations*, Alexei Voskressenski développe une approche « intégrée » (i.e. combinant tous les

niveaux d'analyse en relations internationales)⁴ pour analyser les relations russo-chinoises. Sa théorie comporte plusieurs variables analytiques qui, ensemble, forment un équilibre « multi-factoriel »⁵. Bien que la théorie de Voskressenski soit la seule théorie *spécifiquement développée* pour comprendre et prédire les relations russo-chinoises, nous en venons vite au constat que peu d'attention fut portée à la dimension énergétique des relations de sécurité russo-chinoises. Selon Voskressenski, les relations inter-étatiques sont influencées par des facteurs internes et externes. À l'externe, il s'agit de facteurs « structurels/systémiques » représentant l'environnement géopolitique entourant les unités d'analyse, en l'occurrence, la Chine et la Russie. Parmi ces facteurs figurent : les politiques extérieures d'autres États; le degré de conflictualité dans le système; le nombre d'États bordant les unités étudiées; les organisations régionales/internationales; les alliances, etc. (Voskressenski, 2003 : 62). Cependant, Voskressenski ne semble pas accorder d'importance aux forces sous-tendant la globalisation de l'économie mondiale, aux facteurs comme la politique énergétique ainsi qu'à la structure du marché mondial de l'énergie comme des facteurs « structurels/systémiques » pouvant influencer les relations russo-chinoises—une lacune que nous tenterons de combler dans notre recherche. À l'interne, Voskressenski divise les facteurs en deux catégories : objectifs et subjectifs. Parmi les facteurs internes objectifs figurent : la géographie environnante des unités (leur positionnement géopolitique, l'étendue de leur territoire, leurs ressources naturelles, etc.); l'économie (structure et processus) et son imbrication à la politique étrangère; la politique (système politique national, degré de stabilité politique, les activités des groupes de pression dans la formulation de la

⁴ Dans son livre, *Man, the State and War*, Kenneth Waltz élabore trois niveaux d'analyse ou « images » pour guider le chercheur lorsqu'il étudie un ou des phénomènes en relations internationales. La première image est celle de l'individu. La deuxième, celle de l'État. La troisième, celle du système international (Waltz, 1954; Macleod & O'Meara, 2007: 87-88).

⁵ Voskressenski définit cette approche ainsi: « A multi-factor equilibrium approach is therefore an attempt to narrow general systemic propositions to a middle-range analytic qualitative framework, addressing both exogenous and endogenous determinants of the unit, and based on a realist vision, with an incorporation of an evolutionary dimension. » (Voskressenski, 2003: xx).

politique étrangère); la démographie; et la culture (identité nationale, cadres historiques, pensée stratégique, etc.) (Voskressenski, 2003: 62-63). En ce qui concerne les facteurs internes subjectifs, Voskressenski entend principalement les intérêts nationaux articulés par les élites et les décideurs politiques des États à l'étude (Voskressenski, 2003: 64). Puisque la Russie est le point focal de notre recherche, nous nous en tiendrons à considérer l'importance de l'économie et des ressources naturelles dans la formulation de la politique étrangère russe comme principal facteur interne objectif pouvant influencer sa diplomatie énergétique envers la Chine, et ce, sans pour autant négliger l'importance d'autres facteurs comme l'histoire et la géopolitique. Au niveau subjectif, notre recherche ne vise pas à faire état du débat sur l'intérêt national au sein des élites russes. Nous isolerons plutôt l'énergie comme principale composante de l'intérêt national russe en analysant comment celle-ci est définie, à travers les politiques énergétique et étrangère de la Russie, comme un enjeu de sécurité nationale.

2.2. Outils conceptuels

Notre cadre se distingue de la plupart des approches traditionnelles en relations internationales. Il n'est pas statique et ne relève pas d'une seule école de pensée (e.g. réalisme, constructivisme, etc.). En fait, il s'inspire en grande partie de l'économie politique internationale, des études énergétiques et des études de sécurité (Macleod & O'Meara, 2007; Collins, 2007). Il est composé de trois concepts : (1) « Complexe régional de sécurité » de Buzan et Weaver (2003); (2) « Sécurité économique » de Dent (2007); et (3) « Manipulation stratégique » de Stulberg (2007). En optant pour ces outils conceptuels, nous jugeons être en mesure de pousser l'analyse au-delà des frontières qu'imposent les théories dominantes en relations internationales.

L'idée principale, sur le plan théorique, que nous retenons dans cette recherche est que les marchés globaux sont imparfaits—oligopolistiques—et qu'en conséquence, les firmes et les États (tant du côté de l'acheteur que du vendeur) ont intérêt à interagir stratégiquement pour stimuler la croissance économique nationale et assurer la protection ou l'augmentation de leur poids au sein de l'économie mondiale. Il s'agit de soutenir les firmes nationales pour générer des externalités positives (e.g. transfert de technologie) et pour transmuter les profits des firmes étrangères aux firmes nationales (Gilpin, 2001: 124). En lien avec l'énergie, ce que cette approche nous permet de comprendre est que la notion de concurrence n'est pas aussi bénigne que le laisse croire la théorie économique néoclassique ou encore, certaines analyses mettant l'accent sur l'efficacité des marchés de l'énergie, la transparence des secteurs pétrolier et gazier, la diplomatie et la gouvernance internationale (Goldthau & Witte, 2010). Plutôt que d'être comprise comme un mécanisme « juste » garantissant un libre accès aux ressources énergétiques sur les marchés internationaux (*spot markets*), la compétition, dans le contexte de la nouvelle géopolitique énergétique mondiale, prend un tout autre sens. Au lieu d'être distribuée sur des « marchés libres » ou d'être absorbée par des firmes verticalement intégrées à l'international, l'énergie se soutient d'une solide infrastructure nationale et se distribue sur une base bilatérale (Naughten, 2007 : 148). Les *pipelines* sont donc tracés et les contrats de production alloués, non pas seulement en fonction des intérêts financiers des compagnies pétrolières, mais aussi en fonction des intérêts nationaux des États; c'est la *politisation* de l'énergie. Autrement dit, les décisions concernant le développement des ressources et la localisation des voies d'acheminement reflètent l'interaction des forces politiques impliquées et non pas seulement les forces du marché.

2.2.1. *Sécurité économique*

Dans cette recherche, nous abondons dans le sens du second niveau⁶ de «Sécurité économique » que nous nommons, *sécurité macro-économique*.

Christopher M. Dent définit le concept ainsi:

[Economic security] involves safeguarding the structural integrity and prosperity-generating capabilities and interests of a politico-economic entity in the context of various externalized risks and threats that confront it in the international economic system (Dent, 2007: 210).

Nous nous concentrons plus spécifiquement sur deux formes⁷ de sécurité économique : la sécurité des approvisionnements et la sécurité de l'accès au marché. La première signifie la sécurisation des structures d'approvisionnement par lesquelles un État acquiert des ressources énergétiques ou matérielles et de la technologie en provenance de sources étrangères ou encore, par lesquelles un État exerce ses relations diplomatico-économiques (Dent, 2007 : 211). La seconde signifie la sécurisation de l'accès aux marchés étrangers. Cette forme de sécurité économique est particulièrement importante pour les économies exportatrices dotées de petits marchés internes. La sécurité de l'accès au marché est également liée à l'intégrité structurelle de l'économie nationale en ce qu'elle contribue à l'interne au développement techno-industriel par la garantie de débouchés à l'externe (Dent, 2007 : 212-213).

⁶ Il existe en effet deux niveaux de la « sécurité économique », micro et macro. Le premier se concentre sur des agents « localisés » tels des particuliers et des communautés locales relativement à leur « bien-être » socio-économique. Le second se concentre sur la politique économique étrangère (PEE) des États (ou les acteurs capables de poursuivre des objectifs de PEE) et leur engagement dans le système économique mondial (Dent, 2007 : 205).

⁷ Il existe huit formes de sécurité économique. D'un côté, nous avons les formes plus « techniques » telles : (i) la sécurité des approvisionnements; (ii) l'accès aux marchés; (iii) le crédit financier; et (iv) la capacité « techno-industrielle ». De l'autre, nous avons les formes plus « relationnelles » ou diplomatiques telles : (i) la sécurité socio-économique; (ii) la sécurité transfrontalière; (iii) la sécurité « systémique »; et (iv) les alliances économiques (Dent, 2007 : 211-218).

2.2.2. Complexe régional de sécurité

Le concept de « Complexe régional de sécurité » (CRS) fut défini pour la première fois par Barry Buzan dans son livre *People, States & Fear* (1991). Le concept fut actualisé en 2003 dans un autre livre, publié avec Ole Waever, *Regions and Powers : The Structure of International Security*. Le concept se définit ainsi:

The central idea in [Regional Security Complex] is that, since most threats travel more easily over short distances than long ones, security interdependencies are normally patterned into regionally based clusters: security complexes. Process of securitization and thus the degree of security interdependence are more intense between actors inside such complexes than they are between actors outside of it (Buzan & Waever, 2003: 4).

Autrement dit, un CRS peut être compris comme un groupe d'États dont les impératifs de sécurité sont *interreliés* de façon à ce que leur sécurité nationale ne puisse s'envisager sans considérer leur sécurité réciproque (i.e. la sécurité d'un État ne peut s'obtenir séparément de celle des autres). Les États dans un CRS sont préoccupés par les mêmes inquiétudes sécuritaires et sont interreliés les uns avec les autres (interdépendance sécuritaire) à un tel point que les actions d'un État cherchant à maximiser sa sécurité auront des répercussions sur la sécurité des autres États du complexe (Allison & Jonson, 2001 : 5). Il importe de noter qu'un complexe régional ne peut pas se créer si la région est dominée par une grande puissance ou une puissance régionale (Buzan, 1991 : 192). Par ailleurs, il existe deux composantes, chacune avec des dynamiques bien différentes qui définissent un CRS : (a) la distribution de la puissance dans la région; et (b) l'état des relations—harmonieuses (*amity*) ou hostiles (*enmity*). Un CRS peut également se définir en termes de : (a) facteurs économiques; (b) de l'existence d'une organisation régionale de sécurité ou de la nécessité d'en créer une; (c) de menaces perçues; et (d) de liens géopolitiques, historiques et culturels qui existent entre les États qui composent le complexe (Haddadi, 1999: 7). Un CRS tire ses origines, des interactions entre la proximité géographique

et la structure du système international (et ses aspects d'équilibre des puissances et de dilemme de sécurité)⁸ ainsi que des interrelations des États qui constituent le complexe (Haddadi, 1999: 8). Il y a deux sortes de complexes : (a) de haut niveau ; et (b) de bas niveau. Les complexes de haut niveau comprennent les grands acteurs géostratégiques⁹ et les complexes de bas niveau sont composés d'États dont la puissance ne peut se projeter au-delà de leur entourage régional (Buzan, 1991 : 195). Enfin, l'existence d'un CRS consolide l'interdépendance d'intérêts convergents et divergents des États qui le composent. Ainsi, qu'elle soit négative ou positive, l'interdépendance sécuritaire est une caractéristique centrale des complexes régionaux de sécurité.

En focalisant sur le niveau régional, notre analyse met l'accent sur l'interaction entre la sécurité nationale des unités impliquées dans le complexe et les dynamiques de sécurité internationale : « [B]oth the security of the separate units and the process of global power intervention can be grasped only through understanding the regional security dynamics. » (Buzan & Waever, 2003 : 43).

2.2.3. *Manipulation stratégique*

La théorie d'Adam Stulberg vise à fournir des outils pour comprendre comment la Russie convertit ses richesses naturelles en leviers politiques. Stulberg nous propose un nouveau concept : celui de la « Manipulation stratégique ». Le concept se définit ainsi: « Strategic manipulation involves restructuring a target's decision situation, alignment choices, and risks to maximize the appeal of a favorable outcome or minimize the appeal of an unfavorable one. » (Stulberg, 2007: 1). Plus

⁸ Sur la structure du système international et du concept du « dilemme de sécurité » voir (Ken Booth & Nicholas Wheeler, 2007).

⁹ Il est important de souligner ici que je nomme acteur géostratégique tout État doté « d'une capacité et d'une volonté nationale suffisantes pour exercer leur puissance et leur influence au-delà de leurs frontières ». Un acteur géostratégique est à même de pouvoir modifier le statu quo du système international (Brzezinski, 1997: 68).

précisément, Stulberg avance l'idée qu'un État peut influencer les choix politiques d'un autre en manipulant son processus décisionnel. Contrairement à la diplomatie coercitive qui implique l'usage de menaces *directes*, la manipulation stratégique implique l'augmentation des coûts d'opportunités et la diminution des risques liés à la conformité d'un État aux intérêts d'un autre sans que cela ne précipite une crise (Stulberg, 2007 : 6). La logique de la manipulation stratégique, avance Stulberg, dérive du fait que les décideurs politiques doivent obtempérer avec le risque et l'incertitude. Partant du postulat de la *Prospect Theory* (Kahneman & Tversky, 1979; Boettcher, 2004; McDermott, 2004) voulant que les individus soient plus enclins à prendre des risques lorsqu'ils sont exposés à des situations entraînant d'éventuelles pertes et plus réfractaires lorsqu'ils sont exposés à choisir entre plusieurs gains, Stulberg avance que l'élément central de la manipulation stratégique réside dans la capacité d'un État de déterminer l'agenda politique d'un autre. Pour Stulberg, un État qui est en mesure de déterminer la valeur de l'échange est un État qui peut façonner les décisions et la propension au risque d'un autre (Stulberg, 2007 : 7). Ainsi, pour que la Russie puisse convaincre ses partenaires énergétiques de se conformer à ses intérêts, elle doit rendre cette conformité « attrayante », soit (1) en faisant ressortir les résultats positifs qu'une telle action pourrait avoir par rapport à d'autres options ou (2) en augmentant les coûts d'opportunités liés à la conformité par rapport aux risques que pourrait entraîner la non-conformité (Stulberg, 2007 : 7). L'idée est donc qu'à travers la manipulation stratégique, un producteur d'énergie comme la Russie peut atteindre ses objectifs sans avoir à menacer directement, punir ou encore modifier en profondeur la conduite de ses « États-cibles ». Enfin selon Stulberg, l'efficacité de la diplomatie énergétique d'un « État manipulateur » repose sur deux conditions : (1) sa « puissance de marché » dans le secteur énergétique; et (2) un mécanisme « discret » de régulation à l'interne permettant d'aligner les politiques des pétrolières nationales avec celles de l'État (Stulberg, 2007 : 7). Un État détenant une position dominante sur le marché mondial de l'énergie a plus de chances d'imposer ses volontés sur un autre ne disposant pas d'alternative sur le plan de l'approvisionnement et d'options

domestiques pour contrecarrer la « manipulation » de son secteur énergétique (Stulberg, 2007 : 7). Cependant, nous dit Stulberg, la vulnérabilité sur le marché mondial de l'énergie ne garantit pas la conformité des « cibles » aux intérêts des « tireurs ». L'État cherchant à imposer ses volontés doit également bénéficier d'une autorité discrète dans son secteur énergétique afin que les stratégies de ses firmes nationales puissent s'enligner avec les intérêts de l'État (Stulberg, 2007 : 7). Stulberg souligne par ailleurs que cette autorité régulatrice n'a pas besoin d'imposer ses volontés sur les pétrolières nationales. Elle doit plutôt façonner les incitatifs politico-commerciaux pour les firmes ou autres agents domestiques (e.g. *lobbys*) de façon à rendre leurs intérêts compatibles avec ceux de l'État : « A manipulator must ensure that domestic actors with direct responsibility for controlling energy resources and extraterritorial activities line up behind its statecraft. » (Stulberg, 2007 : 7).

2.3. Méthodologie et résultats attendus

La démarche méthodologique que nous employons est la recherche documentaire avec analyse de contenu. Notre documentation provient d'un examen de la littérature pertinente au sujet de recherche en question. La revue de littérature comprend des données provenant en majorité de livres et d'articles scientifiques (jugés les plus importants sur le sujet) de langue anglaise, française et russe. Les données pour cette recherche furent recueillies au Canada ainsi qu'en Finlande afin d'augmenter le pouvoir explicatif de la recherche et la validité des résultats. En fait, une partie importante du mémoire fut réalisée durant des activités de recherche à l'Université de Tampere et à l'Université d'Helsinki en Finlande. Ces activités ont permis la collecte et l'analyse de données provenant de documents officiels gouvernementaux russes (e.g. Stratégie énergétique et Concept de politique étrangère) et de centres de recherche scandinaves (e.g. Institut *Fridtjof Nansen*, Institut finlandais des affaires internationales, Institut *Alexanteri*). L'aspect empirique de la recherche comprend par ailleurs des données de documents officiels d'organisations

intergouvernementales (e.g. Agence internationale de l'énergie) et des données statistiques macroéconomiques de l'Académie des Sciences de Russie, des firmes Gazprom, TNK-BP et *British Petroleum*, du Département américain de l'énergie ainsi que des Banques de Russie et de Finlande.

Nous aurons recours à trois concepts théoriques (*vide supra*). Le cadre tentera de montrer : (1) comment l'énergie est intimement liée à des considérations de sécurité nationale et comment la *sécurité énergétique* fait partie intégrante des politiques étrangères des États; (2) comment certains États producteurs d'énergie peuvent utiliser leurs institutions de régulation et leurs firmes comme des instruments pour l'acquisition de technologies clés et pour le contrôle de segments stratégiques comme l'énergie; (3) comment l'interdépendance énergétique peut paralyser des États dans un « Complexe régional de sécurité énergétique » (Palonkorpi, 2009). Tout au long du travail, nous tenterons de vérifier si nos postulats théoriques s'accordent bien avec les faits exposés. Il s'agit d'opérationnaliser les concepts en les « appliquant » à l'étude en question. Ainsi, le concept de « Sécurité économique » de Dent nous aidera à comprendre l'aspect éminemment sécuritaire de la diplomatie énergétique russe ainsi que les conceptions chinoise et russe de la sécurité énergétique. Le concept de « Complexe régional de sécurité » de Buzan et Waever nous aidera à mieux cerner les dynamiques sécuritaires régionales dans lesquelles s'objectivent les relations russo-chinoises et à mieux comprendre pourquoi la Chine et la Russie demeurent paralysées dans leur stade de collaboration énergétique. Enfin, le concept de « Manipulation stratégique » de Stulberg, le concept central de cette recherche, nous aidera à mieux comprendre la logique derrière la diplomatie énergétique de la Russie et comment cette dernière affecte ses relations avec la Chine ainsi que sa santé économique.

Sur le plan analytique, ce qui nous intéresse dans cette recherche est le lien entre politique étrangère et politique énergétique. Un de nos postulats de base est qu'il existe un lien entre le développement des relations énergétiques russo-chinoises et la poursuite des objectifs de la politique extérieure de la Russie. Toutefois, cette

recherche ne prétend pas trouver de lien direct de causalité entre les deux phénomènes. Ce lien, nous le déduisons en fonction du cadre d'analyse et d'une série d'observations. Autrement dit, nous opterons pour une analyse de la diplomatie énergétique russe envers la Chine basée d'une part sur le *concret*, en considérant certains « faits » observables sur le plan des relations énergétiques russo-chinoises ainsi que sur *l'abstrait*, en considérant des outils conceptuels qui nous permettront d'inférer (de « révéler ») le lien entre les intérêts de sécurité énergétique de la Russie et les objectifs de sa politique étrangère de l'autre. En définitive, nous tenterons de dégager les liaisons entre ce qui est *expliqué* et ce qui est *sous-entendu* (sous forme d'axiomes théoriques) dans le cadre d'analyse. Cependant, puisque nous n'avons pas accès au processus décisionnel de la sphère pratique de la *politique énergétique étrangère* russe (e.g. accès aux discussions entre décideurs, aux énoncés de politiques, aux notes internes—*policy papers/internal memos*—et aux rapports de comités consultatifs informels sur la sécurité énergétique), cette approche méthodologique comporte des limites explicatives.

Les résultats attendus sont: (1) une meilleure compréhension de la diplomatie énergétique russe en faisant ressortir la correspondance entre la politique énergétique et la politique étrangère de la Russie; (2) une compréhension plus approfondie (au sens théorique) de l'interdépendance énergétique et de ses conséquences sur les relations russo-chinoises; (3) une explication visant à démontrer comment la Russie poursuit envers la Chine une diplomatie énergétique «manipulatrice » à double tranchant.

3 – LE LIEN ÉNERGÉTIQUE RUSSO-CHINOIS

3.1. La quête énergétique de la Chine¹⁰

La Chine est la quatrième et la plus dynamique économie du monde avec une croissance qui frise les 9-10% (IMF, 2010: 2). La rapidité avec laquelle l'économie de la Chine s'est développée lui confère aujourd'hui le statut de grande puissance, son rôle sur la scène internationale ne cesse d'augmenter et elle se positionne désormais parmi les grands acteurs en Eurasie et dans le monde. Elle détient les plus importantes réserves en devises étrangères au monde avec plus de \$2.4 trillions en décembre 2009 (Batson, 2010)¹¹.

Tableau 1.1 : Perspectives énergétiques de la Chine

Catégorie	Actuelles (2007)		Projections (2030)	
	Quantité	Pourcentage mondial	Quantité	Pourcentage mondial
Consommation totale d'énergie, Quadrillions de BTUs	68,6	15,6	145,4	20,1
Production pétrole, mb/j	3,74	4,8	4,9	4,2
Consommation pétrole, mb/j	7,85	9,3	15,7	13,4
Production gaz naturel, bcm	69,3	2,4	4,3*	2,6
Consommation gaz naturel, bcm	67,3	2,3	7,0*	4,3

Sources: BP. Statistical Review of World Energy June 2008, p. 8-11; 24-29. Energy Information Administration, International Energy Outlook 2007, Washington D.C.: U.S. Department of Energy, DOE/EIA-0484 (2007), p. 83, 88-89, p. 191. Légende : BTU= Unité thermique britannique. Mb/j=Millions de barils par jour. Bcm=Milliards de mètres cubes. *=Trillions de pieds cubiques (tcf).

En 1993, l'État chinois est passé d'exportateur net à importateur net d'hydrocarbures. En 2004, la Chine est devenue le troisième plus grand importateur de pétrole (après les États-Unis et le Japon) avec 178,8 millions de tonnes (mt) en 2008 et le deuxième plus grand consommateur de pétrole après les États-Unis avec 7.9 millions de barils par jour (mb/j) en 2008 (British Petroleum, 2009 : 11). De 2000

¹⁰ Cette section est reprise dans (Mascotto & Payette, 2010).

¹¹ Saut avis contraire, le terme dollar (\$) signifiera dollar des États-Unis.

à 2005, la consommation énergétique chinoise a augmenté de 60 %, représentant presque la moitié de l'augmentation de la consommation mondiale (Suisheng, 2008 : 209). En dépit d'une hausse sensible de la production, les réserves nationales énergétiques de la Chine ne permettront pas de couvrir ses besoins croissants. Comme nous l'indique le tableau 1.1 à la page précédente, on estime que si sa croissance continue à ce rythme, la Chine consommera à elle seule 20 % de l'énergie mondiale d'ici 2030, dont 15.7 mb/j de pétrole et 7.0 trillions de pieds cubiques (tcf) de gaz. Plus encore, selon une étude de l'Agence Internationale de l'Énergie, la dépendance de la Chine sur les importations de pétrole devrait atteindre 82 % d'ici 2030 et la dépendance sur les importations de gaz naturel devrait atteindre 50 % d'ici 2020 (Cheng, 2008 : 301). La probabilité que ce scénario se réalise est renforcée du fait de la baisse tendancielle du taux de l'autosuffisance énergétique de la Chine. Ce taux risque de baisser entre 60 et 65 % en 2010 (He, 2009 : 54). À cela s'ajoute l'augmentation tendancielle du taux d'extraction énergétique qui épuise les réserves naturelles de la Chine. En fonction du taux actuel, on estime que la Chine disposerait d'un peu moins de 100 années de réserves (rentablement récupérables) de charbon, 32 de gaz naturel et 14 de pétrole (Liu, 2009 : 18).

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse de la demande énergétique chinoise : (1) le taux de croissance économique; (2) l'industrialisation rapide basée principalement sur l'industrie lourde (*energy and labor intensive industries* (métallurgie, aluminium, ciment, etc.)) qui consomme à elle seule 80 % de l'énergie disponible; (3) l'urbanisation rapide; et (4) l'augmentation des exportations—totalisant \$1,430 milliards en 2008, soit une augmentation de 17 % par rapport à 2007 (US-China Business Council, 2009; Yi-Chong, 2007 : 47). De 2001 à 2006, tandis que le PIB de la Chine augmenta de 10 %, la consommation énergétique augmenta en moyenne de 11.4 % (Goldman, 2008 : 78). De plus, avec la croissance économique est apparue une nouvelle classe moyenne avec des besoins énergétiques grandissants (e.g. voitures, climatiseurs, électroménagers, etc.). L'Agence internationale de

l'énergie (AIE) estime que le nombre de véhicules de plaisance en Chine pourrait atteindre les 230 millions d'ici 2030, représentant près d'un tiers de la croissance mondiale dans ce secteur (Herberg, 2009 : 273). Nul doute que ces données laissent présager la poursuite de la croissance des importations énergétiques chinoises. À cet égard, il apparaît clairement que l'augmentation de la demande et de la consommation énergétique chinoise aura des conséquences globales non seulement en termes économiques, mais également environnementales et stratégiques (Herberg, 2009 : 269).

3.2. L'énergie et la résurgence de la Russie

Neuf ans après le krach de 1998, où l'on annonça l'instauration d'un moratoire sur les dettes que les banques russes avaient envers de grandes banques occidentales, le gel du remboursement de la dette nationale et l'expansion de la lanrière de fluctuation de la devise russe—ce qui mena entre autres, au pullulement des faillites des banques et à une dépréciation de plus de 70 % du rouble—l'économie russe semble se relever (Sébille-Lopez, 2006 : 241-42). La bonne santé s'explique par le rehaussement de la compétitivité des produits russes suite à la chute drastique du rouble et par la flambée des cours de pétrole qui ont permis d'injecter des sommes considérables dans l'économie du pays. Ainsi, 17 ans après avoir connu pour une seconde fois l'humiliation par la perte de son empire¹² et après avoir été affaiblie économiquement, financièrement, socialement et moralement suite aux procédures de privatisation de la Thérapie de Choc, la Russie s'est relevée. En effet, si l'on considère qu'avant la crise financière mondiale (fin 2008), le PIB russe a atteint les \$1,676,586 trillion et qu'au cours des six dernières années, le pays a enregistré une croissance économique moyenne de 7 %—8 % durant la première moitié de 2008—

¹² Après la montée au pouvoir des Bolchéviks, la Russie a signé, le 3 mars 1918, le traité de paix de Brest-Litovsk qui lui imposa des concessions territoriales et de lourdes indemnités de guerre. C'est l'équivalent de 800 000 km² qui seront littéralement amputés à la Russie. Pour de plus amples informations, voir (Rey, 2002).

force est de constater que la Russie a repris des forces suite à la tragédie des années 1990 (IMF, 2008: 264; World Bank, 2008 : 1-2).

La remontée économique de la Russie s'est aussi accompagnée d'une nouvelle tendance dans la politique étrangère du pays, notamment en ce qui concerne les questions énergétiques. Au moment où Vladimir Poutine est entré au Kremlin, le gouvernement ne contrôlait que 4 % du secteur énergétique et la combinaison des chiffres d'affaires des 12 plus grandes entreprises privées équivalait aux revenus totaux de l'État (Baker & Glasser, 2005: 277). Aujourd'hui, l'État russe est le plus important actionnaire (50 %+1) de la société Gazprom—le plus grand exploitateur et exportateur de gaz naturel au monde, Gazprom est responsable de 28 % des exportations mondiales de gaz naturel, de 83 % de la production gazière de Russie, de 17 % de la production gazière mondiale (i.e. 549.7 bcm en 2008) et détient 17 % des réserves gazières mondiales (Gazprom, 2008 : 6).

Tableau 2.1 : Profil énergétique de la Russie — Pétrole (mb/j)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% monde
Production totale	6,723.64	7,159.73	7,658.89	8,534.78	9,273.77	9,511.24	9,674.83	9,874.03	9,789.76	12.4 %* *
Consommation	2,578	2,590	2,636	2,682	2,751	2,785	2,830	2,820	^F 2,907	3.3 %**
Exports/imports Nettes*	4145	4570	5022	5853	6523	6726	6845	7054	^F 6883	-

Source: Energy Information Administration (EIA), Department of Energy, *Russia Energy Profile*. [En ligne] : http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=RS. Légende : * Exportations nettes=production totale-consommation. Nombres négatifs indiquent les importations nettes. ** (BP, *Statistical Review of World Energy*, 2009 : 8;11). ^F Projections.

Gazprom est également propriétaire des tous les gazoducs de la Russie et détient l'exclusivité des droits d'exportation vers les marchés étrangers. Il en résulte que les producteurs de gaz dits « indépendants » de Gazprom dépendent tout de même du géant gazier pour exporter leur production (Perovic & Orttung, 2009 : 125). L'État

russe est aussi propriétaire de Rosneft, la seconde pétrolière en capacité de production de Russie derrière Lukoïl. Rosneft assure une participation minimum de l'État de 24 % dans ses différentes filiales (Sébille-Lopez, 2006 : 253). De plus, en 2005, Rosneft a racheté le principal actif de Yukos, Yuganskeneftgaz, qui à elle seule dispose de 17 % des réserves russes de pétrole (Sébille-Lopez, 2006 : 253). N'oublions pas Transneft, une compagnie détenue à 51 % par ses propres filiales et à 49 % par Rosneft, donc par l'État (Sébille-Lopez, 2006 : 257). Cette firme opère également tous les oléoducs (sauf le *Caspian Pipeline Consortium*) de Russie.

À l'heure actuelle, la Russie est un acteur incontournable sur le marché des hydrocarbures. Comme nous le démontre le tableau 2.1 ci-dessus, la Russie est responsable de 12.4 % de la production mondiale de pétrole. Plus précisément, la Russie est le deuxième producteur mondial de pétrole après l'Arabie Saoudite—9.9 mb/j in 2008 (British Petroleum, 2009 : 19). Avec les huitièmes réserves de pétrole au monde, estimées à environ 79 milliards de barils en 2008, la Russie est également un exportateur majeur (en dehors de l'OPEC) avec 6,9 mb/j en 2008 (British Petroleum, 2009 : 6; EIA, 2008 : 2). On estime que d'ici 2025, la production de pétrole de la Russie pourrait atteindre 11.2 mb/j (Klare, 2008 : 89).

Tableau 2.2 : Profil énergétique de la Russie — Gaz (milliards de pieds cubiques-bcf)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	% mondial
Production totale	20,631.0	20,511.0	21,026.6	21,768.2	22,386.2	22,622.8	23,166.6	23,064.2	601.7**	19.6 %**
Consommation	14,129.5	14,412.1	14,567.4	15,291.4	16,022.4	16,153.1	16,598.1	16,746.4	420.2**	13.9 %**
Exports/imports Nettes*	6501.5	6098.9	6459.1	6476.8	6363.8	6462.6	6568.6	6317.9	N.A.	-

Source: Energy Information Administration (EIA), U.S. Department of Energy, *Russia Energy Profile*. [En ligne] : http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=RS. Légende : *Exportations nettes=exports-imports. Nombres négatifs indiquent les importations nettes. ** Bcm (BP, *Statistical Review of World Energy*, 2009: 24;27). N.A. Non disponible.

Comme nous le démontre le tableau 2.2 ci-dessus, la Russie est responsable de près de 20 % de la production mondiale de gaz. La Russie est le premier producteur mondial de gaz naturel—601.7 bcm en 2008 (British Petroleum, 2009 : 24). La Russie détient les premières réserves mondiales de gaz, évaluées à 47,8 trillions de mètres cubes (tcm) et est également le plus grand exportateur mondial avec 191 bcm en 2007 (Chun, 2008 : 1; Lo, 2008a : 243). On estime que la production russe pourrait atteindre 31.3 trillions de pieds cubiques (tcf) d'ici 2030 (EIA, 2009 : 39).

Avec un marché mondial de l'énergie de plus en plus concurrentiel et avec une économie mondiale de plus en plus globalisée, l'importance de la Russie sur la scène internationale ne peut qu'augmenter proportionnellement. De ce fait, la puissance énergétique de la Russie semble se traduire par plus de confiance dans sa politique extérieure. Jusqu'à maintenant, l'énergie a permis à la Russie de reprendre sa place au sein des grandes tables de négociations internationales, de récolter d'impressionnantes rentes économiques, qui d'ailleurs lui ont permis de rembourser sa dette nationale auprès du Fonds monétaire international (FMI) et d'accroître le niveau de vie de la population russe, d'amasser \$598 milliards en réserves internationales (en août 2008) et d'accumuler des fonds de stabilisation de \$225 milliards (août 2008) (Perovic, 2009 : 8; Bank of Russia, 2009).

3.3. **Russie et Chine: entre intérêt mutuel et méfiance**

Depuis la montée au pouvoir de Poutine, les relations russo-chinoises ont pris une nouvelle tournure. Des qualificatifs comme « partenariat stratégique » ou encore « nouvelle idylle Moscou-Pékin » sont désormais devenus légion pour parler de l'amélioration progressive des liens diplomatiques entre la Chine et la Russie depuis le conflit qui les avait divisés dans les années 1960 (Jégo, 2006 : 2). Certes, les relations entre les deux pays se sont grandement réchauffées depuis la montée au pouvoir de Vladimir Poutine. D'ailleurs, lors d'un sommet en juillet 2000, Poutine et

Jiang Zemin (ex-président de la Chine) ont déclaré : « Our countries are friends forever and will never be enemies. » (Cité dans Belopolsky, 2009 : 68). Quatre ans plus tard, l'ambiance était toujours des plus optimistes lorsque Poutine déclara : « [...] we have overcome all the tensions and disagreements that existed in the past. Today there is not a single problem we cannot openly and in an absolutely friendly manner discuss and find a mutually acceptable solution. » (Cité dans Mankoff, 2009 : 195). Désormais, les chefs d'État des deux pays se rencontrent chaque année, parfois jusqu'à trois fois par année, afin de discuter des enjeux sécuritaires, politiques et économiques qui touchent leurs pays et d'explorer les diverses avenues par lesquelles la Chine et la Russie peuvent accroître leur coopération. D'ailleurs, la première visite du nouveau président de Russie, Dmitri Medvedev, fut en Chine où il déclara que les relations sino-russes étaient marquées par la confiance mutuelle, du dynamisme et du progrès vers la réalisation d'un partenariat stratégique encore plus fort (Cité dans Mankoff, 2009 : 195).

Sur le plan énergétique, la Russie et la Chine ont, *a priori*, tout ce qu'il faut pour devenir de proches partenaires. Pour la Chine, étant donné ses besoins immédiats et les coûts élevés d'acheminement d'énergie associés à la distance de ses autres sources d'approvisionnement (e.g. Afrique et Golfe Persique), la Russie constitue un fournisseur idéal en raison de la localisation de gisements pétro-gaziers non exploités en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Pour la Russie, c'est une situation en or, car la Chine est un consommateur d'une importance considérable et une plaque de projection vers le marché asiatique de l'énergie dans son ensemble. De plus, la Chine constitue une importante source d'investissements nécessaires à la Russie pour édifier sa « rampe de lancement » vers une économie de troisième vague basée sur la finance et sur les hautes technologies plutôt que sur les matières premières. L'énergie occupe également une place des plus importantes pour les deux pays, car elle est indispensable au soutien de leur croissance et à leur modernisation

économique. Ainsi, tout comme la Russie dépendra à l'avenir de ses exportations énergétiques, la Chine dépendra de ses importations énergétiques.

En 1996, le premier accord de coopération énergétique fut conclu entre les deux gouvernements depuis la normalisation des relations russo-chinoises suivant la chute de l'URSS. Cet accord fut suivi en 1999 par un protocole prévoyant la construction d'un *pipeline* de la Sibérie orientale vers la Chine dont les négociations commencèrent en 2001 avec la signature du Traité sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération (Mankoff, 2009 : 203; Goldstein & Kózyrev, 2006 : 168-169). En 2005, la société d'État russe Rosneft a conclu un accord avec la société d'État chinoise Sinopec pour entreprendre et financer l'exploration du bloc Veninsk dans le projet Sakhalin-3 en lui permettant d'acquérir 25.5 % des parts. Dans le cadre d'une visite officielle à Beijing en mars 2006, les deux gouvernements ont conclu des accords importants comprenant des engagements au niveau de la coopération énergétique—pétrole, gaz, nucléaire et électricité (Weitz, 2008 : 19). Durant cette visite, l'ex-Président et aujourd'hui Premier ministre de la Russie, Vladimir Poutine, était accompagné de plusieurs dirigeants de compagnies énergétiques. Un des accords les plus notables fut la création d'une *joint-venture* sino-russe, *Vostok Energy*, entre Rosneft et la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) afin de réaliser conjointement des projets énergétiques en Russie. En retour, la CNPC s'est engagée à permettre à Rosneft d'opérer conjointement une raffinerie ayant une capacité de 10 mt de pétrole *per annum* dans le port de Tientsin et un réseau de 300 à 400 stations-service en Chine (Poussenkova, 2009 : 141). Un autre accord important fut conclu entre Gazprom et la CNPC prévoyant la réalisation d'un système de transport de gaz comportant deux couloirs : (1) de la Sibérie occidentale—champs Nadym et Urengoi—vers la Chine (baptisé projet Altaï, 30 bcm *per annum*); (2) de la Sibérie orientale—champ Kovytká—vers la Chine (38 bcm *per annum*). Cependant, à la fin de 2008, des difficultés persistaient toujours entre les deux sociétés d'État, notamment au niveau du prix (Garanina, 2009 : 277). En décembre 2007, le vice-

président du comité de gestion de la production de Gazprom, Alexander Ananekov, annonça que les ventes de gaz aux pays d'Asie orientale—particulièrement la Chine et le Japon—en provenance de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient atteindront les 50 bcm d'ici 2008 (Weitz, 2008 : 18). Enfin, en mars 2007, la Chine et la Russie ont signé d'autres accords évalués à 4,3 milliards (Weitz, 2008 : 19). Ces rapprochements s'inscrivent dans une volonté commune d'augmenter le volume du commerce bilatéral jusqu'à \$80 milliards d'ici 2010 d'ici 2020 (Ferdinand, 2007 : 851).

Si l'on considère la multiplication des missions diplomatico-économiques entre les deux pays et si l'on en croit les intentions de la Russie d'investir plus de \$100 milliards dans la création d'un système de production et de transport d'énergie dans cette région d'ici 20 ans ainsi que l'objectif de la Chine d'importer un tiers de son pétrole de la Russie et de l'Asie Centrale dont 20 % de ces importations provenant de la Russie, nous sommes en droit de nous interroger sur la possibilité d'un glissement vers l'est des centres de production du complexe énergétique russe—*Energeticheskii Kompleks*—à mesure que de nouvelles réserves coulent vers les marchés d'Asie orientale plutôt que vers l'Europe (Weitz, 2008: 19; Ferdinand, 2007 : 852). Cela dit, en dépit d'intérêts mutuels, les relations entre les deux pays se caractérisent par une ambivalence et une méfiance mutuelle. Sur le plan énergétique, une série de facteurs continuent de les diviser.

3.4. **Facteurs de division**

3.4.1. Le facteur historique

Un des principaux obstacles au rapprochement énergétique russo-chinois est la politisation des relations dans leur ensemble. Pour expliquer ce phénomène, il importe de considérer le facteur historique. Dans l'histoire des relations russo-chinoises, le politique a toujours pris le dessus sur l'économique. Olga Garanina

illustre très bien cette idée lorsqu'elle affirme que les relations sino-russes reflètent une forme « d'équilibre fragile » entre d'une part, une convergence basée sur des intérêts communs à l'international—des intérêts qui trouvent reflet dans le Traité sur le bon voisinage, l'amitié et la coopération signé en juillet 2001 dans lequel les deux États ont convergé sur le refus de l'unipolarité, la défense du principe charnière de la souveraineté étatique contre l'ingérence étrangère et le respect de l'intégrité territoriale (e.g. Taiwan pour la Chine et Tchétchénie pour la Russie)—et d'autre part, des méfiances communes (Garanina, 2009 : 244; voir aussi Lukin, 2007 : 150-151). Ces méfiances sont profondément ancrées dans les représentations collectives du pouvoir d'État dans les deux pays. Suivant son émancipation du joug mongol (plus de 300 ans de domination), la Russie a pendant des siècles (et dans une moindre mesure, encore aujourd'hui) cherché à faire partie de l'Europe occidentale qu'elle associait au monde « civilisé ». L'Asie était quant à elle associée, dans l'imaginaire russe, à la barbarie, à l'arriération et au danger (Lo, 2008a; Neumann, 2008 b; Shlapentokh, 2007; Lukin, 2003). En Chine, en revanche, la Russie fut longtemps perçue comme un Empire aux velléités expansionnistes, tant sur le plan géopolitique qu'idéologique. Outre les tensions idéologico-politiques durant la période soviétique, les multiples traités territoriaux sino-russes conclus au XIXe siècle contribuèrent grandement au manque de confiance de la Chine vis-à-vis la Russie. Jugés comme des « traités inégaux » par Beijing, la Chine a longtemps accusé la Russie de s'être approprié des portions importantes de son territoire (Garanina, 2009 : 246). Ce n'est que par les accords d'octobre 2004 et de juillet 2008 que la démarcation litigieuse de la frontière orientale fut résolue. Ainsi, malgré leurs intérêts économiques mutuels et le potentiel qu'offre la proximité géographique en matière de commerce transfrontalier, le « poids de l'histoire ne facilite pas le développement des liens économiques. » (Garanina, 2009 : 244).

3.4.2. Le facteur de la peur russe

Un autre facteur réside dans la peur qu'a la Russie de voir sa partie «asiatique» se désindustrialiser, se dépeupler et se dégrader. Riches en énergie, ces régions sont d'une importance stratégique considérable en ce qu'elles ouvrent la porte à la Chine, au Japon, à la Corée du Nord et même aux États-Unis (Détroit de Béring). Sur ce point, Moscou perçoit l'arrivée de milliers de Chinois en provenance des populeuses provinces adjacentes—Heilongjiang, Jilin et Liaoning—comme une menace potentielle à son intégrité territoriale : « In its most elemental and primitive form, this fear is embodied in the bogey of a 'yellow horde' rushing in to fill the 'empty spaces' of the Russian Far East.» (Lo, 2006 : 20). Outre la menace « jaune » (*zheltaia ugroza*), plusieurs dirigeants russes continuent de croire que la Chine constitue une menace potentielle aux intérêts nationaux de la Russie. Cette tendance s'explique par la «peur» de la montée en puissance économique, politique et militaire de la Chine en Asie. La Russie ne serait pas à l'abri et doit donc se protéger contre toute forme d'asymétrie de puissance entre elle et une Chine toute puissante. L'analyste russe Andrei Piontkovsky représente cette idée de l'asymétrie grandissante entre les deux États en décrivant métaphoriquement le partenariat russo-chinois comme « an alliance of a rabbit and a boa constrictor. » (Piontkovsky, 2005). L'économie est au centre de la méfiance russe à l'égard de la Chine. Plusieurs dirigeants russes, en particulier ceux responsables des régions de Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient, redoutent ouvertement les conséquences néfastes que pourrait engendrer l'entrée de capitaux chinois dans l'économie russe. Cette crainte se fait particulièrement sentir dans les secteurs que la Russie considère comme stratégiques (comme l'énergie). Ainsi, en dépit de la diversification des produits de confection russe exportés vers la Chine, le commerce bilatéral demeure asymétrique, fortement axé sur l'énergie (54 % des exportations russes vers la Chine) et sur les produits finis chinois (Lo, 2008a : 83-86). Moscou désire éviter que la Russie se retrouve enchaînée dans une « relation néo-coloniale » et condamnée à nourrir les besoins énergétiques

d'une Chine en pleine crise de croissance et ainsi devenir « l'appendice énergétique » (*ressource hinterland*) de la Chine. Mankoff explique cette crainte de la Russie par une contradiction entre deux éléments de la politique étrangère russe : entre d'une part, une politique mercantiliste d'enrichissement de l'État (par la conquête de nouveaux marchés et par le contrôle des voies d'acheminement) et l'aspiration d'étendre l'influence géopolitique de la Russie en Eurasie, laquelle étant menacée par la Chine, de l'autre (Mankoff, 2009 : 215). Ainsi, la suspicion et l'anxiété de la Russie face à une Chine en pleine expansion sont à la base du faible niveau d'exportation d'énergie vers la Chine. En 2006, les importations pétrolières en provenance de la Russie ne représentaient que 11 % de ses importations totales de la Chine, soit moins que ses autres fournisseurs basés beaucoup plus loin comme l'Angola et l'Arabie-Saoudite (Lo, 2008a : 248; Weitz, 2008 : 20). Par ailleurs, le fait que Moscou cherche à regrouper l'OSC et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)—organisation sous *leadership* russe dans laquelle la Chine est exclue—montre bien l'ambivalence avec laquelle la Russie perçoit la Chine. Cette stratégie vise à renforcer le poids de Moscou dans le processus décisionnel en matière de sécurité en Asie Centrale en faisant de l'OTSC la principale organisation multilatérale de la région (Kuchins, 2007 : 325). Moscou semble être préoccupée par la montée en puissance d'autres puissances dans ce qu'elle considère encore comme sa zone d'influence. Elle voit l'élargissement de la présence chinoise tant dans le domaine de la sécurité que dans le domaine économique comme un enjeu d'une grande importance sur lequel la politique étrangère de la Russie doit agir (Torbakov, 2008 : 6).

3.4.3. Le facteur américain

Selon Andrew Kuchins, l'avenir des relations énergétiques sino-russes dépendra des rapports qu'entretiendront les deux pays avec les États-Unis (Kuchins, 2007 : 327). En effet, si les États-Unis entreprennent des actions contre l'Iran, la

Russie et la Chine risquent de se rapprocher stratégiquement—l'Iran est le plus important fournisseur de pétrole de la Chine au Moyen-Orient et constitue un pivot géopolitique pour la Russie (Kuchins, 207 : 327). Par ailleurs, une position plus agressive des États-Unis sur la question des réformes économiques et démocratiques en Asie Centrale risque de ranimer le spectre des mini-révolutions dites de couleur (précisément au Kirghizstan et indirectement en Ouzbékistan). La réponse probable de la Chine et de la Russie dans cette séquence serait d'intensifier leur collaboration pour limiter l'influence américaine dans la région. Ainsi, tous ces éléments sont de nature à harmoniser les relations sino-russes et donc possiblement à renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie. Un point de vue similaire est tenu par d'autres experts. Helen Belopolsky affirme que le facteur central à considérer lorsque nous analysons l'évolution des relations russo-chinoises est le comportement de la Russie dans l'équilibre des puissances et plus particulièrement l'état des relations russo-américaines (Belopolsky, 2009 : 95). En effet, selon Belopolsky, le rapprochement sino-russe s'explique par le désir de la Russie de défier l'hégémonie américaine notamment par la promotion du multilatéralisme afin de faire pencher l'équilibre en sa faveur : « Given China's influence and growing power, its agreement to be a party to a joint declaration on a multipolar world and the establishment of a new world order was a significant boost to Russian attempts to challenge American hegemony. » (Belopolsky, 2009 : 96). Ainsi, ce n'est pas tant l'économie qui conduit la diplomatie énergétique russe envers la Chine que les intérêts politiques et géostratégiques de la Russie (Belopolsky, 2009 : 95). Cependant, selon Dmitri Trenin, la création d'un *bloc* sino-russe défiant l'hégémonie américaine demeure improbable compte tenu de la place que les États-Unis occupent dans les calculs stratégiques des deux pays. En fait, selon Trenin, un tel *bloc* ne pourrait voir le jour que si les États-Unis jouent mal leurs cartes dans leur géostratégie eurasiennne : « [A Russo-Chinese alliance] could occur only as result of explicitly short-sighted and foolish policies on Washington's part. » (Trenin, 2006 : 87-96). Il est par ailleurs possible de mesurer le degré de convergence entre la Russie et la Chine en fonction du degré de divergence

entre les États-Unis et la Russie. Il est devenu commun, dans la littérature scientifique, d'avoir recours au «facteur américain » comme cadre de référence pour expliquer la formulation et l'alignement de la politique étrangère russe (Mankoff, 2009; Shevstova, 2007; Monaghan, 2006; Isakova, 2005). Ainsi, le rapprochement de la Russie envers la Chine ne serait pas tant le résultat d'une volonté de forger une alliance formelle ou de se détacher définitivement de l'Occident que celui des « frustrations » russes relativement au non-respect de ses intérêts dans certains enjeux internationaux (e.g. l'élargissement de l'OTAN, bouclier antimissile) et de ces valeurs politiques (e.g. campagnes d'implantation de la démocratie libérale dans l'espace post-soviétique) par les États-Unis. Jeffrey Mankoff illustre bien cette idée:

« Indeed, Western perceptions of Russian foreign policy since 1991 have been characterized above all by a dialectical process of expectation and disappointment [...] If Moscow perceives its interests being ignored by an hegemonic West, a partnership with China, itself a powerful outsider, enhances Moscow's ability to challenge the legitimacy of an international order based on Western norms. » (Mankoff, 2009: 19, 198).

3.4.4. Le facteur centrasiatique

Selon le spécialiste russe Dmitri Trenin, l'objectif de la Russie dans cette région peut se résumer comme suit: « [The objective] is to gain something like veto power regarding oil and gas exploration and transportation rules in the Caspian basin, to dominate the region's gas business and market. » (Trenin, 2007: 106). Malgré le fait que la Russie semble avoir bien sécurisé ses intérêts énergétiques dans les trois principaux producteurs centrasiatiques (i.e. Turkmenistan, Kazakhstan, Uzbekistan) par l'entremise de contrats sur l'achat de ressources et sur la construction d'infrastructures acheminant ces ressources vers l'Europe en passant par la Russie, la concurrence chinoise se fait de plus en plus sentir. En effet, l'entrée de la Chine dans la région et la pénétration des capitaux chinois dans les secteurs énergétiques des pays

centrasiatiques sont source d'inquiétudes pour Moscou. Dans l'entrelacs des axes énergétiques centrasiatiques, nous retrouvons l'oléoduc Atasu-Alashankou qui relie le Kazakhstan jusqu'à la Chine. Financé par la *China International Trust and Investment Company* (CITIC) et la CNPC, ce projet est d'une importance stratégique cruciale, car on estime que d'ici 2010, cet oléoduc pourra acheminer plus de 20 mt de pétrole *per annum* d'ici 2011 (Garanina, 2009 : 278 ; Sébille-Lopez, 2006 : 207). Que dire également du projet *Central Asian Gas Pipeline* (CAGP) qui vise à relier le gaz turkmène vers la Chine en passant par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan? Ce projet est divisé en deux étapes et devrait fournir jusqu'à 40 bcm (dont 30 bcm en provenance du Turkménistan) de gaz naturel *per annum* (Perovic, 2009b : 121). La première étape du gazoduc a été achevée en 2009. La deuxième étape devrait être achevée en 2011. La Chine et le Kazakhstan se sont également entendus en 2008 sur la construction d'un gazoduc qui reliera le Kazakhstan à la Chine parallèlement au gazoduc Chine-Turmekistan (Perovic, 2009 b : 121). De plus, l'Ouzbékistan et la Chine se seraient entendus en 2007 sur la possibilité de pomper 30 bcm gaz *per annum* par l'entremise d'un gazoduc de 530 kilomètres (Perovic & Orttung, 2009 : 121).

Certains experts (Garanina, 2009; Stulberg, 2007) expliquent par ailleurs l'importance de l'Asie centrale pour la sécurité énergétique russe par le fait que les importations provenant de cette région permettent à Moscou de garder le contrôle sur les flux énergétiques en direction de l'Europe et de combler ses propres déficits à l'interne du fait de l'épuisement graduel de ses principaux gisements en Sibérie occidentale. En fait, la Russie connaît déjà un déficit dans sa production gazière d'approximativement 60 bcm annuellement. La Russie doit produire plus de 724,6 bcm par année pour respecter ses engagements tant au niveau national qu'international. En 2008, la Russie a produit 663,6 bcm dont plus de 549.7 bcm par Gazprom et 113,9 bcm par des producteurs russes indépendants (Stern, 2009 : 4). Pour cette même année, la consommation nationale a couvert à elle seule plus de 353

bcm tandis que les exportations ont couvert 251 bcm de la production totale de gaz de la Russie (Stern, 2009 : 4-5; Rumer, 2007 : 63). Le déficit était donc de 61 bcm et fut comblé par des importations en provenance d'Asie Centrale. On estime qu'à l'avenir, ce déficit devrait se maintenir. En ce qui concerne la Chine, la spécialiste russe Nina Poussenkova nous explique bien la stratégie russe: « Russia intends to use [Central Asian] gas to cover part of the potential shortage of domestic gas and to meet the demands of European customers while increasing its own gas supplies to China. » (Poussenkova, 2009: 151). De plus, il importe de souligner que les revenus de Gazprom proviennent largement de ses profits générés par le contrôle de la production destinée à l'exportation vers l'Europe. En effet, le géant gazier ne dispose pas d'un marché interne lucratif, car l'État russe subventionne largement la consommation de gaz sur son marché national. Ainsi, ce n'est pas sur le marché interne que Gazprom génère ses profits faramineux, mais bien sur les marchés externes. En effet, Gazprom reçoit près de cinq fois plus pour ses ventes à l'externe qu'à l'interne; le gaz se vend sur le marché national de la Russie à environ \$45 par kcm comparativement à \$350 par kcm sur les marchés européens (Perovic & Orttung, 2009 : 132). Bien qu'en 2006, le gouvernement russe ait annoncé une hausse progressive des prix (i.e. \$125 par kcm d'ici 2011) sur son marché national pour atteindre les mêmes niveaux de rentabilité que les exportations, il est peu probable que Gazprom ne cesse de concentrer ses efforts sur les marchés étrangers. Effectivement, lorsque nous analysons le secteur énergétique russe, il est essentiel de ne pas s'arrêter à la dimension purement économique. En effet, la dimension politique est tout aussi importante du fait de l'imbrication entre les intérêts des firmes russes et ceux de l'État qui vont au-delà de la rationalité économique. Pour le Kremlin, c'est la maximisation de la puissance énergétique de la Russie qui est considérée comme le moyen le plus efficace pour consolider son influence politique à l'international. Bien qu'une hausse des prix sur le marché national russe augmenterait les profits de Gazprom, réduisant ainsi ses incitatifs à investir dans des projets risqués à l'externe, une telle hausse conforterait également sa stratégie internationale de

contrôle des flux énergétiques. En augmentant les prix, l'accès au gaz s'en trouverait *de facto* réduit, réduisant ainsi la demande russe et laissant *in fine* plus de gaz à Gazprom pour exporter. C'est précisément ce qui explique pourquoi l'investissement russe dans le secteur énergétique est focalisé sur des projets d'exportation et de distribution en aval (*downstream*) plutôt que sur des projets d'exploration et de production en amont (*upstream*). Gazprom a eu tendance ces dernières années à concentrer l'essentiel de ses capitaux dans la construction de nouveaux gazoducs, dans l'acquisition d'actifs dans les secteurs énergétiques des pays de transit en Europe de l'Est et à conquérir de nouveaux marchés en Europe de l'Ouest. Jerom Perovic et Orttung précisent: « The dominant strategy so far has been to build new export pipelines backed by long-term contracts, in order to strengthen dependencies by locking consumers into energy purchases many years into the future. » (Perovic & Orttung, 2009: 129).

Aujourd'hui, les récents développements montrent que la situation semble favoriser la Russie, notamment en ce qui concerne *le jeu des pipelines*. Mais l'influence de la Chine se fait de plus en plus sentir en ce qu'elle compétitionne assidûment pour les ressources d'Asie Centrale. En effet, la pénétration agressive de la Chine dans la sphère de l'énergie et du commerce en Asie Centrale pose de sérieux défis à la Russie. *Primo*, le Turkménistan et le Kazakhstan affichent une plus grande volonté de contrecarrer l'emprise du « grand frère » russe sur leurs ressources. *Secundo*, l'émergence d'une alternative non russe au niveau des voies d'exportation, encourage certains pays à faire front-commun et à exiger que la Russie paie un prix ajusté au marché mondial pour leurs ressources (Torbakov, 2008 : 4). En réponse, les Russes ont rétorqué avec la signature en mai 2007 d'un projet qui reliera le Turkménistan, le Kazakhstan et la Russie dont on estime la capacité à transporter plus de 20 bcm *per annum* d'ici 2012 (Closson, 2009 : 96).

3.4.5. Facteur des « coups » politiques

Au sujet de l'acheminement de l'énergie, autant la Chine que la Russie sont d'avis que les ressources devraient être transportées par des *pipelines* plutôt que par des chemins de fer comme c'est le cas pour 80 % du pétrole russe en ce moment (Weitz, 2008 : 20). En revanche, les deux États sont aux prises avec des négociations souvent litigieuses entourant les tarifs des ressources ainsi que le tracé et le financement des *pipelines*. Ce fut le cas notamment en 2004 où Rosneft et la CNPC avaient conclu un important accord par lequel la Russie s'engagea à fournir à la Chine près de 8,9 mt de pétrole *per annum* de 2006 à 2010, et ce, à un prix « stable » (Webb & Sagers, 2008 : 32-33). Cependant, suite à la hausse fulgurante des prix de pétrole, la société Rosneft a déclaré qu'elle ne vendrait plus son pétrole à la Chine après 2010 au même prix. Le fait que Rosneft ait renoncé à renouveler ce qui était perçu par Beijing comme un accord « librement négocié » n'a fait qu'envenimer les relations russo-chinoises, d'autant plus qu'un prêt de la Banque de Chine de \$6 milliards à Rosneft était conditionnel à cet accord (Webb & Sagers, 2008 : 32-33). Sans ce prêt, Rosneft n'aurait pas pu racheter la filière de Yukos, Yuganskneftegaz, dont la capitalisation boursière était évaluée entre \$60-80 milliards en 2006 (Bin, 2008 : 3-4; Norling, 2006 : 33-34). Sur ce point, lorsque Yukos fut « saisie » par le Kremlin, la Chine le prit comme un affront, car la CNPC avait conclu un accord avec Yukos en 2003 pour construire un *pipeline* de Angarsk en Russie vers Daqing en Chine, destiné à fournir 700 mt de pétrole sur une période de 25 ans à la Chine (Lo, 2008a : 143).

Un autre sujet litigieux concerne les risques financiers liés au développement des champs pétro-gaziers de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient. Les caractéristiques géologiques de ces territoires rendent difficile l'exploitation. Sachant que la Russie a besoin d'un large éventail d'investissements étrangers pour renouveler ses infrastructures vétustes, Beijing désire que Moscou participe financièrement à la

construction des voies d'acheminement des ressources vers la Chine, afin de forcer la Russie à « prouver » son engagement à long terme. Mais cette dernière ne semble pas prête à construire un tel réseau par crainte de voir décliner sa capacité d'attirer des investissements européens si elle se retrouve subitement dans une situation de dépendance envers la demande chinoise : « Although Russians have been discussing constructing an oil pipeline to China for over a decade, they continue to entice Japan, Europe, and even the United-States with offers of future energy deliveries — encouraging them to offer financial and technical assistance. » (Weitz, 2008 : 22). Cette stratégie vise également à faire plier ces États sur d'autres enjeux comme la dispute territoriale russo-japonaise autour des îles Kouriles.

En ce qui concerne le *East Siberia- Pacific Ocean pipeline* (ESPO), la Chine a de nouveau été déçue par la décision en 2004 de la Russie d'opter pour la route du Nord (i.e. vers le Pacifique) avant celle du Sud (i.e. vers la Chine). Ici, le Kremlin a jugé que la route vers le Japon offrait un plus grand gage de profits que celle vers la Chine. Quelques mois plus tôt, lors d'une rencontre avec le Premier ministre japonais, Juinchiro Koizumi, à St-Petersburg, Vladimir Poutine déclara : « There is an argument that the China route pipeline could be constructed more quickly and more cheaply, but developing the undeveloped resources of Siberia and sending them to the Asia-Pacific region and world market are also important. » (Japanese Ministry of Foreign Affairs, 2003). Le Japon aurait offert à la Russie un plan de financement de \$15 milliards pour le développement des ressources et la construction du *pipeline* (Chun, 2008 : 180-181). Le choix d'opter pour le Japon comme principal partenaire dans l'ESPO comprenait également une dimension géopolitique. L'importance stratégique de ce projet a motivé l'intervention de l'État russe pour éviter que l'économie de la Russie soit trop reliée à celle de la Chine par l'entremise de ce *pipeline*. Une telle situation, aux yeux des dirigeants russes, risquerait de nuire aux aspirations de la Russie de « manoeuvrer » indépendamment dans le système international (i.e. diversification de l'acheminement des ressources pour éviter la

dépendance envers une seule demande). Ainsi, la route de Nakhoda offrait plus de « flexibilité stratégique » à la Russie en lui permettant non seulement de ne pas dépendre uniquement de la demande chinoise, mais aussi de « contrôler » elle-même la destination de ses ressources puisque le port de Nakhoda est situé sur le territoire russe. Mankoff nous explique clairement ce qui a motivé Moscou à opter pour cette route: « Transporting oil from Nakhoda to Japan by ship would be relatively inexpensive, but unlike a pipeline that terminated on foreign territory, Moscow would still have the option of shipping oil from Nakhoda to China, Southeast Asia, or even North America. » (Mankoff, 2009: 213). Par ailleurs, en choisissant cette option, la Russie cherchait également à se protéger d'une éventuelle baisse de la demande européenne. Une tendance accentuée, entre autres, par la quête de diversification des fournisseurs énergétique de l'Europe, de l'augmentation des investissements dans les technologies d'efficacité énergétique et dans le développement d'énergies alternatives (Perovic, 2009b : 37). Bien que la Russie prétend pouvoir satisfaire les demandes énergétiques du Japon en même temps que celles de la Chine, les chances de voir la promesse russe se concrétiser sont minces. D'autant plus que les relations avec le Japon se sont nettement détériorées entre 2005 et 2006 en raison de la dispute sur le statut des îles Kouriles ainsi qu'en raison de complications entourant le financement de l'exploitation des ressources russes. Le Japon aurait exigé que la Russie abandonne toute route en direction de la Chine, chose que la Russie, dans sa stratégie de diversification, ne pouvait se permettre. En contrepartie, la Chine décida d'augmenter son offre de financement de l'ESPO en offrant de financer entièrement la branche Taishet-Daqing (Korchagina, 2006 : 1). À ce rythme, l'ESPO ne sera pas complètement opérationnel avant 2014 tandis que la jonction avec Daqing en Chine demeure incertaine, notamment en raison de complications au niveau des conditions de livraisons et des modalités de financement (Lo, 2008b: 7). De plus, l'évaluation approximative des réserves en Sibérie orientale et les prospections inachevées provoquent des questionnements sur la rentabilité de la construction de l'oléoduc (Garanina, 2009 : 273). Par ailleurs, même si les projets *Nord Stream* et

South Stream visant à « contourner » l'Europe de l'Est pour assurer l'emprise de Moscou sur les marchés de l'Europe de l'Ouest restent loin d'être opérationnels, il n'en demeure pas moins que ces projets sont plus avancés que n'importe quel autre projet « asiatique » (Lo, 2008b : 7).

L'intervention du gouvernement russe en juin 2007 dans le projet de Kovytká—mené par RUSIA Petroleum, CNPC et KOGAS (Corée du Sud)—constitue un autre cas de déception pour la Chine, et par conséquent, pour les relations russo-chinoises. Le gouvernant russe a menacé de retirer la licence d'exploitation de RUSIA Petroleum—le chef opérateur du projet et filiale de TNK-BP (*joint-venture* russo-britannique)—lui reprochant de ne pas avoir rempli ses quotas de production selon le contrat fixé (Klare, 2008 : 101). Ainsi, afin de ne pas risquer de perdre ses parts (62.7 %) dans le projet, TNK-BP fut forcé de les vendre à Gazprom (Klare, 2008 : 101). Ce projet, d'une valeur de \$20 milliards, fut détourné par le Kremlin comme ce fut le cas pour le projet de Sakhaline-2 et Yukos. Des rumeurs circulaient à l'effet que TNK-BP avait l'intention de pomper le gaz de Kovytká vers la Chine. Dès lors, une fois que Gazprom prit le contrôle de RUSIA Petroleum, le projet fut mis en suspens, notamment en raison d'un conflit entre la Chine et la Russie sur les tarifs du gaz (Chun, 2008 : 19). Que dire également du blocage en 2002 par le Kremlin de la société chinoise CNPC qui voulait acquérir Slavneft, une importante firme russe, et ce, même si l'offre de la Chine était deux fois plus élevée que l'acheteur national russe, Gazprom? En 2006, les hautes instances russes ont accepté que Sinopec achète d'importantes parts dans Udmurtneft, une autre importante pétrolière russe, mais avec la condition que le gouvernement se réserve un contrôle de 51 % (Weitz, 2008 : 23).

En définitive, l'échec de ces projets et les suspicions russes à l'égard de la puissance chinoise ont mené à une baisse de confiance de la part de la Chine envers la Russie en tant que partenaire énergétique fiable. Lors du Sommet russo-chinois de 2004, Hu Jintao a déclaré que la Russie et la Chine devraient « matérialiser leur

consensus. » (Cité dans Øverland & Brækhus, 2009 : 208). Il a également énuméré quatre points sur lesquels les deux parties devront se concentrer pour atteindre cet objectif : (1) maintenir des rencontres de haut-niveau; (2) mettre en oeuvre de façon «sérieuse » les accords énergétiques; (3) augmenter l'efficacité de la coopération bilatérale; et (4) renforcer les liens de communication et de consultations entre les deux pays (Cité dans Øverland & Brækhus, 2009 : 208). Du point de vue chinois, ces points peinent encore à être réalisés, d'où l'expression chinoise vis-à-vis de l'inconsistance russe « Tonnère fort, pas de pluie » (*Gan dalei bu xiayu*)¹³. Par ailleurs, en réponse au manque de fiabilité de la Russie et à ses politiques néo-protectionnistes, la Chine s'est tournée vers l'Asie Centrale et l'Afrique de l'Est pour diversifier ses importations. À titre d'exemple, en 2006, le pétrole en provenance de la Russie ne comptait que pour 11 % des importations chinoises (15,96 mt) tandis qu'en 2007, la Russie ne comptait que pour 9 % des importations pétrolières de la Chine (Medeiros, 2009 : 102). En comparaison, en 2008, l'Afrique et le Moyen-Orient comptaient pour 31 %, et 45 % respectivement (Medeiros, 2009 : 40; Lo, 2008a: 134).

4 – DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AUX CONNEXIONS AVEC LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

4.1. *Pétro-Russie : inflexion de la politique étrangère*

La majeure partie des spécialistes s'entendent pour dire que l'objectif principal de la nouvelle conception de la politique étrangère russe depuis la montée au pouvoir de Vladimir Poutine est de reconstruire la « Grande Russie » (*Bol'shoy Rossiya*) en rétablissant le contrôle russe sur les anciennes républiques soviétiques transcaucasiennes, centrasiatiques et est-européennes. D'après un rapport important de la Commission Trilatérale, ce but visait plus précisément à rétablir la Russie en

¹³ Selon la traduction de (Øverland & Brækhus, 2009 : 208).

tant qu'acteur indépendant, puissant et libre (*unfettered*) sur la scène internationale (Lyne, Talbott, Watanabe, 2006 : 162). De plus, selon Bertil Nygren, la réalisation de cet objectif nécessite une augmentation de l'influence russe à la verticale *et* à l'horizontale sur les ressources énergétiques de la Russie et dans l'espace post-soviétique (Nygren, 2007 : 8). Pour ce faire, plusieurs instruments peuvent être utilisés par le pouvoir de Moscou. Outre l'instrument de la puissance militaire, il importe de souligner l'importance d'autres instruments plus « souples » (*Soft*). Les instruments les plus efficaces dont dispose la Russie sont ses ressources énergétiques et ses sociétés d'État qui contrôlent la production ainsi que l'acheminement du pétrole et du gaz dans l'ancien espace soviétique (Goldman, 2008; Nygren, 2007 : 8; Delyagin, 2006 : 5-14). Poutine alla lui-même jusqu'à qualifier la Société d'État Gazprom d'instrument de puissance servant à projeter l'influence russe dans le monde : « [Gazprom is] a powerful political and economic lever of influence over the rest of the world. » (Cité dans Lyne, Talbott, Watanabe, 2006 : 65). De la même façon, lors d'une rencontre avec les membres du conseil d'administration de Gazprom en mai 2008, le nouveau président russe, Dmitri Medvedev, a présenté sa vision du rôle du géant gazier dans l'économie russe. Ce rôle, a-t-il déclaré, est «exceptionnellement important », car depuis les dernières années, « Gazprom est non seulement le fleuron (*flagship*) de l'économie russe, mais aussi une force majeure de l'économie mondiale » (Cité dans Godzimirski & Rowe, 2009 : 8). Plus concrètement, la stratégie de résurgence de la Russie consiste à traduire ses avantages politiques (influence politico-militaire) en gains économiques et de convertir ses capacités économiques (ressources naturelles) en leviers politiques en établissant une « ceinture protectrice » d'États alliés à travers une politique de « ralliement » (Sébille-Lopez, 2006: 232).

Ce qui caractérise l'orientation de la politique étrangère sous Vladimir Poutine est l'importance accordée aux impératifs économiques. En effet, la protection des intérêts et des capacités économico-stratégiques de la Russie, l'importance des forces centripètes des marchés mondiaux et l'intégration de la Russie dans

l'économie globale (et donc dans ses institutions) pour éviter l'exclusion, obtinrent le statut d'impératifs de premier ordre dans la nouvelle conception de la politique étrangère russe. De plus, un aspect important qui différencia la politique étrangère russe sous Poutine est son niveau de pragmatisme par rapport à celle sous Boris El'tsin. Selon Natasha Kuhrt, ce pragmatisme fut particulièrement visible dans la sphère économique (et donc dans le secteur énergétique) : « This pragmatism has entailed a more hard-headed view of economic relations allied to the protection of national interests. » (Kuhrt, 2007 : 6). Déjà au début de sa présidence, Poutine mit l'accent sur la diplomatie économique lorsqu'il déclara qu'elle était « essentielle » à la promotion et à la protection des intérêts économiques de la Russie à l'étranger (Poutine, 2001 : 2). L'adresse du Président Poutine à la nation en 2002 est aussi un bon exemple de ce changement dans la politique étrangère russe : « [...] bitter competition—for markets, investments, and political and economic influence—is a permanent fixture of the present day world. » (Cité dans Thorun, 2009: 31). Cette nouvelle approche, qualifiée de « pragmatisme géoéconomique » par Christian Thorun (2009 : 48) visait à faire de la puissance économique le cheval de Troie de la Russie dans sa quête vers le retour au statut de grande puissance (*velikaya derzhava*) en Eurasie. Selon Bobo Lo, ce qui explique cette tournure vers « l'économisation » de la politique étrangère russe est : (1) l'idée qu'il existe un lien direct entre la pratique de la politique étrangère et le développement socio-économique; (2) la campagne pour intégrer la Russie dans les processus de la globalisation de l'économie mondiale; (3) la quête du profit de certains secteurs économiques et celle de l'État; et (4) l'imbrication entre la géopolitique et la géoéconomie, c'est-à-dire entre la poursuite par la Russie d'objectifs économiques et ses ambitions de grande puissance (Lo, 2003 : 53). Cela dit, l'importance des enjeux économiques ne veut pas dire que les intérêts géopolitiques plus traditionnels furent écartés de la pensée stratégique russe durant la présidence de Poutine et de Medvedev. L'invasion de la Géorgie en août 2008 en est un bon exemple. De plus, plusieurs experts s'entendent pour dire que les débats internes sur l'identité nationale russe, l'idéologie de grande puissance

(*derzhavnost'*) ainsi que l'héritage historique et géopolitique de la Russie constituent d'importants facteurs qui persistent toujours à définir sa politique étrangère (Clunan, 2009; Rangsimaporn, 2009; Mankoff, 2009; Neumann, 2008a; Legvold, 2007; Tsygankov, 2006; Lo, 2003; Hopf, 2002).

4.2. De la politique à la reprise en main du secteur énergétique

4.2.1. Politique (stratégie) énergétique

Avant toute chose, pour comprendre la logique d'une politique, il importe d'analyser sa dimension éminemment stratégique. La politique ne peut, en soi, aboutir à la mise en pratique de moyens, sans avoir été comprise, analysée, pensée, sans avoir fait l'objet d'une conscience stratégique de préparation, de coordination et d'organisation. En effet, stratégie (du Grec *stratēgia*), fait référence, au sens large, à l'art de la planification et de la coordination d'un ensemble de moyens (traduits sous forme d'actions coordonnées) en vue d'atteindre des fins (Gow, 2003 : 14). La stratégie énergétique renvoie à l'adjonction d'actions en lien avec l'énergie à des fins politiques. Elle représente donc l'élément central de la politique énergétique à proprement parler.

La dimension stratégique de la politique énergétique *actuelle*¹⁴ de la Russie est élaborée dans le document, Stratégie énergétique de Russie jusqu'en 2020 (*Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2020 goda*), qui fut publiée en 2003. Dans ce document, on y avance l'idée que les ressources naturelles de la Russie sont essentielles à sa sécurité énergétique et à sa santé économique. Cette stratégie comprend quatre points principaux : (1) la sécurisation des approvisionnements nationaux à des prix stables; (2) l'économie de l'énergie et le développement de

¹⁴ Nous reviendrons sur la formulation de la nouvelle politique énergétique de la Russie à la section 7 du mémoire (v.s., p. 87).

technologies de conservation; (3) la stabilité financière et la maximisation des investissements à l'étranger; et (4) la protection environnementale (Brookings Institution, 2006 : 21). Le document suggère également, une diminution du rôle de l'État en tant qu'acteur commercial dans le secteur énergétique, mais tout en renforçant son rôle dans l'édification d'infrastructures et dans la régulation du marché (Brookings Institution, 2006 : 21). Un autre aspect important de la stratégie est la présence d'objectifs spécifiques comme : (i) la production de 10 mbj et l'exportation de 6 mbj d'ici 2020 (objectif atteint en 2008); (ii) la production de 680-730 bcm d'ici 2020 et l'exportation de 240-280 bcm; (iii) la construction de *pipelines* vers les mers Baltique, Noire et Méditerranéenne; (iv) le développement d'un réseau énergétique en Sibérie de l'Est et en Extrême-Orient vers le pacifique et la Chine; et (v) le développement d'infrastructures pour liquéfier le gaz (Brookings Institution, 2006 : 22).

La politique énergétique de la Russie constitue un bon exemple des connexions possibles entre des considérations de sécurité et de politique économique étrangère. Si l'angle interne de la stratégie est important, il faut également l'appréhender d'un angle externe. Dans le document, il est mentionné qu'un des principaux objectifs de la Russie est d'utiliser ses ressources naturelles et ses infrastructures énergétiques comme des instruments pour orchestrer une forme de réintégration politico-économique dans l'ancien espace soviétique (Stulberg, 2007: 98). Suivant les analyses d'Adam Stulberg, il est possible d'établir un lien entre cette stratégie et le concept de « manipulation stratégique ». Premièrement, pour harmoniser la production et l'acheminement des ressources de l'ancien espace soviétique vers la Russie et ensuite, vers les marchés extérieurs, il faut que l'État russe et ses firmes interagissent stratégiquement : « [The] *Energy Strategy* summoned state and private entities to exert pressure on regional states to ease Russia's acces to international markets and facilitate the realization of the export potential of Russian energy. » (Stulberg, 2007 : 98). Bien que les sociétés d'État Gazprom, Rosneft, Transneft et d'autres firmes privées comme Lukoil opèrent sur

une base commerciale, elles ont joué et continuent de jouer un rôle actif dans la politique étrangère russe. Dans une certaine mesure, ces firmes occupent une place plus importante que le Ministère russe des Affaires étrangères—*Ministerstvo inostrannykh del* (Lo, 2008 b : 139). En fait, le champ d'action commerciale de ces firmes se confond avec le champ d'action politique de l'État, lui-même concentré dans l'entourage présidentiel. Plusieurs élites bureaucratiques furent ainsi placées par le Kremlin sur les conseils d'administration des grandes firmes énergétiques telles Gazprom (Dmitri Medvedev, président de Russie; Viktor Zubkov, vice-premier ministre; German Gref, ancien ministre de l'Économie et du Commerce sous Poutine), Rosneft (Igor Sechin, vice-premier ministre), Transneft (Viktor Khristenko, ministre de l'Industrie et du Commerce; Arkady Dvorkovich adjoint de Medvedev). Selon Mankoff, le secteur énergétique de la Russie, de par son importance stratégique et économique, bénéficie d'une forme de veto sur les décisions de politique étrangère affectant ses intérêts (Mankoff, 2009 : 56). Deuxièmement, la stratégie russe prend forme sous un « capitalisme d'État » proprement adapté à la situation de la Russie, dans lequel le Kremlin exerce un contrôle sur le développement des ressources énergétiques nationales, sur le processus de régulation, sur les investissements étrangers ainsi que sur les acteurs du secteur énergétique, d'où la « capacité régulatrice d'État » à laquelle Stulberg fait référence (Stulberg, 2007: 6; Orban, 2008 : 28). Jerome Perovic et Robert Orttung nous expliquent bien les outils dont le Kremlin s'est doté pour exercer son contrôle sur le secteur énergétique: « [The Russian state] has a number of tools which allow it to exert extensive control over Russia's entire oil supply by virtue of the fact that it has tight control over the regulatory environment, the taxation regime, transportation monopolies (through state-owned pipeline company Transneft), as well as licenses and operating environment. » (Perovic & Orttung, 2009: 124). La politique énergétique de la Russie est également fortement axée sur la « sécurité économique » en ce que l'État russe cherche à mettre en œuvre une stratégie d'ordre économique dans le but d'assurer la protection ou l'augmentation du poids de la Russie au sein de l'économie globale en utilisant les

rouages du marché mondial de l'énergie, ses sociétés d'État et ses institutions de régulation comme des instruments pour gagner de l'influence et intervenir tacitement sur des enjeux de sécurité énergétique. Ainsi, il s'agit de faire pénétrer le capital russe dans les secteurs énergétiques des pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) dans le but de favoriser sa sécurité économique-énergétique. C'est-à-dire, la sécurisation de structures de production et de transport de l'énergie. Enfin, le Kremlin semble avoir reconnu l'importance de la concurrence imparfaite dans le marché mondial de l'énergie en ce que la stratégie est une tentative de dynamiser l'économie russe et d'augmenter son degré de compétitivité au niveau mondial : [...] the focal point of strategic energy policy was to steer market mechanisms to uphold the country's role as a *primes inter pares* in the Eurasian gas equation, and to exploit this dominance as a spring-board for "achieving competitive advantages in the global markets".» (Stulberg, 2007: 98).

4.2.2. Reprise en main du secteur énergétique

La reprise en main du secteur énergétique est une composante centrale de la grande stratégie russe de réémergence. Pour mieux comprendre comment les objectifs de la politique énergétique de la Russie sont en lien avec des objectifs plus larges de sa politique étrangère, nous n'avons qu'à illustrer quelques « coups » orchestrés par le Kremlin. En 2003, Mikhaïl Khodorkovsky le PDG de Yukos, jadis la plus importante pétrolière privée russe, laissa savoir son désir de construire des oléoducs privés (un vers la Chine et un autre vers les États-Unis par Mourmansk situé à l'extrême Nord-Ouest de la Russie) sans obtenir l'aval de la société d'État Transneft qui est responsable des voies d'exportation de pétrole (Sébille-Lopez, 2006: 268). Parallèlement, Khodorkovsky intensifia ses négociations avec les pétrolières américaines ExxonMobil et ChevronTexaco dans le but de vendre 40 % des parts (d'une valeur de \$25 milliards) de la nouvelle entreprise qui devait voir le jour sous l'éventuelle fusion entre Yukos et Sibneft—le cinquième groupe pétrolier russe

(Sébille-Lopez, 2006: 268). Pour le Kremlin, il était inconcevable de voir un actif stratégique comme le pétrole contrôlé par des intérêts étrangers. Le Kremlin jugea que la menace pesait trop fort et qu'il fallait à tout prix neutraliser Yukos. Accusé d'escroquerie et d'évasion fiscale, Khodorkovsky fut arrêté en octobre 2003 et 44 % du capital de sa compagnie fut mis sous séquestre. Six mois plus tard, en avril 2004, l'État annonça le gel des actifs de Yukos. En novembre, le groupe s'est vu ordonner de payer la somme exorbitante de \$13 milliards en arriérés d'impôts, et ce, en plus des \$6,8 milliards déjà réclamés par le fisc russe (Sébille-Lopez, 2006: 269). Ceci ouvrit définitivement la voie au démantèlement de Yukos. Ainsi, avec l'annonce de la participation de la filiale de Gazprom, Gazpromneft, à l'éventuelle vente aux enchères de la principale filiale de Yukos, Yuganskneftegaz, il apparaissait clairement que l'État avait pour objectif la saisie de la seconde plus grande pétrolière de Russie. Yuganskneftegaz représentait à elle seule \$11,63 milliards de barils de brut—plus de 17 % des réserves russes (Sébille-Lopez, 2006: 269). Mais c'est finalement une mystérieuse entreprise nommée BaïkalFinanzGroup qui acquit aux enchères Yuganskneftegaz pour la somme de \$9,3 milliards de dollars, alors que cette dernière était évaluée entre \$15 et \$17 milliards (Sébille-Lopez, 2006: 270). En utilisant cette compagnie « à numéro », l'État a pu mettre la main sur Yuganskneftegaz, car après la vente, BaïkalFinanzGroup fut rachetée par la pétrolière étatique russe Rosneft. Ainsi, puisque Rosneft est contrôlée par l'État, Yuganskneftegaz s'est donc retrouvée sous contrôle étatique (Baker & Glasser, 2005: 352).

Avec l'acquisition des actifs de Yukos entre 2004 et 2007, Rosneft est devenu le *leader* de l'industrie pétrolière de la Russie. En ce qui concerne les régions de la Sibérie orientale et d'Extrême-Orient, en 2004, Rosneft fut instrumental dans le refus du Kremlin de laisser les *supermajors* occidentales Chevron et ExxonMobil participer dans le développement du projet Sakhaline-3. En amont, Rosneft dispose de plusieurs zones d'influence dans ces régions. La société d'État est impliquée, par l'entremise de sa filiale Sakhalinmorneftegas, dans les projets Sakhaline-1, 2, 3 et 5. Rosneft a

également acquis le champ Vankor en Sibérie orientale dont les réserves sont évaluées à 250 mt de pétrole et 76,8 bcm de gaz. En 2005, Rosneft a consolidé de plus belle son « emprise orientale » en acquérant 25.9 % de Verkhnechonskneftegas, la compagnie détentrice de la licence d'exploitation du champ pétro-gazier Verkhnechonsk situé dans la région d'Irkoutsk dont les réserves sont estimées à 201,6 mt de pétrole, 3,4 mt de pétrole condensé et 95,5 bcm de gaz (Poussenkova, 2009 : 140). Enfin, en 2007, Rosneft acquit les ex-sociétés faîtières (*holdings*) de Yukos dans la zone Yurubcheno-Tokhomsk qui sera connectée à l'ESPO. En aval, Rosneft est également propriétaire de la raffinerie de Komsomolsk, de celle d'Angarsk et d'Achinsk ainsi que de deux distributeurs de produits dérivés du pétrole et trois terminaux d'exportation. Enfin, Rosneft entend construire une raffinerie d'une capacité de 20 mt *per annum* d'ici 2012. Ce projet conforte d'ailleurs la stratégie du Kremlin de passer d'une production énergétique principalement centrée sur les exportations de pétrole brut à une production de produits pétroliers à plus grande valeur ajoutée (Poussenkova, 2009 : 141).

En décembre 2006, Gazprom a repris les droits de forage de la grande pétrolière néerlandaise Royal Dutch Shell dans la région de Sakhaline. Au total les réserves de cette région sont estimées à plus de 10 milliards de barils de pétrole et 1000 bcm de gaz naturel (Sébille-Lopez, 2006: 252). En jouant la carte «environnementaliste », le Kremlin désirait renégocier les termes du contrat de façon à les rendre plus avantageux à son égard. Shell s'est donc vu forcé de vendre la moitié de ses parts du projet Sakhaline-2 (réserves totalisant 155 mt de pétrole et 490 bcm de gaz) à Gazprom pour \$ 7,45 milliards, au risque de perdre son permis d'exploitation sous prétexte que le projet violait la loi russe. Une fois que Gazprom reprit le contrôle du projet, on n'entendit plus parler de problèmes liés à l'environnement (Perovic & Orttung, 2009 : 127). En février 2009, le projet Sakhaline-2 fut mis en service. Une fois rendue à son plein potentiel, la production de GNL pourrait couvrir près de 5 % de la demande mondiale de GNL (Perovic & Orttung, 2009 : 118). En 2007, l'État

russe reprit le contrôle du gisement Kovytko en forçant la *joint venture* TNK-BP à vendre ses parts à Gazprom à un prix hautement en deçà de la valeur du projet—entre \$700-900 millions pour un projet dont la valeur est estimée à \$20 milliards (Perovic & Orttung, 2009 : 126). La production de ce gisement, dont les réserves sont estimées à 2,13 trillions de m³ de gaz et 108 mt de pétrole, pourrait couvrir jusqu'à 15-20% de la demande gazière non contractuelle de la Chine et de la Corée du Sud d'ici 2020 (Perovic & Orttung, 2009 : 126). Enfin, en 2008, Gazprom s'est vu attribuer la licence d'exploitation des gisements Chayanda (1,24 tcm de réserves de gaz et 68,4 mt de réserves pétrolières) dans la région de Yakutia et Kirinskoye (100 bcm de gaz and 11,4 mt de gaz condensé) sur l'île de Sakhaline en dehors de la procédure légale de compétition (Garanina, 2009 : 275; Gazprom, 2009). Gazprom a par ailleurs déclaré ses intentions d'acquérir des blocs non-exploités dans le projet Sakhaline-3 actuellement opéré par Rosneft (74.9 %) et Sinopec (25.1 %) (Poussenkova, 2009 : 139).

Ces « coups politiques » visaient une chose : forcer les compagnies étrangères et locales à prêter allégeance d'abord à l'État et ensuite à leurs actionnaires. Ce fut notamment le cas de Lukoil (le premier groupe privé pétrolier de Russie) lorsque son vice-président Leonid Fedun déclara suite à un transfert de 200 millions de dollars dans les coffres du Kremlin : « We think that the fact that the state is domineering now is good. Oil is a strategic thing and of course the state should participate since oil is the basis for the economy. » (Cité dans Baker & Glasser, 2005: 352). En revanche, il importe de souligner que l'objectif du Kremlin n'est pas nécessairement le contrôle de la propriété de toutes les entreprises stratégiques, mais plutôt d'exercer une influence directe sur ces dernières—*regulatory state capacity* (Stulberg, 2007 : 6). Encore à titre d'exemple, en laissant Lukoil remplir le rôle de la première entreprise pétrolière russe sous forme de société par actions, le Kremlin s'octroie la possibilité de promouvoir les contrats de cette dernière à l'étranger. Par ailleurs, puisque l'entreprise est en partie détenue par des capitaux occidentaux et qu'elle coopère en *joint-venture*, un transfert de technologie peut se produire de manière formelle et

informelle. Ceci contribue à un effet de retombées technologique—*technological spill over*—sur toutes les filiales et les entreprises russes avec lesquelles Lukoil travaille sur son territoire mère (Gilpin, 2001 : 123). Ces coups s'inscrivent également dans une volonté du Kremlin de reprendre la mainmise sur son secteur énergétique face à une menace imminente à son pouvoir au niveau du marché énergétique russe et à sa stature de grande puissance sur la scène internationale. Au niveau interne, par un contrôle plus étroit des flux financiers et des processus de régulation ainsi que par la reprise en main de plusieurs entreprises dans le secteur primaire, l'État a maintenant plus de possibilités et de potentiel pour passer d'une économie de deuxième vague (industries lourdes et production de matière première) à une économie de troisième vague (finance et haute technologie). À cet égard, les compagnies énergétiques russes ont constitué des intermédiaires (*proxies*) pour regagner le contrôle sur les ressources énergétiques nationales et pour mettre en oeuvre la politique énergétique (et sa dimension étrangère) du Kremlin. Le diplomate Paradorn Rangsimaporn remarque avec pertinence que: « A coalition was essentially formed between the federal government and state energy firms to rein in the 'squabbling' over natural resources by private firms of the 1990s and to implement Russia's energy export policy. » (Rangsimaporn, 2009 : 86). Le vice-premier ministre de Russie, Igor Shuvalov, a d'ailleurs ouvertement admis que cette interaction était volontaire de la part du Kremlin en déclarant dans une entrevue pour le journal *Vedomosti* que le Kremlin cherchait à contrôler le secteur énergétique de la Russie ainsi que les flux des ressources par l'entremise de Gazprom (Cité dans Rangsimaporn, 2009 : 86). Au niveau externe, la Russie a bien compris que le contrôle de la production et de l'exportation de ses ressources naturelles (et de celles d'autres États) pouvait être son plus grand atout d'influence politique mondiale dans un marché en manque d'approvisionnements. Selon Gregory L. White, la logique derrière la reprise en main du secteur énergétique de la Russie par le Kremlin consiste en une tentative de recouvrer une stature de grande puissance suite à la dissolution de l'URSS : « [The logic is] to use Russia's vast reserves of gas and oil to rebuild some of the

geopolitical heft that vanished with the collapse of the Soviet Union in 1991 (Cité dans Klare, 2008: 97). Ainsi, la Russie cherche à intégrer sa politique énergétique «au plan intérieur, dans le cadre plus vaste de sa stratégie globale extérieure, dont elle est l'une des composantes essentielles. » (Sébille-Lopez, 2006: 289).

4.3. **Go East! Réalignement du complexe énergétique russe?**

Pendant que le pétrole de la Caspienne continue de s'écouler vers les marchés occidentaux par les réseaux russes ou américano-européens, nous sommes en passe de voir le complexe énergétique russe se tourner de plus en plus à l'Est vers les marchés est-asiatiques. Mais contrairement à son commerce avec l'UE, la Russie ne s'est pas encore dotée d'une position solide en Asie. En fait, depuis bientôt 20 ans, la Russie n'a pas assumé de rôle stratégique majeur dans l'équilibre des puissances dans cette région (Chun, 2008 :18). Mais cela risque de changer, car la Russie bénéficie d'un énorme potentiel de développement énergétique dans les régions de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient. Selon l'Institut géologique du pétrole et du gaz (incorporée à la branche sibérienne de l'Académie des sciences de la Russie), les ressources énergétiques extractibles (sous terre et sous mer) dans les régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient sont évaluées à 85-90 bt d'hydrocarbures—20-22 bt pour le pétrole, 60-63 tcm pour le gaz et 3-5 bt de gaz dit condensé (Rangsimaporn, 2009 : 80). La production annuelle de pétrole et de gaz devrait atteindre 67 bt et 110,2 bcm respectivement d'ici 2015. À l'horizon de 2015, les exportations annuelles de pétrole brut et de gaz (destinées majoritairement vers l'Asie de l'Est) sont quant à elles estimées à 40 bt et 43,4 bcm respectivement (Rangsimaporn, 2009 : 80). D'autres estimations sont données par l'Institut japonais pour la recherche économique en Asie de Nord-Est pour qui la région de Sibérie orientale recèlerait plus de 18 % du pétrole de la Russie et plus de 29 % de son gaz naturel (Cité dans Perovic & Orttung, 2009 : 140). En matière pétrolière, selon la joint-venture TNK-BP, cette région recèlerait approximativement 7 milliards de barils de pétrole. Cela étant, il importe de souligner

qu'à ce jour seulement 5 % des zones pétrolifères furent explorées. Une fois la prospection complète des zones exploitables, TNK-BP estime les réserves pétrolières de la Russie à plus de 75 milliards de barils, soit plus d'un quart des réserves de l'Arabie Saoudite (Perovic, 2009a : 4).

Tableau 3.1 : Projections de la production énergétique en Russie par région (unités: milliers de tonnes et bcm)¹

	Régions	2000	2005	2010	2015	2020
Pétrole	Russie	324	420-445	445-490	450-505	450-520
	Partie européenne	100	103-113	97-103	92-108	89-99
	Sibérie de l'Ouest	220	311-325	323-348	314-328	290-315
	Sibérie de l'Est et Extrême-Orient	11	7-9	27-38	45-70	71-106
Gaz	Russie	584	610-615	635-665	660-705	680-730
	Partie européenne	47	41-42	40-41	48	65-85
	Sibérie de l'Ouest	530	557-559	564-572	526-558	520-541
	Sibérie de l'Est et Extrême-Orient	7	8	31-52	86-97	95-106

Sources: (Chun, 2008: 16). Federal Service of the State Statistics, *Регионы России: Социально-экономические показатели 2007*, Moscow: Rosstat. [En ligne]: http://www.gks.ru/bgd/regl/b07_14p/IssWWW.exe/Stg/d02/13-16.htm

Cela dit, jusqu'à maintenant, la puissance énergétique de la Russie dépend largement de sa production en Sibérie de l'Ouest. En contrepartie, la production énergétique en Sibérie de l'Est et en Extrême-Orient reste encore minime. C'est pourquoi, en 2007, le gouvernement russe a adopté le « Programme gazier de l'Est » selon lequel la production de gaz des régions de Sibérie orientale et d'Extrême-Orient devrait atteindre les 150 bcm *per annum* à l'horizon de 2020 et 162 bcm à l'horizon de 2030 (Garanina, 2009 : 270). Le programme prévoit également des exportations de gaz de l'ordre de 25-50 bcm *per annum*, alors que les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL)—basé sur la production de l'île de Sakhaline—sont projetées à 21 bcm *per annum* à l'horizon de 2020 et 28 bcm à l'horizon de 2030 (Garanina, 270). Cela dit, les volumes prévus pour la Chine demeurent incertains. Selon le tableau 3.1 ci-dessus, les régions de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient devraient produire entre 71 et 106 mt de pétrole d'ici 2020, ce qui constitue une augmentation d'environ

850 % par rapport aux niveaux de 2000. D'ailleurs, la Russie projette d'augmenter ses exportations de pétrole et de gaz vers les marchés asiatiques de 30 % et 15 % respectivement d'ici 2020 (Chun, 2008 :17). Plus précisément, selon le Ministère russe de l'Industrie et du Commerce (*Minpromenergo*), les exportations de gaz vers l'Asie via *pipelines* pourraient atteindre les 50 bcm d'ici 2020, tandis que les exportations de gaz via méthaniers (transportant du gaz liquéfié) devraient atteindre les 21 bcm d'ici 2020 (Lo, 2008a : 243). Cela dit, le développement des réserves de l'Est pose quantité de problèmes : (1) infrastructures manquantes; (2) coûts élevés de production; (3) investissements technologiques nécessaires pour l'exploitation et l'exportation des ressources. C'est pourquoi un autre objectif de la Russie est d'attirer beaucoup d'investissements étrangers pour le développement et la construction d'un réseau de transport des ressources dans ces régions.

Plusieurs projets sont envisagés pour atteindre ces objectifs, dont la construction de l'ESPO qui relira directement la Russie à l'Asie du Nord-Est. Une fois terminé, cet oléoduc, évalué à \$30 milliards, sera le plus long du monde, soit 4,857 kilomètres et on estime qu'il pourra acheminer plus de 1,6 mb/j, soit 80 mt *per annum* (Garanina, 2009 : 273). Le ESPO devrait partir de Taishet en Sibérie de l'Est jusqu'à la Baie de Kozmino au sud de Vladivostok sur la côte Pacifique russe. Le projet est divisé en deux branches. La première—2,694 kilomètres de Taishet à Skovorodino—est opérationnelle depuis décembre 2009. La seconde branche dont l'opérationnalisation est prévue pour 2014, s'étirera sur environ 2,000 kilomètres de Skovorodino jusqu'à la côte Pacifique. Ici, il est également envisagé de relier, d'ici 2010, Skovorodino à Daqing en Chine par un tronçon de 1,056 kilomètres (Lyne, Talbott & Watanabe, 2006 : 128-9). Une fois ce projet terminé, les exportations de pétrole vers la Chine pourraient atteindre les 30 mt *per annum* (Garanina, 2009 : 273). En matière gazière, des plans sont envisagés pour construire parallèlement à l'ESPO un gazoduc, *Yakutia-Khabarovsk-Vladivostok gas pipeline*, dont l'opérationnalisation est prévue pour 2016.

5 – OSCILLATIONS ENTRE L'EST ET L'OUEST: DÉMYSTIFIER LA DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE RUSSE ENVERS LA CHINE

Nous avons vu plus haut que selon Stulberg, là où la Russie est en mesure d'utiliser sa puissance de marché *et* son autorité régulatrice domestique pour «manipuler » les options politiques (*policy options*), présentées comme des alternatives à ses États-cibles, elle devrait être en mesure de décourager leur défection et de les guider vers la réalisation de ses objectifs en matière de sécurité énergétique (Stulberg, 2007 : 7). Inversement, les efforts de Moscou devraient, théoriquement, se voir contrecarrés soit par : (1) des États-cibles qui sont moins vulnérables que d'autres face aux forces du marché; ou (2) l'échec du Kremlin à rallier ses firmes énergétiques en raison d'un manque d'autorité régulatrice (Stulberg, 2007 : 7). Si ces deux variables—puissance de marché et autorité régulatrice domestique—sont nécessaires pour qu'un « manipulateur » puisse convaincre ses cibles de se conformer à ses volontés, l'incapacité pour Moscou de consolider ces *deux* variables aura comme effet la « non-conformité » des cibles. En contrepartie, la capacité pour Moscou de consolider *une seule* de ces variables plongera la Russie et ses cibles dans une situation « d'accommodement mutuel » (Stulberg, 2007: 7-8). Nous verrons qu'en dépit des aspirations stratégiques de la Russie et de ses avantages résiduels—ressources énergétiques abondantes, grand réseau d'approvisionnement hérité de l'ère soviétique, expérience dans la géopolitique énergétique, influence dans l'ancien espace soviétique—Moscou a échoué à imposer ses intérêts à la Chine qui a su développer des « options d'ajustement » à l'interne et des alternatives à l'approvisionnement russe.

Avant de nous pencher sur la politique énergétique russe envers la Chine, il est important de comprendre celle envers l'UE. Si sur le plan politique et géostratégique, la politique chinoise de la Russie est fortement influencée par le « facteur américain », sur le plan énergétique, cette dernière est fortement influencée

par le « facteur européen ». Dans cette recherche, nous défendons l'idée selon laquelle la Russie conduit une politique visant à manipuler le comportement des pays dépendants de ses ressources naturelles. Pour valider cette hypothèse, nous proposons d'analyser la politique énergétique russe envers la Chine en *référence* à celle conduite envers l'UE. Comme nous le verrons, si la Russie est en mesure de coopter certains pays européens (e.g. l'Allemagne, Italie), elle n'est pas capable de manipuler la Chine.

5.1. Le facteur européen

En analysant la diplomatie énergétique russe envers l'Europe, la tendance laisse croire à une situation de « conformité ». C'est-à-dire, une situation dans laquelle la Russie a réussi à imposer ses volontés à ses cibles; lesquelles ayant succombé à l'intimidation et à la pression russes en acceptant de léguer des parts de leur secteur énergétique à des firmes étatiques russes et de placer leurs approvisionnements ainsi que leur réseau de transit sous la responsabilité de la Russie (Stulberg, 2007 : 14). Évidemment, ce n'est pas tous les États européens qui se sont conformés à la « règle russe ». Chacun d'entre eux a son propre degré de conformité envers la Russie. Mais dans l'ensemble, la Russie a réussi à coopter les plus importants consommateurs européens et exerce toujours un contrôle tacite sur les plus importants pays de transit.

Si la dépendance sécuritaire sur le plan énergétique inquiète l'UE—en raison de l'énorme réseau russe de *pipelines* qui réduit ses options de diversification et qui l'expose au risque de se retrouver asymétriquement positionnée face à la Russie—elle inquiète également la Russie. En effet, la Russie fait face à un dilemme stratégique. D'un côté, elle a besoin du marché européen, car elle ne peut se fier totalement aux marchés est-asiatiques par crainte de se retrouver dépendante des demandes chinoise ou japonaise (Marketos, 2009 : 114). Mais d'un autre côté, la diversification des débouchés est importante pour la Russie, car elle assure d'impressionnantes rentes économiques et

offre des alternatives à la dépendance envers une Europe de plus en plus en quête de diversification de ses sources énergétiques, notamment par l'intermédiaire de nouvelles technologies (Lo, 2006: 16). Face au dilemme, la Russie cherche à étendre son emprise sur les différents marchés énergétiques européens afin de lui permettre plus de flexibilité dans son approche envers la Chine. Pour ce faire, la Russie agit sur deux fronts: (1) entre la Russie et l'UE pour le contrôle des flux énergétiques, avec l'Ukraine et le Belarus comme points de division; et (2) au sein de l'UE où l'Europe de l'Ouest, « manipulée » par la Russie, cherche à sécuriser ses propres intérêts énergétiques au détriment de l'Europe de l'Est.

En ce qui concerne le premier front, la Russie joue la carte géostratégique en tentant de garder le contrôle sur les flux énergétiques à l'extérieur de l'UE afin de sécuriser ses frontières occidentales dans le but d'établir un *glacis* entre elle et l'Europe. Aidée d'une diplomatie persuasive et efficace, la Russie tente de *coincer* l'UE en construisant des *pipelines* en partenariat avec des groupes énergétiques européens et en proposant des offres spéciales à certains pays de l'UE disposant d'une position stratégique de « carrefour » pour les acheminements vers l'ouest des hydrocarbures de la Caspienne, de l'Asie Centrale et de la Russie (Reymond, 2009 : 112). Ici Moscou tente d'abuser de la dépendance énergétique de certains pays membres, car ceci lui procure un « levier de pression » dans les négociations relatives aux tracés des *pipelines* (Mankoff, 2009 : 176; Lévesque et al, 2003: 214). Au nord, la Russie finance avec l'Allemagne le projet *Nord Stream* (*Severniy Potok*), un gazoduc de 1,220 kilomètres qui s'étendra de Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne par la Mer Baltique, contournant ainsi les Pays baltes et le *pipeline* Yamal-Europe qui traverse la Pologne (Mankoff, 2009 : 178-179). Avec une capacité de 55 bcm *per annum*, il devrait être opérationnel d'ici 2011-12, bien que des complications entre Moscou et Berlin au niveau du prix de sa construction risquent de retarder son opérationnalisation (Closson, 2009 : 97). De plus, des discussions entre la Russie, le Royaume-Uni et la Hollande sont en cours pour que le *Nord Stream*

puisse également les rejoindre. Les firmes impliquées dans la construction de ce *pipeline* sont Gazprom à 51 % (Russie), BASF/Wintershall à 20 % (Allemagne), E.ON Ruhrgas à 20 % (Allemagne) et Gasunie à 9 % (Hollande). Au sud, la Russie a convaincu plusieurs pays européens d'appuyer la construction du *South Stream* (*Yuzhniy Potok*), un gazoduc de 900 kilomètres avec une capacité de 63 bcm *per annum* qui s'étendra d'ici 2015 de la côte russe bordant la Mer Noire à l'Autriche et à l'Italie en passant par la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Croatie et la Slovénie ainsi que par la Bulgarie et la Grèce (Closson, 2009 : 106). Gazprom détient 50 % des parts du *pipeline* et la firme italienne ENI l'autre 50 %. Ces projets constituent des stratégies de la part de la Russie pour contrecarrer les projets européens visant à contourner le monopole russe. En effet, face à leur dépendance énergétique envers la Russie et suite aux crises du gaz en Ukraine (2006, 2009) et au Belarus (2007), les membres de l'UE ont décidé d'intensifier la *sécurisation de leurs acheminements* énergétiques par l'entremise de voies alternatives (Mankoff, 2009 : 177). Ainsi, la Russie cherche à contrecarrer le projet *Trans-Caspian Gas Pipeline* (TCGP) qui pourrait acheminer le gaz turkmène (Turkmenbashi) et kazakh vers l'Azerbaïdjan (Baku). Ce projet rejoindra l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) qui relie Baku via Tbilissi (Georgie) à Erzurum (Turquie) pour ensuite rejoindre l'Europe (Sébille-Lopez, 2006 : 202). Aussi, le BTE consiste à doubler par un gazoduc une partie de l'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan (BTC) soutenu par Washington et déjà opérationnel. Pour le Kremlin, l'enjeu est donc colossal, car des quantités importantes de pétrole et le gaz naturel du bassin de la Caspienne transitent par son propre système d'acheminement : le *Caspian Pipeline Consortium* (CPC) vers l'Ouest, le *pipeline* Atyrau-Samara vers le Nord ainsi que les réseaux Bakou-Novorossisk (Azerbaïdjan-Russie) et Aktau-Atyrau-Novorossisk (Kazakhstan-Russie) (Sébille-Lopez, 2006 : 204). Moscou cherche ainsi à conserver le contrôle des flux énergétiques de la Caspienne, « pour renforcer son influence sur ses anciennes dépendances du Caucase et d'Asie centrale » (Sébille-Lopez, 2006 : 204). Cela dit, ce qui joue en faveur de Moscou sont les disputes territoriales pour la possession des droits de développement

des ressources dans la mer Caspienne (ressources *offshore*) et les conflits gelés en Abkhazie, en Ossétie du Nord et au Nagorno-Karabakh qui continuent de compliquer la construction du TCGP et de réduire le rendement du BTC ainsi que du BTE. Par ailleurs, le TCGP reliera possiblement le *Nabucco*, un gazoduc de 3,300 kilomètres planifié par l'UE qui pourrait d'ici 2014 acheminer 30-35 bcm *per annum* de gaz de la Mer Caspienne et de l'Iran jusqu'à l'Autriche via la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie en contournant le réseau d'acheminement énergétique russe (Jégo, 2008 : 14). Si le *South Stream* devait voir le jour, la Russie serait en mesure de réorienter ses exportations vers l'UE en évitant l'Ukraine et la Turquie qui seront forcées de « subir » l'alternative russe de la même façon que le *Nord Stream* priverait la Pologne, les Pays baltes, la Slovaquie et la République tchèque des rentes économiques que leur procure le transit du gaz russe. Sur ce point, le ministre des Affaires étrangères de la Pologne, Radek Sikorski, a critiqué le manque de solidarité de l'Allemagne en comparant le *Nord Stream* au fameux pacte germano-soviétique (Molotov-Ribbentrop) de 1939 qui avait divisé l'Europe centrale entre l'URSS et l'Allemagne nazie : « Taking the decision first and consulting us later is not our idea of solidarity. » (Cité dans Kramer, 2009). Ensemble, ces deux *pipelines* contribueront à consolider l'emprise économico-stratégique de la Russie sur l'UE. Jeffrey Mankoff illustre bien notre idée : « Nord and South Stream thus dovetail with Russia's strategy of seeking privileged relationship with established Western European powers [...] while reducing the leverage countries like Poland have on the overall foreign policy of the EU. » (Mankoff, 2009: 179).

En ce qui concerne le second front, la Russie joue sur le manque d'unité politique au sein de l'UE en développant des liens énergétiques bilatéraux avec les pays membres et en tentant d'implanter ses firmes nationales pour s'accaparer leurs marchés et ainsi, *diviser* l'Europe. L'influence de la Russie est due, en grande partie, au fait que les pays membres souffrent d'une dépendance envers la Russie pour leurs approvisionnements énergiques. Cette dépendance se fait particulièrement sentir dans

le domaine du gaz naturel. En fait, sept pays membres (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Finlande, Roumanie, Slovaquie) dépendent à 100 % et six membres (Grèce, Autriche, Hongrie, République tchèque, Pologne, Slovénie) à 50 % de la Russie pour leurs approvisionnements en gaz (Aalto, 2009 : 164-165). Sur le plan pétrolier, la Pologne dépend de la Russie à 95 %, la Hongrie à 99 %, la Slovaquie à 96 % et l'Autriche à 28 % (Orban, 2008 : 1). L'Allemagne importe près de 40 % de son gaz et 34 % de son pétrole de la Russie tandis que l'Italie importe près de 33 % de son gaz de la Russie (Orban, 2008 : 1). Ainsi, depuis le début des années 2000, l'État russe et ses firmes nationales ont conclu une multitude de contrats bilatéraux avec les pays membres de l'UE et leurs firmes nationales. À la fin de l'année 2006, la société russe Gazprom disposait d'accords avec pratiquement toutes les compagnies énergétiques d'importants pays membres de l'UE, notamment avec la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la France, la Hongrie et l'Autriche (Youngs, 2009 : 82). Avec ces accords, Gazprom qui détenait déjà un monopole sur les gazoducs en direction de l'UE en provenance de la Russie et de l'Asie Centrale, a obtenu un plus grand accès au marché (*sécurité de l'accès au marché*) européen en échange d'approvisionnements continus sur une base bilatérale. À cet égard, la Russie tente de dresser les pays membres de l'UE « les uns contre les autres » pour l'obtention des meilleurs prix de vente et pour l'obtention de la position de « carrefour de distribution » du gaz russe en Europe (Orban, 2008 : 175). Richard Youngs illustre très bien cette situation : « A number of member states competed against each other fiercely to become the key 'hub', lucratively managing incoming Russian gas for EU markets [...] » (Youngs, 2009 : 82). Sur ce point, le spécialiste Pami Aalto nous explique que pour comprendre ce phénomène, il faut analyser de plus près les relations que chaque grand consommateur européen entretient bilatéralement avec la Russie (Aalto, 2009 : 157). Certains pays européens entretenaient jadis à l'époque soviétique des relations étroites avec la Russie. Or, nous dit Aalto, les principes guidant l'orientation de la politique énergétique européenne—libéralisation des marchés, sécurité et fiabilité des approvisionnements, exploitation durable des ressources—ne datent que de 1990 et

sont appliqués différemment par chacun des pays membres (Aalto, 2009 : 157). Selon Aalto, la division au sein de l'UE était à prévoir et pourrait se renforcer si elle opte pour une approche plus « multilatérale » envers la Russie : « Even in the long term, the EU-Russia energy trade is likely to maintain its current high volumes, while gradually becoming more regionalized when different sub-regions of the EU conclude different deals with Russian actors (Aalto, 2009 : 158). Dans cette optique, c'est comme si la Russie divisait malgré elle.

En somme, pour revenir au concept de Stulberg, en « manipulant » les options politiques présentées comme des alternatives à ses cibles, la Russie, en cheville avec ses firmes nationales, a su les convaincre de se conformer à ses intérêts, notamment en augmentant les coûts d'opportunités liés à la conformité par rapport aux risques (e.g. perte de rentes économiques, de prix avantageux et de sécurité de l'approvisionnement) que pourrait entraîner la non-conformité (Stulberg, 2007 : 7). Le stratagème russe comprend ainsi trois objectifs : (1) la diversification des voies d'acheminement des ressources vers l'Ouest en convaincant d'importants consommateurs européens (e.g. Allemagne, Italie) et leurs firmes nationales de se joindre à la Russie dans la construction de nouveaux *pipelines*; (i.e. *Nord Stream* and *South Stream*); (2) l'acquisition d'actifs dans les secteurs énergétiques des pays d'Europe centrale (e.g. Pologne, Slovaquie, Hongrie) afin de contrôler la distribution des ressources au sein même de l'UE; et (3) le contournement de la Pologne au Nord, du Belarus au centre et de l'Ukraine au Sud, pour contrecarrer la dépendance russe envers ses pays de transit et influencer leur agenda politique (Orban, 2008 : 4). Autrement dit, l'État russe tente de mieux équilibrer ses débouchés, de protéger et de faire avancer ses intérêts énergétiques en amont (i.e. exploration et production) *aux abords* de l'UE ainsi qu'en aval (i.e. exportations et raffineries) *au sein* de l'UE (e.g. Italie, Allemagne, Hollande et France) pour devenir également un distributeur (Mankoff, 2009: 180; Raymond, 2009 : 112). D'une part, cette situation contribue à la division des pays membres de l'UE qui, lorsque vient le moment de prendre une

décision commune en réponse à des « coups » politiques russes, ne désirent pas compromettre leurs intérêts avec la Russie. D'autre part, cette situation contribue à la politisation de la sécurité énergétique qui envenime les relations russo-européennes par la création d'une « zone grise » entre la Russie et l'UE.

5.2. Démystifier la politique énergétique russe : le cas de la Chine

En analysant la diplomatie énergétique russe envers la Chine et en fonction de l'analyse de Stulberg, nous sommes portés à prédire une situation «d'accommodement mutuel ». C'est-à-dire, une situation dans laquelle la Russie ne peut qu'obtenir des minces concessions de nature essentiellement commerciale et non pas politique de la part de ses cibles (Stulberg, 2007:8). À l'avenir, bien que les firmes énergétiques russes (privés et étatiques) continueront d'appliquer ou du moins de ne pas aller à l'encontre de la stratégie du Kremlin et bien que la Russie continuera de bénéficier de sa puissance de marché envers d'importants consommateurs comme les pays d'Europe occidentale, la Russie ne sera pas à même de « manipuler » la Chine. En effet, la Chine, en plus d'être consciente de la stratégie que joue le Kremlin avec ses firmes, a reconnu l'importance qu'occupent la diversification des sources d'approvisionnement et les options d'ajustement à l'interne comme la conservation énergétique (réserves), l'efficacité énergétique et le développement de nouvelles technologies.

5.2.1. La réponse du dragon : ajustement à l'interne

L'objectif principal de la prochaine politique énergétique de la Chine (qui sera endossée dans le douzième plan quinquennal (2010-2015)—période *Shierwu*) est de réformer le secteur énergétique pour maximiser la production domestique. La nouvelle politique de Beijing vise, en plus de diversifier les sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz, à diversifier les « types » d'énergie (*energy*

mix) contenus dans la consommation nationale pour diminuer la dépendance envers les combustibles fossiles. Par ailleurs, la Chine semble avoir reconnu, de la même façon que la Russie, l'importance de la convergence entre intérêts de politique étrangère et intérêts de politique énergétique (He, 2009: 56; Liu, 2009: 19; Guo & Blanchard, 2008: 174). La Chine est également consciente que la Russie cherche à utiliser ses ressources énergétiques comme levier politique contre l'UE en menaçant de faire glisser ses centres de production et de dévier ses flux vers les marchés est-asiatiques. En d'autres mots, la Chine est consciente qu'elle est « utilisée » (*Chinese card*) par la Russie pour consolider son emprise sur le marché énergétique européen. Les mots du président de Rosneft, Sergei Bogdanchikov, constituent un bel exemple du chantage économique russe à l'égard de la Chine : « Our [Chinese] partners must understand that Russia has a surplus rather than a deficit of pipeline capacity, and we can also supply oil to Europe. » (Cité dans Weitz, 2008: 24). Ceux du porte-parole de Gazprom, Sergey Kupriyanov, sont tous aussi éloquents envers l'Europe: « We just want European countries to understand that we have other alternatives in terms of gas sales. We have a fast-growing Chinese market [...] If the European Union wants our gas, then it will have to consider our interests as well. » (Cité dans Buckley & Ostrovsky, 2006). Donc, afin de maximiser sa sécurité d'approvisionnement, la Chine cherche de plus en plus à conclure d'importants accords avec d'autres producteurs énergétiques. À titre d'exemple, en août 2009, la Chine a conclu un accord central avec l'Australie d'une valeur de \$41 milliards et prévoyant des livraisons de 2,25 mt de gaz naturel liquéfié par année sur une période de 20 ans au grand dam de la Russie (Anderlini & Smith, 2009).

Un autre aspect qui nous permet de prédire un scénario « d'accommodement mutuel » est le fait que le pouvoir de Beijing semble avoir reconnu l'urgence pour la Chine d'adopter un nouveau modèle énergétique basé sur une gestion plus efficace de la demande intérieure (Herberg, 2009: 269). Cette prise de conscience ne peut que diminuer les possibilités que la Russie réussisse à « manipuler » stratégiquement la Chine. Malgré le pouvoir institutionnel que la Russie exerce dans son secteur

énergétique, si elle ne change pas d'approche envers la Chine, il lui sera difficile d'extraire des concessions stratégiques significatives d'une Chine à l'esprit de plus en plus « indépendant » et de moins en moins sensible aux pressions politiques externes (Stulberg, 2007: 54). En effet, nous observons un changement de la conception de la sécurité énergétique en Chine : cela ne voulant plus simplement signifier une sécurité au niveau des sources et des structures d'approvisionnement énergétique. Outre l'accès à de l'énergie abordable provenant de sources fiables et diversifiées, ce concept comprend maintenant la gestion de la demande nationale, l'amélioration de l'efficacité énergétique ainsi que la promotion de nouvelles technologies et d'énergies alternatives (comme l'ouverture de 16 centres nationaux de recherche et de développement énergétique). On passe ainsi d'une période de quantité à une période de qualité énergétique. Ce nouveau concept de sécurité traite l'énergie, l'environnement et les intérêts économiques comme un tout organique : on parle maintenant d'interdépendance sécuritaire entre ces différents secteurs (Mascotto & Payette, 2010 : 121-122).

5.2.2. La carte chinoise dans la diplomatie russe : pas de jeu

En cherchant à diviser et à manipuler les États qui dépendent de ses ressources ou qui cherchent à coopérer avec elle dans le développement de son secteur énergétique, la Russie risque de voir sa stratégie se retourner contre elle (Chun, 2008; Lo, 2008a). En effet, en menaçant de dévier ses approvisionnements vers la Chine, la Russie tente de prendre avantage des divisions internes au sein de l'UE au sujet de la formulation de la Politique énergétique européenne commune en utilisant la menace chinoise comme levier dans les négociations pour consolider son emprise sur le marché énergétique de l'Europe entière. Or, la Russie semble oublier que sa santé économique dépend du marché européen qui est de loin son premier et plus lucratif marché. En fait, la situation énergétique précaire de l'Europe a fait de la Russie son plus important fournisseur énergétique. La Russie représente près d'un quart de la consommation de pétrole et

gaz de l'UE. Selon la Commission européenne, 27 % de la consommation pétrolière et 24 % de la consommation gazière de l'UE sont attribuables aux ressources russes (European Commission, 2007). L'UE a importé près de 30 % de son pétrole et 50 % de son gaz de la Russie en 2007 (Mankoff, 2009 : 176). La Russie fournit également des quantités massives de charbon et d'uranium à l'UE : 60 % de ses exportations de charbon et un tiers de ses exportations d'uranium sont en fait destinées aux marchés européens (Perovic, 2009a : 5). L'Europe est responsable de plus de 62.4 % du commerce extérieur de la Russie, dont 65.4 %—89.5 milliards d'euros—pour l'énergie (European Commission, 2007). La Russie, pour sa part, n'était responsable que de 6.2 % du commerce extérieur de l'UE et 10.1 % de ses importations en 2006 (European Commission, 2008). Plus encore, en 2005, 74.4 % des exportations de pétrole et 63.2 % des exportations de gaz de la Russie étaient dédiées au marché européen (Chun, 2009 : 328). En comparaison, la Chine ne représentait que de 5.4 % du commerce extérieur de la Russie et 9.8 % de ses importations pour cette même année (Lo, 2008a : 252). Certes, le commerce russo-chinois a doublé durant le premier mandat présidentiel de Poutine passant de \$6,3 milliards en 2000 à \$11,8 milliards en 2003 pour ensuite atteindre les \$20 milliards en 2005. L'année 2007 fut particulièrement fructueuse avec un bilan commercial totalisant les \$40,7 milliards—une augmentation de 40 % depuis 2006—dont 70 % attribuable aux exportations de matières premières, en grande partie les ressources énergétiques (Rangsimaporn, 2009 : 65). En 2008, le commerce atteint un niveau sans-précédent avec \$56,8 milliards. Cela dit, la Russie demeure le huitième partenaire commercial de la Chine loin derrière les États-Unis et le Japon tandis que cette dernière (Chine) est devenue rapidement le troisième (le premier en Asie) partenaire commercial de la Russie. En 2008, la Chine représentait 7,6 % du commerce extérieur de la Russie tandis que cette dernière ne représentait que 2,2 % du commerce extérieur de la Chine (Lukin, 2010 : 19). Pis encore, en 2009, le volume commercial sino-russe a diminué de 31,8 %, soit \$38,8 milliards. Les exportations chinoises vers la Russie diminuèrent de 47,1% (soit \$17,5 milliards) et les importations chinoises de la Russie de 10,7 % (soit \$21,3

milliards) (Portyakov, 2010 : 3). Résultat, en 2009, la Russie tomba du 8^e au 11^e rang au sein des plus grands partenaires commerciaux de la Chine ne représentant qu'un maigre 1,76% du commerce extérieur chinois. Ce déclin est attribuable à la détérioration de l'environnement économique mondial suite à la crise financière qui mena à une diminution drastique des investissements étrangers et à une baisse de la demande en Russie, à une dépréciation du rouble qui augmenta les coûts d'importation des produits finis chinois ainsi qu'à une baisse de la demande globale pour l'énergie qui résulta en une diminution des prix du pétrole et de ses produits dérivés (Portyakov, 2010 : 3). Par ailleurs, depuis 2007, la Russie connaît un déficit commercial avec la Chine avec des exportations totalisant les \$19,68 milliards par rapport à des importations totalisant \$28,49 milliards—une augmentation de quasi 50 % depuis 2006 (Lo, 2008a : 86). Il importe également de noter que l'Europe paye (depuis longtemps déjà) le prix fort pour le gaz russe, soit \$350 par 1000 m³, tandis que la Chine cherche à ne payer que \$100 par m³, un prix dont Gazprom ne saurait accepter considérant que l'Europe représente plus de 57.4 % de ses revenus (Chun, 2009 : 328; Lo, 2008 b : 6). Ainsi, considérant l'importance commerciale du marché européen, le sous-investissement chronique dans le secteur énergétique russe ainsi que la diminution de l'intérêt chinois pour l'énergie russe, l'objectif de la Russie de dévier ses livraisons énergétiques en Asie semble des plus improbables à atteindre (Closson, 2009 : 90). Dans ces circonstances, la Russie est donc tout aussi dépendante envers ses clients (i.e. sur la demande) que ces derniers le sont envers elle (i.e. sur l'offre). En ce qui concerne les relations énergétiques russo-chinoises, le spécialiste Bolo Lo illustre bien cette idée : « As things stand, however, China's dominant position among Russia's energy customers means that the buyer in this instance is at least as influential as the seller, notwithstanding Russia's reputation as an energy superpower. » (Lo, 2006:16).

6 – IMPLICATIONS DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RUSSE POUR LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION RUSSO-CHINOISE

6.1. CRSE russo-chinois : une tentative théorique

Nous avons vu que pour Buzan et Waever, un facteur important pouvant définir un CRS est l'économie. De même, pour Dent, l'un des principaux aspects de la sécurité économique est la sauvegarde de l'intégrité structurelle de l'économie nationale ainsi que la protection des intérêts et des capacités génératrices d'un État dans un contexte de risques et de menaces émanant de la structure du système économique mondial (Dent, 2007 : 210). Ainsi, dans un contexte de relations énergétiques étroites qui s'objectivent dans un environnement géographique limité entre deux ou plusieurs pays, la *sécurité énergétique* pourrait agir en tant que « nerf central » dans la création d'un CRS. En effet, des considérations de sécurité se forment lorsque la dépendance énergétique en vient à être perçue comme une menace et donc, sujette à des démarches sécuritaires des États impliqués dans la région (Palonkorpi, 2007 : 3). Ceci vaut aussi pour les producteurs et les exportateurs d'hydrocarbures de la région en ce qu'ils peuvent également voir dans la « dépendance de marché » un enjeu de sécurité qui nécessite des démarches sécuritaires concrètes (Palonkorpi, 2007 : 5). Un autre aspect important à prendre en considération lorsque l'énergie forme le pivot du CRS est l'état des relations des États impliqués. À cet égard, nous avons vu qu'il existait deux composantes définissant un CRS : (a) la distribution de la puissance des États dans la région; et (b) des relations harmonieuses (*amity*) ou hostiles (*enmity*) (Buzan, 1991: 189-1994). Ces dynamiques peuvent effectivement influencer la perception d'un État face à sa dépendance énergétique (tant pour l'approvisionnement que pour l'écoulement des ressources) et expliquer pourquoi certaines dépendances sont politisées (sécurisées) et d'autres non (Palonkorpi, 2007 : 5). Ainsi se fait le lien avec l'idée que l'existence d'un CRS consolide l'interdépendance d'intérêts convergents et/ou divergents des

acteurs qui le composent, car la dépendance énergétique peut être, soit positive (mutuellement bénéfique) ou négative (mutuellement menaçante). Enfin, ajoutons au tableau l'importance du marché mondial du gaz qui, contrairement au marché mondial du pétrole, est fortement régionalisé impliquant des transactions géographiquement plus « concentrées » (Reymond, 2009 : 112). Une fois opérationnels, les gazoducs qui transitent entre exportateurs et consommateurs accentuent l'interdépendance énergétique. Barry Naughten illustre bien cette idée: « Once built they [pipelines] cannot be moved and lock the seller and the buyer into a long-term relationship » (Naughten, 2007: 140).

Pour ce qui est des relations énergétiques russo-chinoises, il est possible d'affirmer que les deux entités se trouvent dans une forme (abstraite) de *Complexe régional de sécurité énergétique* (CRSE) (Palonkorpi, 2007; 2009) où la présence de vieux antagonismes historiques, les forces du marché mondial de l'énergie et la géopolitique régionale constituent d'importants facteurs qui influencent la façon dont ils se perçoivent mutuellement et les relations dans leur ensemble. Au niveau des intérêts énergétiques, nous savons que, d'un côté, la Russie désire diversifier ses marchés et les voies d'acheminement de ses ressources, ce qui la positionne comme potentiel fournisseur de la Chine. De l'autre, nous savons que la Chine est désireuse de diversifier ses sources d'approvisionnement pour diminuer sa dépendance envers le Moyen-Orient, ce qui la positionne comme un formidable acheteur potentiel pour la Russie. Cette situation semble être des plus propices pour consolider l'interdépendance d'intérêts de sécurité énergétique entre les deux États (*win win situation*). Or, comme nous le verrons, en raison de la nature de l'interdépendance entre la Chine et la Russie ainsi qu'en raison de l'antinomie entre leurs conceptions de la sécurité énergétique, les perspectives de collaboration russo-chinoise se voient considérablement réduites.

6.2. Coopération énergétique russo-chinoise : qu'est-ce qui pose problème?

Théoriquement, dans un CRSE, la stabilité producteur-fournisseur tient au fait que l'un dépend de l'autre : en l'occurrence, la Chine pour sa sécurité envers l'offre et la Russie, pour sa sécurité envers la demande et pour le développement de ses ressources. Cette situation peut donc être reliée au fait que dans un CRS, la sécurité d'un État ne peut s'obtenir séparément de celle des autres. En effet, dans le CRSE russo-chinois, les impératifs énergétiques de la Russie et de la Chine, bien que de nature différente, sont interreliés de telle sorte que la *sécurité énergétique* de l'une ne puisse s'envisager sans considérer la sécurité énergétique de l'autre au risque de rompre le lien énergétique. Plus concrètement, la maximisation de la sécurité énergétique et économique de la Russie (i.e. sécurité de l'accès au marché; contrôle sur la production et sur les flux énergétiques) risque d'affecter celle de la Chine (i.e. sécurité de l'approvisionnement; prix avantageux et stables; diversification des sources) et vice versa. Dans un tel contexte, l'atteinte d'une sécurité énergétique qui serait « exclusive » à la Chine ou à la Russie est donc très problématique, d'où le dilemme de l'interdépendance de la sécurité énergétique. En revanche, en raison de la polarisation des conceptions russe et chinoise de la sécurité énergétique, cette interdépendance est perçue comme une menace, ce qui provoque des « réflexes » sécuritaires d'un côté comme de l'autre qui affectent le degré d'interdépendance entre les deux entités. En retour, la Russie et la Chine se retrouvent divisées sur des enjeux liés à leur sécurité énergétique mutuelle réduisant ainsi les perspectives de coopération énergétique russo-chinoise.

Effectivement, pour la Russie, sécurité énergétique signifie *sécurité de la demande*. Sur ce point, il est possible de faire un lien avec notre deuxième forme de sécurité économique—*sécurité de l'accès au marché*. En effet, considérant la place centrale qu'occupe l'énergie dans l'économie russe, une perte de marché (*market failure*) risquerait d'avoir des conséquences néfastes pour l'économie et par extension,

pour la stabilité politique en Russie (Lo, 2008a : 133). Pour la Chine, en revanche, sécurité énergétique signifie *sécurité de l'approvisionnement*. Ainsi, sa conception de la sécurité énergétique s'apparente à notre première forme de sécurité économique—*sécurité des structures d'approvisionnements*—car ce qui importe pour elle est l'accès à de l'énergie abordable provenant de sources fiables et diversifiées. Aussi ses approvisionnements en énergie doivent être abondants pour soutenir sa modernisation socio-économique. Malgré l'importance qu'occupe la *sécurité des flux énergétiques* pour la Chine (face à l'offre russe) et la Russie (face à la demande chinoise), les relations énergétiques entre ces deux États se caractérisent par une « polarisation » des conceptions de la sécurité énergétique qui affecte leur perception mutuelle et qui multiplie le degré de compétitivité pour *sécuriser* la production, le transport et l'allocation de l'énergie (Klare, 2008 : 228; Lo, 2008a : 133). Le Kremlin craint une *sur-dépendance* envers la Chine si elle devient son principal marché, d'où son désir d'agrandir son emprise sur d'autres marchés asiatiques comme le Japon et la Corée du Sud tout en rassurant l'Europe qu'elle demeurera son principal partenaire énergétique. Comme l'a fait remarquer Olga Garanina : « Les exportations asiatiques s'insèrent dans la stratégie de diversification des routes d'exportation de Gazprom tout en renforçant sa capacité de négociation sur les marchés européens. » (Garanina, 2009 : 275). L'objectif pour la Russie est ainsi de changer *l'équilibre de l'interdépendance* en sa faveur en abusant de la dépendance énergétique de la Chine envers l'extérieur ainsi qu'en la dressant contre d'autres acheteurs potentiels (e.g. Japon et Europe) dans le but d'éviter d'être dépendante d'une seule demande. De son côté, la Chine craint d'être *sur-exposée* aux risques de réductions ou d'interruptions de ses livraisons en provenance de la Russie, d'où sa quête de diversification des sources d'approvisionnement comme en témoignent ses contrats en Asie Centrale, en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Afrique. Ainsi, pour la Chine, l'objectif est de se *protéger* contre l'interdépendance (mais pas nécessairement s'en départir) en investissant dans de nouveaux modes de consommation énergétique (e.g. énergies alternatives; technologies d'efficience énergétique) et en diversifiant ses sources

d'approvisionnement par l'entremise d'une diplomatie énergétique plus efficace dans le but d'éviter d'être dépendante d'une seule offre.

Le danger le plus important en matière de relations énergétiques survient lorsque le producteur et le consommateur tombent dans une logique de méfiance mutuelle en raison d'une trop forte politisation des questions énergétiques (Perovic, 2009 b : 49). Selon Jerome Perovic: « The main danger for producer-consumer stability does not lie in the clash between two seemingly conflicting sets of interests, but in *misreading the nature of the interdependencies* in the energy market and in growing mutual mistrust. » (Perovic, 2009b: 45. Nos italiques). Dès lors, dans des conditions de concurrence exacerbée au niveau mondial et dans un contexte de raréfaction des ressources (et de prix élevés), la sphère politique et les perceptions jouent donc un rôle plus qu'important dans le degré de confiance des États impliqués dans un CRSE ainsi que dans la conception de leurs politiques énergétiques: «Ultimately, when a consumer and a producer do not trust each other, they try to diversify away from each other, resulting in an energy security dilemma. » (Perovic, 2009b :49). Au final, nous pouvons dire que la Chine et la Russie sont « paralysées » en ce sens que les deux États sont pris dans une forme de « piège perceptuel » qui les plonge dans une « course à la diversification » au sein du complexe de sécurité énergétique (Götz, 2007: 6).

6.3. Perspective sur la coopération énergétique russo-chinoise

Il existe une panoplie de points de vue sur l'avenir des relations russo-chinoise; certains sont positifs d'autres négatifs. Selon les plus récentes prospectives des experts qui étudient la question, il semble que l'état actuel des relations entre la Chine et la Russie ne permet pas de conclure qu'un *bloc* de coopération énergétique sino-russe puisse se construire en Eurasie dans un avenir proche. Cela dit, tout dépend de la façon dont ces spécialistes appréhendent et interprètent ce qu'ils observent ainsi

observent ainsi que des facteurs qu'ils privilégient dans leurs analyses. En revanche, sans préjuger de ce qui adviendra dans le futur, nous pouvons tout de même émettre quelques hypothèses et nous situer dans les champs du possible à partir des tendances ancrées dans le présent.

Une prospective importante est donnée par Bobo Lo, qui nous dit que le scénario le plus persuasif est celui de « tension stratégique » entre les deux pays (Lo, 2006 : 28). Selon lui, les conflits d'intérêts entre Moscou et Beijing persisteront à l'avenir, mais ces tensions ne seront pas assez fortes au point d'escalader en un conflit armé et ainsi, rompre toute forme de rapprochement stratégique entre les deux pays (Lo, 2006 : 28). Pour Lo, les enjeux les plus susceptibles d'influencer la tournure des relations sino-russes sont le problème de la migration illégale de chinois en Extrême-Orient, la compétition énergétique en Asie Centrale et la distribution de la puissance régionale (Lo, 2006 : 28). Ce scénario prédit également qu'en dépit de divergences mutuelles, les deux pays continueront leur coopération en matière d'énergie et de jouer les *soft balancers*¹⁵ dans la région en renforçant leur partenariat stratégique (Lo, 2006 : 29). En ce qui concerne l'ambivalence Russe, Lo est d'avis que la Russie demeurera craintive face à la « menace chinoise », car plus la Chine deviendra puissante, plus la Russie risque d'être reléguée à la « périphérie » des affaires internationales (Lo, 2006 : 29). Enfin, la principale menace aux relations russo-chinoises n'est donc pas la confrontation *per se*, sinon « l'indifférence » (Lo, 2008a, 193). De plus, Lo affirme que si la Chine continue son ascension fulgurante, son partenariat avec la Russie ne sera plus perçu comme stratégique, mais plutôt comme « opportuniste », faisant de la Russie un pays d'une pertinence « tangentielle » aux intérêts chinois (Lo, 2008a : 193).

¹⁵ Il s'agit d'une stratégie non-militaire qu'optent des acteurs géostratégiques pour contrer ou limiter l'exercice de la puissance d'un État hégémonique; en l'occurrence, les États-Unis (Paul, 2005; Pape, 2005).

En revanche, certains spécialistes sont plus optimistes. Selon Alexei Voskressenski, les relations entre la Chine et la Russie contribuent à établir un environnement externe qui leur est favorable. Les deux États ont un intérêt commun dans la stabilisation régionale et dans la neutralisation d'éventuelles menaces politico-militaires, notamment en ce qui a trait au nucléaire Nord-Coréen, au radicalisme islamique et au commerce de stupéfiants en Asie Centrale (Voskressenski, 2008 : 31)¹⁶. De plus, Voskressenski voit dans la sécurité et dans la diversification énergétique en Asie du Nord-Est une importance « sphère de congruence » sur laquelle la Chine et la Russie peuvent capitaliser. Aussi Voskressenski affirme-t-il que le « partenariat stratégique » qui se construit entre les deux États garantit que la Russie ne participera dans aucune coalition « anti-chinoise » tout comme il garantit que la Chine ne participera pas dans aucune coalition « anti-russe » (Voskressenski, 2008 : 31). Le partenariat stratégique russo-chinois est donc, selon Voskressenski, l'occasion pour les deux pays de forger un véritable bloc régional de coopération politico-économique pouvant renverser la problématique géostratégique d'Asie Centrale et de l'Est : « [...] a cooperation that can redirect regional developments from traditional security considerations to a new regional economic cooperation agenda. » (Voskressenski, 2008 : 35). À cet égard, la coopération dans le secteur énergétique constitue une composante essentielle de cet agenda, car elle permet le renforcement de l'interdépendance énergétique entre les deux pays. En retour, pour Voskressenski, un rapprochement dans la sphère économique permettra un rapprochement dans la sphère sécuritaire, puisque les deux ne peuvent être dissociées (Voskressenski, 2008 : 35). Cela étant, le fait que le Japon ne semble pas vouloir se rapprocher politiquement de la Russie en raison du problème de la délimitation

¹⁶ Notamment dans la Vallée de Ferghana; cette intersection volatile entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan où des mouvances islamistes y seraient clandestinement infiltrées. Parmi celles-ci figurent le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (MIO), l'Hizb ut-Tahrir, l'Akramiya et le Lashkar-i-Taiba (Legvold, 2003 : 12-13). Par ailleurs, les frontières communes du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan avec l'Afghanistan demeurent un important corridor par lequel transite le narcotrafic (héroïne, opium, hashish, etc.) vers la Russie, la Chine, le Moyen-Orient et l'Europe (Lacoste, 2006 : 269).

territoriale (îles Kouriles) et de son alliance avec les États-Unis, fait de la Chine la seule grande puissance asiatique qui ne condamne pas formellement la résurgence de la Russie. Dès lors, pour que la Russie puisse interagir avec la Chine pour faire avancer ses intérêts, elle devra « payer le prix » du support chinois en acceptant de faire des concessions, notamment dans le secteur énergétique et militaro-technique (Voskressenski, 2008 : 37). Autrement dit, la Russie devra apprendre à dépasser les notions de la *Realpolitik* traditionnelle et réduire ses suspicions à l'égard de la puissance chinoise. Dans le même ordre d'idées, Alexander Lukin affirme que le partenariat stratégique russo-chinois sert les intérêts de la Russie et ne peut que continuer à les servir dans les années à venir. Il prétend que l'argument d'une « Chine forte » pour une « Russie forte » commence à acquérir une plus grande portée dans la pensée des élites politiques russes. Cet argument veut qu'une Chine qui se développe rapidement constitue un élément positif pour la réalisation des objectifs de politique étrangère de la Russie et pour son développement économique (Lukin, 2007 : 162). Selon Lukin, les élites russes reconnaissent, bien que certains malgré eux, que la sphère économique constitue le principal axe porteur du développement des relations russo-chinoises. Ainsi, c'est par la coopération avec la Chine et non par l'antagonisme que la Russie peut faire avancer certains de ses intérêts comme la modernisation de son économie, la promotion de la multipolarité (*mnogopolyarnost'*) et la conduite d'une politique étrangère « multi-vectorielle », équilibrée entre l'Asie et l'Europe (Lukin, 2007 : 162). Un point de vue également partagé par Jeffrey Mankoff qui affirme que la Chine, en plus d'être un partenaire régional clé en matière de développement économique, est un État dont le soutien est nécessaire à la concrétisation des aspirations russes de grande puissance. Mankoff souligne que l'ambition de la Russie à vouloir instaurer un nouvel ordre mondial fondé sur la multipolarité dépendra à l'avenir largement de l'évolution des relations russo-chinoises, car la Russie n'est plus aussi forte, riche et influente qu'auparavant pour façonner elle-même l'ordre international et encore moins rivaliser directement contre les États-Unis (Mankoff, 2009 : 194). Ainsi, selon Mankoff, la coopération avec la

Chine pourrait fournir à la Russie une forme de « force diplomatique multiplicatrice » et lui offrirait une alternative à l'intégration avec l'Occident (Mankoff, 2009 : 194).

Pour notre part, nous sommes d'avis que les relations énergétiques russo-chinoises doivent être étudiées dans le cadre plus large de leurs relations de sécurité. Ainsi, plus des divergences politiques continueront de les diviser et plus leurs intérêts géostratégiques surdétermineront leurs intérêts purement économiques, plus leurs relations risquent de se paralyser à un stade « d'axe de convenance »—fondé sur certains intérêts très sélectifs et sujets au changement plutôt que sur des valeurs communes¹⁷—réduisant ainsi, la possibilité qu'un véritable *bloc* de coopération sino-russe se construise en Asie. En revanche, si l'administration Obama devait succomber à la pression du Congrès pour que soient entérinées les législations S. 1677 (*Currency Reform and Financial Markets Access Act of 2007*), S. 1607 et S. 1254 (*Currency Exchange Rate Oversight Reform Act of 2007 and 2009*) ainsi que la législation S. 3134 (*Currency Exchange Rate Oversight Reform Act of 2010*), il y a de fortes chances que les relations commerciales sino-américaines se refroidissent, et ce, malgré l'annonce du gouvernement chinois qu'il procéderait à une « révision » du contrôle étatique sur le Yuan (Wassener, 2010). Ces législations ont pour but de limiter les importations chinoises vendues aux États-Unis en deçà du prix du marché pour les éliminer en tant que compétiteurs (i.e. *dumping*) et de permettre au Département américain du Trésor de qualifier la Chine de « manipulateur de devise ». S'il n'y a pas de résultat satisfaisant après 180 jours, ce nouveau cadre législatif pourrait permettre aux États-Unis de porter la question de l'alignement du Yuan au Dollar devant l'Organe de règlement des différends du FMI et celui de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou encore, prendre des mesures unilatérales comme l'imposition de droits *antidumping* et compensatoires (*countervailing duties*) contre la Chine. Que dire également des liens organisationnels politico-militaires entre les

¹⁷ L'expression est de (Lo, 2008a).

États-Unis, le Japon, l'Inde, Singapour et l'Australie qui commencent à inquiéter la Chine? En été 2007, sous l'égide des États-Unis, ces pays ont participé à des exercices militaires conjoints aux confins de la périphérie chinoise (du nord-ouest au sud-ouest)¹⁸. De la même façon, si les États-Unis continuent la conduite de leur politique d'encerclement de la Russie par l'OTAN à partir de l'implantation de bases militaires, de l'installation de missiles balistiques d'interception en Europe de l'Est ainsi que par l'implantation d'organismes non gouvernementaux dans les ex-républiques soviétiques, il y a de fortes chances que les relations de sécurité russo-américaines s'enveniment de plus belle. C'est sur cette base que la Chine et la Russie pourraient faire front commun en renforçant leur partenariat stratégique contre l'hégémonie des États-Unis. Mais de là à savoir s'ils abonderont effectivement dans ce sens, dépendra de l'alignement de la nouvelle politique étrangère américaine à l'avenir—un enjeu qui relève, à l'heure où ces pages sont écrites, de la conjecture. Un dernier facteur pouvant influencer le cours des relations russo-chinoises est l'élection présidentielle de 2012 en Russie et le renouvellement des hautes instances politiques (*Politburo*) chinoises cette même année. Ensemble, ces événements constituent le «facteur 2012 » (Portyakov, 2010 : 4).

Sur le plan énergétique, les problèmes qui continuent de faire obstacle à la concrétisation du partenariat russo-chinois sont multiples, les plus importants étant : (1) l'antinomie des conceptions russe et chinoise de la sécurité énergétique; (2) la méfiance mutuelle; (3) le blocage psychologique russe à l'égard de la menace chinoise; (4) la question du prix. En ce qui concerne les prix, Gazprom défend l'idée

¹⁸ Nous pouvons penser que ces exercices constituent une tentative de contrecarrer le rapprochement politico-militaire entre la Chine, le Pakistan et le Myanmar. Ce rapprochement est à l'origine une tentative pour contrebalancer l'Inde (Brzezinski, 1997 : 213). Ceci constitue un enjeu géopolitique crucial pour les États-Unis, le Japon, et la Russie, car avec cette alliance, la Chine pourrait contrôler sa mer méridionale et une partie du golf du Bengale (océan Indien), donc inévitablement « les grandes lignes de navigation, notamment celles des navires pétroliers qui vont du détroit de Malacca et de Singapour vers Shanghai, la Corée du Sud et le Japon » (Lacoste, 2006 : 18).

de « l'égalité des revenus » entre ses exportations de gaz vers la Chine et celles vers l'Europe. En clair, Gazprom veut vendre son gaz à un prix indexé à celui du pétrole comme c'est le cas sur les marchés européens. De son côté, la Chine cherche à atteindre « l'égalité des coûts d'utilisation » par rapport au Charbon, sa principale source énergétique (Garanina, 2009 : 277). À cet égard, la Chine s'est montrée très réticente à l'idée de payer le même prix pour ses approvisionnements en gaz en proposant à la Russie de ne payer qu'un tiers du prix vendu aux pays européens. Le problème, depuis les hausses dramatiques du baril de pétrole, n'est pas, dans l'optique chinoise, l'approvisionnement en tant que tel, mais bien le prix de ce dernier. Du point de vue de la Russie, en revanche, pour que ses firmes puissent investir dans de nouveaux projets énergétiques, la Chine devrait payer un prix qui puisse amortir et garantir la rentabilité de cet investissement. Parmi d'autres problèmes figurent : (1) la lenteur avec laquelle la Russie procède au développement de ses champs pétrogaziers et à la construction de ses infrastructures de transport énergétique; (2) le caractère imprévisible du processus décisionnel de la Russie et les règles douteuses relatives à l'accès des firmes chinoises à son secteur énergétique; (3) la concurrence latente en Asie Centrale; (4) les tentatives de Moscou de dresser la Chine et le Japon « les uns contre les autres » pour l'obtention des meilleurs prix de vente, du meilleur financement et pour l'obtention de la position de « destination principale » du gaz russe en Asie. (Øverland & Brækhus, 2009 : 201).

Toutefois, les derniers développements dans les relations énergétiques russo-chinoises laissent présager un certain changement d'approche de la part de la Russie envers la Chine. À cet égard, deux facteurs ont motivé ce changement. Le premier est la crise financière qui a frappé de plein fouet la Russie et qui a démontré au reste du monde la fragilité de sa position en tant que *pétro-État*. Le second facteur est la nécessité de regagner la confiance de ses clients suite à la seconde crise du gaz russo-ukrainienne de janvier 2009 qui a causé de sérieux dommages à sa réputation en tant que partenaire énergétique fiable. En octobre 2009, un nouvel accord fut conclu entre Gazprom et la

CNPC prévoyant des livraisons de l'ordre de 2.4 trillions de pieds cubiques (70 bcm) de gaz naturel *per annum* d'ici 2014, mais aucun prix ne fut encore fixé (Asian Correspondent, 2009). De plus, quelques mois plus tôt, en février 2009, les deux pays ont signé un accord « pétrole contre prêts » (*oil-for-loans deal*) prévoyant la construction d'un tronçon de l'ESPO vers la Chine. En vertu de l'accord, la Chine, par l'entremise de la *China Development Bank*, fournira \$25 milliards en prêts à la Russie (aux firmes étatiques Rosneft et Transneft) en échange de la livraison de 15 mt de pétrole *per annum* (300 mt au total) à la Chine pendant 20 ans (Kim, 2009). Selon les spécialistes Jerome Perovic et Robert Orrtung, ces accords s'inscrivent dans une véritable inflexion de la politique énergétique de la Russie qui était, avant la crise, plutôt contre l'engagement de la Chine dans le développement de ses ressources en Sibérie orientale (Perovic & Ortung, 2009 : 142). Si les deux parties peuvent s'entendre sur les termes du commerce (avec la question des prix et du financement comme enjeux principaux), les livraisons de pétrole brut pourraient passer de 46,000 b/j en 2003 à plus de 442,000 b/j en 2020 (Poussenkova, 2009 : 148). Enfin, en juin et en septembre 2009, les dirigeants des deux pays ont conclu un accord sur l'investissement bilatéral et un autre sur la mise en oeuvre d'un programme sur la coopération entre les régions orientales de la Russie et celle du nord-est de la Chine dans les domaines de l'extraction énergétique, de la manufacture et du transport industriel (Portyakov, 2010 : 3)

Cela étant, pour qu'un *bloc* de coopération énergétique russo-chinois puisse se construire, Moscou et Beijing devront trouver une base plus solide et constructive sur laquelle fonder leurs relations. Il ne suffit pas d'une simple convergence d'intérêts économiques pour forger un modèle de coopération inter-étatique, encore moins lorsqu'il est question d'un segment hautement politisé comme l'énergie. La pierre angulaire pouvant garantir la solidité de cette « infrastructure inter-étatique » est donc la volonté politique. Avant toute chose, la Chine et la Russie devront apprendre à se connaître davantage et à chercher les sources fondamentales de la méfiance qu'elles

éprouvent l'une envers l'autre de façon à changer leur façon d'appréhender (et de percevoir) la question énergétique en Eurasie. Ni la Chine ni la Russie n'ont intérêt à ce que l'énergie devienne une source de conflit. D'où l'importance d'un modèle de coopération interrégionale dans le domaine de la sécurité énergétique. Un tel modèle, prenant forme sous un CRSE, pourrait consolider l'interdépendance d'intérêts convergents et réduire les effets de renversement liés à l'ambivalence des relations russo-chinoises.

7 – LA RUSSIE EN TANT QUE PÉTRO-PUISSANCE: UN AUTRE GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE?

7.1. *Petro-Russie*: quelle superpuissance?

En fonction des tendances actuelles (demande mondiale grandissante pour les hydrocarbures, la fin du *easy oil* et le début de l'ère gazière), tout laisse présager que la Russie, qui détient les plus importantes réserves de gaz au monde et le réseau de *pipelines* le plus développé, continuera d'être le joueur le plus important en Eurasie (Perovic & Orttung, 2009 : 121). Cela dit, la question demeure, dans quelle mesure la Russie sera-t-elle capable d'augmenter ses exportations de gaz vers l'Europe tout en répondant à sa propre demande *et* à celle des pays asiatiques, particulièrement la Chine? Considérant l'épuisement des gisements pétro-gaziers en Sibérie occidentale, le manque d'investissement dans le développement de nouveaux projets tant à l'Ouest (notamment les projets Shtokman et Yamal) qu'à l'Est (notamment les projets Kovytko et Altaï), la stagnation de la construction de l'ESPO et les difficultés financières des sociétés d'État russes, la majeure partie des experts doutent de la capacité de la Russie de maintenir ses taux de production actuels et de prévenir une éventuelle pénurie d'approvisionnements (Perovic, 2009a, 2009b; Poussenkova, 2009; Hanson, 2009a; Goldthau, 2008b; McFaul & Stoner-Weiss, 2008; Riley & Umbach, 2007; Price, 2007; Milov, Coburn & Danchenko: 2006). Pour que la Russie puisse

continuer à couvrir plus d'un quart des besoins énergétiques de l'UE, d'importants investissements seront nécessaires. Ces derniers sont des plus nécessaires à la modernisation du complexe énergétique russe, au développement de nouveaux gisements—localisés dans des régions éloignées où les conditions géologiques ne font que compliquer l'exploitation—afin de compenser pour l'épuisement de ses ressources en Sibérie occidentale ainsi qu'à la diversification de l'ensemble de l'économie russe. Selon Alexei Kontorovich, l'exploration de nouveaux champs pétroliers en Sibérie occidentale devrait coûter environ \$2,40-2,60 par tonne de pétrole tandis que le développement de nouveaux champs gaziers devrait coûter environ \$1 par millier de mètres cubes (kcm). En ce qui concerne l'exploration des nouvelles zones en Sibérie orientale et en Extrême-Orient, les coûts sont évalués à \$3,70-4,50 par tonne pour l'extraction du pétrole et à \$1,50 par kcm pour le gaz. Les coûts d'exploration du pétrole et du gaz situés dans les zones du Grand Nord russe sont évalués à \$5,60 par tonne et \$2 par kcm respectivement (Cité dans Poussenkova, 2009 : 143). Selon TNK-BP, les coûts de production pour le gaz naturel dans les régions de l'est de la Russie devraient se situer entre \$28 et \$35 par kcm, comparativement à \$3-4 pour les régions de l'Ouest (Poussenkova, 2009 : 143). En ce qui concerne les investissements, la Stratégie énergétique russe jusqu'en 2020 estime que des investissements de l'ordre de \$172 milliards devront être injectés dans le secteur gazier d'ici 2020 afin de réaliser l'objectif d'augmenter la production de 14-22%, soit de 595 bcm en 2002 à 680-730 bcm en 2020. Concernant le secteur pétrolier, la Stratégie prévoit des investissements de l'ordre de \$228 milliards. Lorsque nous combinons les deux secteurs, la totalité des investissements atteignent les \$400 milliards (Perovic & Orttung, 2009 : 128). En revanche, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) évalue ces investissements à plus de \$1 trillion d'ici 2030. D'autres estimations sont fournies par Daniel Simmons et Isabel Murray qui évaluent que le secteur gazier de la Russie devra à lui seul recevoir des investissements de l'ordre de \$18 milliards par année jusqu'à 2030 (Simmons & Murray, 2007 : 2-5).

Pour comprendre ce phénomène, il importe d'analyser de plus près la nature du système économique de la Russie post-soviétique. L'expansion du contrôle étatique sur le secteur énergétique ne fut pas guidée par une idéologie cohérente. Selon Pavel Baev, la reprise en main du secteur énergétique russe fut justifiée par un discours combinant les mantras de l'économie de marché, les maximes du dirigisme soviétique et le phénomène de l'économie souterraine (Baev, 2008 : 30). L'investissement direct en amont (pour le pétrole et le gaz) se heurte ainsi à la politique de reprise en main du secteur énergétique par l'État russe. C'est ce qui explique, entre autres, pourquoi la Chine ne reçoit que des offres de participation minoritaire dans les projets énergétiques en Russie, la plus grande part étant réservée exclusivement aux sociétés d'État russes. La sur-régulation des mécanismes de contrôle du secteur énergétique, combinée aux effets incontrôlables des forces du marché dans d'autres secteurs (e.g. Finance) expliquent donc pourquoi la Russie, outre ses profits faramineux générés par ses ressources énergétiques, demeure inextricablement vulnérable aux chocs macro-économiques (Baev, 2008 : 31). À cet égard, il suffit d'analyser les conséquences désastreuses de la crise économique de 2008 sur l'économie russe. Selon le Ministère russe du Développement économique—*Ministerstvo ekonomicheskovo razvitiya Rossiiskoi Federatsii*—le PIB de la Russie a chuté de 10.1 % dans la première moitié de 2009 comparativement à la même période en 2008. Le budget fédéral est passé d'un excédent de 5 % en 2007 à un déficit de 7.5 % en 2009 (Connolly, 2009: 2). De plus, en l'espace de six mois, les réserves en devises étrangères (*Forex*) de la Russie tombèrent de \$598 milliards en août 2008 à \$427 milliards en janvier 2009. Les fonds de stabilisation ont diminué quant à eux de \$225 milliards en 2008 à \$176.4 milliards en août 2009 et le taux de change du rouble s'est déprécié de 35 % par rapport au dollar américain entre août 2008 et janvier 2009 (Hanson, 2009 b : 2-4; Connolly, 2009: 2). Plus encore, la capitalisation boursière de Gazprom avant la crise financière d'automne 2008 était de \$300 milliards. En février 2009, en revanche, l'action de Gazprom avait chuté de 76 %. Gazprom est soudainement passé du troisième rang mondial au trente-

cinquième rang mondial (Perovic, 2009 b : 38). De plus, en automne 2008, l'indice du *Russian Trading System Stock Exchange* (RST) a chuté de plus de 70 %—une des pires performances au monde. Cette chute drastique s'explique non seulement par la chute des prix des cours du brut—de 140 \$ en juillet 2008 à 45 \$ en décembre 2008—mais également par le fait que beaucoup d'investisseurs (Russes et étrangers) ont retiré leurs capitaux de Russie, rétrécissant ainsi la marge de crédit des firmes énergétiques russes. C'est pourquoi la Banque centrale de Russie—*Tsentral'nyi bank Rossiiskoi Federatsii*—s'est vu contrainte d'adopter une politique de « dévaluation graduelle » du taux de change du rouble pour contrer les effets de la fuite des capitaux. Plusieurs autres facteurs expliquent cette fuite de capitaux : (1) le système de régulation dans le secteur énergétique; (2) les coups politiques contre Yukos, TNK-BP et Shell; (3) l'invasion de la Géorgie en août 2008; (4) les coupures de gaz à l'Ukraine et l'Europe en janvier 2009. En définitive, la Russie est non seulement dépendante des prix du pétrole et des marchés internationaux, mais également de l'accès au crédit (Perovic & Orttung, 2009: 144). Certains spécialistes prédisent que cette situation n'est pas prête de s'améliorer, diminuant ainsi les capacités de la Russie à tenir ses engagements envers ses clients européens (Hanson, 2009a; Morales, 2008; Rutland, 2008). En retour, ces derniers pourraient éliminer les dispositions *take-or-pay* (prix en fonction de quantités fixes d'hydrocarbures) dans leurs contrats avec la Russie (Closson, 2009 : 101). Des dispositions qui, jusqu'à maintenant, furent à l'avantage de la Russie. Que dire également de la baisse des prix du *Brent*? Une autre chute des cours risquerait d'avoir des effets néfastes sur une économie russe qui peine à reprendre son souffle suite à la crise de 2008. Un tel scénario risquerait de gonfler encore plus la dette de l'État russe, de soustraire encore plus des fonds de stabilisation, de heurter la production énergétique déjà en diminution et de dissuader les pétrolières russes (et étrangères) d'investir dans de nouveaux projets d'extraction en Russie en raison du faible rendement coûts/profits (Ollus, 2007 : 4-11). En revanche, d'autres spécialistes avancent l'idée que la Russie est consciente de sa situation et des dommages que l'exercice d'un levier politique par

l'instrumentalisation de l'énergie a sur sa réputation de fournisseur d'énergie. C'est pourquoi la Russie sèmerait le « doute » quant à ses capacités de fournisseur d'énergie en cherchant à « contrôler l'incertitude » dans ses relations énergétiques (Gomart & Dellecker, 2009; Lo, 2008a). Dans les mots de Bobo Lo: « The essence of the policy of creative doubt is to foster in customers a measure of 'controllable uncertainty', of neither complacency nor panic. » (Lo, 2008a: 139). D'un côté, la Russie rassure ses clients les plus fidèles (i.e. les pays d'Europe occidentale) en leur montrant qu'elle est un fournisseur fiable sur le long terme et de l'autre, elle n'hésite pas à opter pour une approche plus ferme face aux clients qui s'avèrent plus critiques ou hostiles envers ses intérêts de sécurité énergétique en exhibant les coûts potentiels qu'entraînerait une attitude de non-conformité (Lo, 2008a: 139). Selon Perovic, le problème n'est pas que la Russie ne soit pas prête à investir, mais plutôt qu'elle ne soit pas prête à fournir de l'*information* relativement à ses plans d'investissement de peur que cela n'affecte négativement les prix : « If the Western consumers knew that there were enough reserves and enough investments to exploit these reserves, such certainty might drive energy prices down. » (Perovic, 2009b : 47).

7.1.1. La manipulation stratégique réexaminée

Mais toute la question demeure : ce stratagème permet-il à la Russie de manipuler ses clients avec succès? Comme nous l'avons mentionné plus haut, pour pouvoir manipuler les options présentées comme des alternatives à ses cibles et ainsi déterminer leur agenda politique sur des enjeux énergétiques précis d'une manière qui façonne leurs préférences, l'État russe doit pouvoir contrôler leur propension au risque en les convainquant de se conformer avec ses intérêts de sécurité énergétiques. Cela peut être fait par l'augmentation des *coûts d'opportunité* (i.e. gains en termes de sécurité d'approvisionnement, prix avantageux, accès privilégié à des parcelles du secteur énergétique russe) associés à la conformité face aux *risques* (i.e. pertes en termes de rentes économiques, de sécurité d'approvisionnement, de position

concurrentielle face à d'autres clients pour devenir la principale plaque tournante de la distribution—*energy hub*—de l'énergie russe en Europe et en Asie) associés à la non-conformité (Stulberg, 2007: 7). Cela dit, même si la Russie est en mesure de convaincre certains de ses partenaires énergétiques de se conformer à ses volontés, notamment grâce à sa puissance de marché et à son contrôle étroit sur les acteurs dans son secteur énergétique, elle peine encore à rendre cette conformité « attrayante » aux yeux de ses clients. Comme l'a fait remarquer Lo : « Whereas the world once feared possible nuclear confrontation, now many countries, the mighty and the not so mighty, both *fear* and *need* Russian energy. » (Lo, 2008b: 132. Souligné dans l'original). Or, l'idée fondamentale du concept de « manipulation stratégique » de Stulberg est que le pouvoir de la diplomatie énergétique russe doit dépasser les thèmes de la coercition. Pour qu'elle soit efficace, la diplomatie russe doit savoir convaincre, se faire accepter, s'appuyer sur le consentement, voire sur une forme « d'adhésion » (Nye, 2002; Cox, 1993). Lors d'une rencontre au *Club Valdai* en 2006, Vladimir Poutine a qualifié la Russie de « superpuissance énergétique avec plus de responsabilités que n'importe quel autre pays dans le monde » et qu'elle (Russie) s'engageait à travailler de concert avec la communauté internationale afin « d'établir une série de règles internationales justes » pour gérer le système mondial de l'énergie (Cité dans Lo, 2008a : 246). Or, à en juger par la velléité russe à vouloir contrôler l'ellipse énergétique en Eurasie, ses récentes manœuvres de blocage et d'expropriation de firmes étrangères (e.g. Sakhaline-2 en 2006, Kovykta en 2007) ainsi que ses récentes coupures et réductions de livraisons d'énergie—Ukraine (janvier 2006 et 2009), Lettonie (janvier 2003), Lituanie (juillet 2006), Géorgie (janvier 2006), Belarus (janvier 2004, 2007 et juin 2010)—il apparaît clairement que la politique « manipulatrice » de la Russie revêt des éléments de coercition économique en ce qu'elle préfère trop souvent le bâton à la carotte.

7.2. Après la crise : vers une reconnaissance de la dépendance de marché?

Bien que la Russie semble avoir compris que le contrôle de ses ressources naturelles pouvait être son plus grand atout d'influence politique mondiale dans un marché en manque d'approvisionnements, elle semble ne pas avoir compris que le revers de la médaille est qu'elle demeure excessivement dépendante de son secteur énergétique. L'énergie correspond à près d'un quart du PIB russe, aux trois cinquièmes de ses exportations et à la moitié de son budget fédéral (Hanson, 2009a : 27). En fait, la part des biens et services dans les exportations russes n'est que d'un maigre 1.7 % tandis que celle des produits de haute technologie n'est que de 0.3 % (Shevstova, 2007 : 135). À cet égard, certains auteurs comme Lilia Shevstova affirment que la concentration de l'économie russe autour du secteur énergétique est la principale variable à considérer dans l'explication de la vulnérabilité de l'économie russe : « The notion of Russia as an 'energy-superpower' with which the elite is so taken is tantamount to an admission of the failure of attempts to diversify the Russian economy. » (Shevstova, 2007 : 135). Cependant, il importe de souligner qu'avec la crise économique mondiale, la Russie fut forcée de reconnaître l'importance de l'investissement étranger et de l'innovation technologique pour le développement de ses ressources énergétiques.

7.2.1. La nouvelle politique (étrangère) énergétique russe: changement de paradigme?

Selon le directeur de l'Institut pour la stratégie énergétique (IES) à Moscou, Alexey Gromov, la nouvelle politique énergétique russe se fonde sur la Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030 (*Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2030 goda*). Cette stratégie vise à passer d'une économie basée essentiellement sur les ressources et orientée vers les exportations à une économie basée sur l'innovation et plus intégrée dans le système économique mondial (Gormov, 2009 : 4). Sur ce point, la nouvelle stratégie met l'accent sur la recherche et le développement ainsi

que sur les nouveaux facteurs de production de pointe¹⁹ en tant que forces structurelles majeures impliquées dans la croissance économique, dans la distribution géographique des activités économiques (géo-économie) et dans la compétitivité internationale. Plus concrètement, la politique vise à réduire la dépendance de l'économie russe sur le secteur énergétique de 30 % du PIB (2007) à 18 % d'ici 2030 (Gromov, 2009: 7). La stratégie identifie les objectifs suivants : (1) protection des intérêts nationaux de la Russie dans le développement et la stabilité du système mondial de l'énergie; (2) diversification des débouchés et de la structure des exportations (i.e. réduire la part des ressources naturelles); (3) stabilisation des «conditions» sur les marchés énergétiques, dont la sécurité de la demande et celle des prix stables et avantageux pour les exportations énergétiques russes; (4) expansion des activités commerciales des sociétés d'État russes à l'étranger; (5) promotion d'une coopération internationale efficace pour l'opérationnalisation de projets énergétiques « sophistiqués » en Russie (e.g. plateau arctique) (IES, 2010 : 57). Pour ce faire, la stratégie comprendra trois phases cruciales : (1) la phase motrice (*engine*) : relance économique et investissement pour moderniser le système russe de production et de transport d'énergie (2009-2015); (2) la phase novatrice-conceptuelle (*innovative-designer*) : la mise en œuvre de « grands projets » pour moderniser la base matérielle et technique du complexe énergétique russe (2015-2022); (3) la phase novatrice-développementale (*innovative-development*) : un développement énergétique fondé sur des technologies énergétiques novatrices, de l'équipement moderne et des nouveaux principes opérationnels ainsi que sur la production d'énergies alternatives (2022-2030) (Gromov, 2009 : 11; Gromov, 2008: 4). Dans une déclaration du 7 juin 2008, Dmitri Medvedev a d'ailleurs réitéré l'importance des nouvelles technologies pour l'augmentation de la production énergétique de la Russie (Godzimirski & Rowe, 2009 : 10). Enfin, la stratégie semble reconnaître la nécessité d'accroître l'investissement dans le complexe énergétique. En effet, durant les trois phases, la

¹⁹ La spéculation financière, le capital humain, les connaissances scientifiques et l'innovation technologique.

stratégie prévoit des investissements de l'ordre de \$1,8-2,2 trillions, avec \$609-625 milliards pour l'industrie pétrolière, \$565-590 milliards pour celle du gaz, \$289 milliards dans l'infrastructure de transport d'énergie et \$194 milliards dans l'infrastructure de production (IES, 2010 : 147). Cela dit, la part de l'investissement direct étranger ne représente que 12 % de l'ensemble de la structure d'investissement dans le secteur énergétique (TBP, 2009).

Cette stratégie vient tout juste d'être adoptée par le gouvernement Medvedev (novembre 2009) et sa mise en oeuvre (en politique) est encore en développement. Delà à savoir si la Russie réussira à remplir tous ces objectifs dépendra de l'influence des dynamiques internes au sein du secteur énergétique russe, des développements géopolitiques et géoéconomiques en Eurasie et de l'alignement de sa politique étrangère dans l'avenir—des enjeux sur lesquels il est encore trop tôt pour s'affirmer de façon définitive. Ce que nous savons, en revanche, c'est que la Russie demeurera un acteur incontournable du marché mondial de l'énergie et à en juger par les nouveaux chiffres de la stratégie, la Russie ne risque pas d'abandonner son contrôle sur la production et sur l'exportation d'énergie, son interaction stratégique avec ses sociétés nationales ainsi que sa *diplomatie du pipeline*. Comme en témoigne le document: «Development and implementation of the foreign energy policy is based on the principle of [...] synchronized activity of the state and energy companies, mechanisms of control and monitoring, determination to achieve the shared result. » (IES, 2010: 57). Par ailleurs, le pays devrait produire jusqu'à 535 mt de pétrole—une augmentation de 42 mt par rapport à 2008—et 940 bcm de gaz—une augmentation de 275 bcm par rapport à 2008—d'ici 2030 (Russian-American Chamber of Commerce, 2009). Au niveau des exportations, la stratégie prévoit exporter 330 mt de pétrole—une augmentation de 86 mt par rapport à 2008—et 368 bcm de gaz—une augmentation de 194 bcm par rapport à 2008—d'ici 2030 (Russian-American Chamber of Commerce, 2009). Concernant l'Asie, la stratégie prévoit une augmentation des exportations de 22-25 % (une augmentation de 17 % par rapport à

2008) pour le pétrole et de 19-20 % pour le gaz (une augmentation de 100% par rapport à 2008) d'ici 2030 (Itoh, 2010 : 9). De plus, un point important de la nouvelle stratégie sera de « soutenir les firmes énergétiques russes dans l'exploration et l'exploitation de champs pétro-gaziers ainsi que dans la construction de *pipelines* à l'extérieur » et « la création d'un système intégré de transport gazier entre l'Europe et l'Asie » de façon à permettre à la Russie d'avoir le dessus dans la gestion des flux énergétiques (Gromov, 2009 : 17, 19). Sur ce point, le document est très clair: « Russian pipeline infrastructure will become an integral part of the “power bridge” between Europe and Asia, and Russia will become the key center of its management. » (IES, 2010: 83). Aussi, selon la nouvelle stratégie, un des objectifs centraux est de positionner la Russie comme un chef de file scientifique et technologique dans des secteurs clés de l'économie mondiale dans le but de garantir la sécurité énergétique (et par extension, la sécurité économique) de la Russie et sa compétitivité sur les marchés mondiaux (Gromov, 2009 : 4). En définitive, cette nouvelle stratégie semble maintenir l'objectif de la *sécurité de la demande* par: (1) diversification et conquête de nouveaux marchés; (2) consolidation du contrôle étatique sur son secteur énergétique tout en garantissant suffisamment d'investissements domestiques et étrangers pour maintenir ou augmenter les taux de production; (3) diversification et modernisation de l'économie nationale afin que la croissance économique ne dépende pas uniquement des ressources énergétiques; et (4) investissement dans des nouveaux projets énergétiques tant à l'interne (amont) qu'à l'externe (aval) (Perovic, 2009 b : 37)

L'importance de la place de l'énergie dans la conception de la politique étrangère de la Russie ne risque pas de diminuer non plus. Premièrement, dans le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (*Kontseptsiya vneshney politiki Rossiiskoy Federatsii*), approuvé le 12 juillet 2008 par Dmitri Medvedev, l'enjeu de l'énergie est appréhendé explicitement dans la section 4 du document. Cette section souligne l'importance de moderniser l'industrie énergétique de la

Russie dans le but de soutenir la réputation de la Russie en tant que partenaire énergétique « responsable tout en assurant le développement durable de l'économie russe et en contribuant au maintien de la stabilité du marché mondial de l'énergie. » (MID, 2008). Il est également question de « renforcer les partenariats stratégiques avec les principaux producteurs et consommateurs énergétiques ainsi que les pays de transit. » Le but ultime étant d'atteindre une « stabilité de la demande et une sécurité des voies d'acheminement d'énergie. » (MID, 2008). Le concept semble ainsi conforter la sécurité économique de la Russie en ce qu'il est question à la fois de sécurité de *l'accès au marché* et de sécurité des *structures d'acheminement* des ressources vers ces marchés. Enfin, les ressources énergétiques sont prises en compte dans le contexte de la coopération économique et environnementale internationale. Cela dit, les vecteurs de coopération ne sont pas développés dans le concept.

En tout état de cause, peu importe la nouvelle approche de la Russie envers sa politique énergétique, il n'en demeure pas moins qu'elle opère dans un système énergétique mondial caractérisé par de la concurrence et dans lequel le vendeur est tout aussi important que l'acheteur (interdépendance). La Russie n'est donc pas le seul grand joueur dans le « jeu de l'énergie » et d'importants consommateurs comme la Chine en sont visiblement conscients. Ce qui permet à cette dernière de ne pas succomber aux tactiques agressives de vente et à la politique manipulatrice de la Russie. Ainsi, nonobstant le pouvoir de persuasion de la Russie et son expérience dans la géopolitique de l'énergie, force lui est de constater que les valeurs de la réciprocité commerciale et de la dépendance mutuelle ne peuvent être mises à l'écart, en particulier avec un client comme la Chine pour qui la question du « donnant-donnant » est centrale dans ses relations diplomatico-économiques. De plus, la Russie doit reconnaître l'importance de l'État de droit fondé sur un cadre légal juste en matière de commerce et d'investissements étrangers pour la réalisation du potentiel économique de la Russie. Après tout, aucun client n'aime se sentir *pressé* ou *fortement invité* à acheter. Le client

doit toujours se sentir confortable avant d'acheter et satisfait par après. C'est sur ce point que la Russie doit jouer.

8 – CONCLUSION

Cette recherche a tenté d'expliquer la logique derrière la diplomatie énergétique de la Russie et d'en analyser les conséquences sur le plan des relations russo-chinoises ainsi que sur la stature de la Russie dans l'ordre politico-économique mondial. Notre objectif était de comprendre plus spécifiquement : (1) les liens entre la politique énergétique et la politique étrangère de la Russie; (2) les conséquences de l'interdépendance énergétique sur les relations russo-chinoises et sur l'économie de la Russie; et (3) l'efficacité de la politique énergétique russe envers la Chine en termes d'influence politique et d'avantages économique-sécuritaires. L'idée principale défendue dans cette recherche peut se résumer ainsi : par crainte de se retrouver dépendante de la demande étrangère (en l'occurrence, chinoise) et dans le but de maximiser sa sécurité économique ainsi que de garder le contrôle sur la production (surtout à l'interne) et sur les flux énergétiques entre l'Europe et l'Asie, la Russie conduit une diplomatie visant à manipuler le comportement des pays dépendants de ses ressources naturelles et de son réseau d'approvisionnement. Cependant, lorsque cette politique est analysée face à la Chine, nous constatons que malgré sa force de marché et ses grandes manœuvres stratégiques dans l'entrelacs des axes énergétiques en Eurasie, la Russie n'est pas aussi immunisée face à la dépendance de marché qu'on ne le pense. Une vulnérabilité qui, à notre avis, est négligée par les hautes instances dirigeantes russes.

Dans le premier volet de la recherche, nous avons vu qu'en raison de ses ressources naturelles limitées et de sa demande énergétique exponentielle, l'énergie constitue un enjeu de premier plan pour la Chine. Nous avons également vu que la flambée des cours de pétrole et de gaz en conjonction avec la hausse fulgurante de la

demande mondiale ont permis à la Russie de se refaire une santé économique et de ressurgir sur la scène mondiale. Un point central dans cette section fut de montrer qu'outre leurs intérêts mutuels, les relations entre les deux pays demeurent caractérisées par de l'ambivalence et de la méfiance mutuelle. Nous avons vu que cette spécificité des relations russo-chinoises pouvait s'expliquer par une série de facteurs (i.e. l'histoire, la peur russe, les États-Unis, l'Asie Centrale, etc.) qui continuent de les diviser sur le plan énergétique.

Dans le second volet, nous nous sommes penchés sur l'analyse de la politique énergétique de la Russie dans le cadre de l'orientation de sa politique étrangère sous Vladimir Poutine. Un point important fut de souligner la tendance vers « l'économisation » de la politique étrangère russe. Sur ce point, nous avons vu que l'objectif de la Russie est de recouvrer une stature de grande puissance en misant sur une stratégie basée sur des leviers tant économiques que géopolitiques. Un autre point important fut de montrer comment le Kremlin s'est doté d'outils pour exercer son contrôle sur le secteur énergétique russe en utilisant son monopole des voies d'acheminement et des ressources ainsi que les firmes nationales comme des instruments pour exercer (ou tenter d'exercer) son emprise sur la production et sur les flux énergétiques de l'Eurasie et plus particulièrement à l'intérieur de la CEI. À cet égard, nous avons vu comment la stratégie de reprise du secteur énergétique, illustrée par une série de « coups » politiques, a permis à l'État russe de reprendre la mainmise sur les actifs stratégiques de l'économie face à une menace imminente à son pouvoir à l'interne et à sa stature de grande puissance à l'externe. Enfin, dans cette section, nous avons passé en revue le programme russe de développement et d'exportation énergétique envers l'Asie du Nord-Est. Nous avons vu qu'en dépit de l'énorme potentiel de la Russie dans ses régions de Sibérie de l'Est et d'Extrême-Orient et de ses multiples projets énergétiques (e.g. ESPO), le développement des réserves de l'Est pose quantité de problèmes, notamment en matière d'infrastructures, de coûts production et d'investissements technologiques.

Dans le troisième volet, nous nous sommes penchés plus spécifiquement sur les manoeuvres stratégiques dans la diplomatie énergétique russe envers la Chine en nous *référant* à celle conduite envers l'UE. Nous avons affirmé que si la Russie est en mesure de manipuler/coopter certains pays européens (e.g. Italie, Allemagne), elle n'est pas pour autant en mesure de manipuler la Chine qui a su développer des « options d'ajustement » à l'interne et des alternatives à l'approvisionnement russe. À cet égard, nous avons affirmé que la Chine tente de répondre à ce défi en optant pour une nouvelle politique multi-vectorielle axée : (1) sur la maximisation de sa production domestique; (2) sur la diversification des « types » d'énergies pour diminuer sa dépendance envers les combustibles fossiles; (3) sur la diversification des sources énergétiques pour diminuer sa dépendance envers l'extérieur; et (4) sur la convergence entre sa politique étrangère et sa politique énergétique nationale. De plus, nous avons vu qu'un élément central de cette politique est l'adoption d'un modèle énergétique basé sur une gestion meilleure et plus efficace de la demande interne. En faisant ressortir l'importance politico-commerciale du marché européen pour la Russie, le sous-investissement chronique dans son secteur énergétique ainsi que la diminution de l'intérêt chinois pour l'énergie russe, l'idée était de montrer que la Russie est tout aussi dépendante envers ses clients (i.e. sur la demande) que ces derniers le sont envers elle (i.e. sur l'offre).

Le quatrième volet fut consacré à l'analyse des implications de la politique énergétique de la Russie et de l'interdépendance de la sécurité énergétique pour les perspectives de coopération russo-chinoises. Nous avons vu que, malgré les atouts dont disposaient la Chine et la Russie, pouvant faire d'eux de proches partenaires énergétiques, les relations sino-russes s'objectivent dans une logique de méfiance mutuelle en raison d'une trop forte politisation des questions énergétiques et de la polarisation de leurs conceptions de la sécurité énergétique. Un point important fut de montrer que sur le plan de la sécurité énergétique, la Chine et la Russie se trouvent dans une situation *d'interdépendance* prenant la forme d'un Complexe régional de

sécurité énergétique (CRSE). Nous avons défendu l'idée que le degré de symétrie de cette interdépendance est perçu comme une menace et sujet à des démarches sécuritaires d'un côté comme de l'autre. L'objectif pour la Russie étant de changer l'équilibre de l'interdépendance en sa faveur et pour la Chine de se prémunir contre toute forme d'asymétrie dans cette interdépendance. Enfin, prenant en considération de multiples facteurs (économiques politiques, géostratégiques), les principaux problèmes dans les relations énergétiques russo-chinoises ainsi que les plus récentes prospectives des experts qui étudient la question, nous avons évalué dans quelle mesure une coopération sino-russe en matière d'énergie était possible. Nous avons affirmé qu'en raison de fortes divergences et d'une surdétermination du politique sur l'économique, les relations russo-chinoises demeureront fondées sur certains intérêts très sélectifs et erratiques plutôt que sur des valeurs communes réduisant ainsi la possibilité qu'un véritable *bloc* de coopération sino-russe se construise en Asie. Toutefois, nous avons défendu l'idée qu'un tel *bloc* aurait plus de chance de se matérialiser par l'adoption d'un modèle de coopération interrégionale dans le domaine de la sécurité énergétique fondée sur la volonté politique. Pour ce faire, nous avons affirmé que la Chine et la Russie devront, d'abord et avant tout, apprendre à se connaître davantage et à chercher les sources fondamentales de la méfiance qu'elles éprouvent l'une envers l'autre de façon à changer leur façon d'appréhender (et de percevoir) la question énergétique en Eurasie. À cet égard, l'acceptation par la Chine et par la Russie de la convergence de leurs intérêts (interdépendance positive) en matière d'énergie dans le cadre d'un CRSE constitue une plateforme solide vers la consolidation de leur partenariat.

Dans le dernier volet, nous avons évalué les conséquences de la gestion étatique du secteur énergétique de la Russie sur son statut de *pétro-puissance* ainsi que sur sa diplomatie énergétique de manipulation. Notre premier constat fut que le secteur énergétique russe souffre d'un manque chronique d'investissements en raison des contradictions inhérentes au système économique de la Russie post-soviétique. Le

deuxième fut que la Russie demeure inexorablement vulnérable aux chocs macro-économiques. Sur ce point, nous nous sommes penchés sur les conséquences désastreuses de la crise économique de 2008 afin de montrer en quoi l'économie russe est fragile de par sa dépendance envers son secteur énergétique et de par les effets des forces du système économique mondial. Nous sommes également revenus, dans cette section, sur la capacité de la Russie de maintenir ses taux de production actuels tout en développant un nouveau système de production et de transport d'énergie vers les marchés asiatiques sans provoquer une pénurie d'approvisionnements. Nous avons conclu que la Russie ne serait pas capable de maintenir ses engagements sans une augmentation des investissements directs étrangers en amont. Cela étant, nous avons tenu compte du point de vue de certains spécialistes qui prétendent que la Russie chercherait à « contrôler l'incertitude » dans ses relations énergétiques justement parce que cette dernière serait consciente de la fragilité de son économie. Ainsi, nous avons également conclu que le problème n'est pas que la Russie ne soit pas prête à investir, mais plutôt qu'elle ne soit pas prête à faire preuve de transparence quant à ses plans d'investissement de peur que cela n'affecte négativement les prix des cours. Dans ce volet, nous avons aussi analysé l'efficacité de la diplomatie manipulatrice de la Russie et avons conclu que celle-ci revêt des éléments de coercition économique. À cet égard, nous avons affirmé que même si la Russie était en mesure de convaincre certains de ses partenaires énergétiques de se conformer à ses volontés, notamment grâce à sa puissance de marché et son contrôle étroit sur les acteurs dans son secteur énergétique, elle peine encore à rendre cette conformité « attrayante » aux yeux de ses clients, en particulier aux yeux de la Chine. Ici, l'idée n'était pas de contredire le concept de Stulberg *per se*, mais bien de nuancer son pouvoir explicatif lorsqu'appliqué au cas russo-chinois. Enfin, nous avons analysé la nouvelle politique énergétique de la Russie. Nous avons postulé que la Russie demeurera un acteur incontournable sur le marché mondial de l'énergie et qu'elle n'abandonnera pas son contrôle sur la production et sur l'exportation d'énergie, son interaction stratégique avec ses sociétés nationales ainsi que sa *diplomatie*

du pipeline axée sur la sécurité économique. Nous avons, en revanche, avancé que ce qui allait (devait) changer était l'approche de la Russie envers sa politique énergétique, tant à l'interne (i.e. mauvais climat des affaires, nationalisme et protectionnisme économique) qu'à l'externe (i.e. image de l'arme énergétique; chantage économique), notamment si elle désire approfondir son dialogue énergétique avec la Chine et maintenir une bonne santé économique à l'avenir.

Enfin, sur le plan théorique, cette recherche a tenté : (1) de montrer l'importance des impératifs économiques liés à l'énergie dans la formulation des politiques étrangères des États, en l'occurrence celles de la Chine et la Russie; et (2) de mieux comprendre comment les États poursuivent des buts de sécurité nationale en utilisant les rouages du marché mondial, leurs institutions de régulation et leurs firmes comme des instruments pour contrôler des segments stratégiques comme l'énergie.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et Chapitres:

Aslund, Anders, & Andrew Kuchins. *The Russia Balance Sheet*. Washington D.C.: Peterson Institute for International Economics, 2009, 192p.

Aalto, Pami. « The EU-Russia Energy Dialogue and the Future of Europe European Integration: From Economic to Politico-Normative Narratives ». In Pami Aalto (ed.). *The EU-Russian Energy Dialogue: Europe's Future Energy Security*. p. 23–41. Aldershot: Ashgate, 2008.

_____. « European Perspectives for Managing Dependence ». In Jeronim Perovic, R. Ortung & A. Wenger (eds.). *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications to Conflict and Cooperation*. p. 157-181. New York: Routledge, 2009.

Andrews-Speed, Philip. *Energy Policy and Regulation in the People's Republic of China*. The Hague: Kluwer Law International, 2005, 405p.

Allison, Roy, & Jonson, Lena (eds.). *Central Asian Security: The New International Context*. Washington D.C.: Brookings Institute and RIIA, 2001, p. 127-152.

Bellacqua, James (ed.). *The Future of China-Russia Relations*. Lexington: University of Kentucky Press, 2010, 352p.

Belopolsky, Helen. *Russia and the Challengers. Russian Alignment with China, Iran and Iraq in the Unipolar Era*. Houndmills: Palgrave Macmillan. St Antony's Series, 2009, 280p.

Baev, Pavel. *Russian Energy Policy and Military Power: Putin's Quest for Greatness*. New York: Routledge, 2008, 237p.

Booth, Ken, & Nicholas Wheeler, *Security Dilemma: Fear, Cooperation, and Trust in World Politics*. New York : Palgrave Macmillan, 2007, 272p.

Bergstein, C. Fred, G. Bates, N.R. Lardy & D. Mitchell. *China: The balance sheet. What the world needs to know now about the emerging superpower*. New York: Public Affairs, 2006, 206p.

Baker, Peter & Susan Glasser. *Kremlin Rising; Vladimir Putin's Russia and the End of Revolution*. New York: A Lisa Drew Book/Scribner, 2005, 464p.

Buzan, Barry & Ole Wæver. *Regions and Powers: The Structure of International Security*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003, 564p.

Buzan, Barry, Ole Weaver & Jaap de Wilde. *Security: A New Framework of Analysis*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1998. 239p.

Buzan, Barry, *People, States & Fear: the national security problem in international relations*. Sussex: Wheatsheaf, 1991 (2nd ed), 339p.

Bradshaw, Michael (ed.). *The Russian Far East and Pacific Asia: Unfulfilled Potential*. London: Curzon Press, 2001, 294p.

Blank, Stephan. « Russia Looks at China ». In Stephan Blank & Alvin Z. Rubinstein (eds.). *Imperial Decline: Russia's Changing Role in Asia*. p. 65-99. Durham, NC: Duke University Press, 1997.

Brzezinski, Zbigniew. *Le grand échiquier*. « Collection Pluriel », Paris : Bayar Éditions, 1997, 273 p.

Clunan, Anne L. *The Social Construction of Russia's Resurgence*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 2009, 317p.

Closson, Stacy. « Russia's key customer: Europe ». In Jeronim Perovic, R. Orttung & A. Wenger (eds.). *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications to Conflict and Cooperation*. p. 89-109. New York: Routledge, 2009.

Cox Robert. « Gramsci, hegemony and international relations: an essay in method ». In Stephen Gill, *Gramsci, Historical materialism and international relations*. p. 49-65. New York: Cambridge University Press, 1993.

Downs, Erica. « Sino-Russian Energy Relations: An Uncertain Courtship ». In James Bellacqua (ed.). *The Future of China-Russia Relations*. p. 146-179. Lexington: University of Kentucky Press, 2010.

Dent, Christopher. « Economic Security ». In Alan Collins (ed.). *Contemporary Security studies*. p. 204-221. Oxford: Oxford University Press, 2007.

Dan, Shi. « China's Energy Policy and its Development ». In Antonio Marquina (ed.). *Energy Security. Visions from Asia and Europe*. p. 135-146. Houndmills: Palgrave Macmillan, 2008.

Elleman, Bruce. « Russian Foreign Policy in the Chinese Context ». In Stephan Blank & Alvin Z. Rubinstein (eds.). *Imperial Decline: Russia's Changing Role in Asia*. p. 99-127. Durham, NC: Duke University Press, 1997.

Goldthau, Andreas & J. M. Witte (eds). *Global Energy Governance: The New Rules of the Game*. Washington, D.C.: Brookings Institution Press; 2010, 372p.

Gomart, Thomas & Andrian Dellecker. « Introduction: The Restoration of Russian Power: Toward an Energy-Based Deterrence ». In Adrian Dellecker and Thomas Gomart (eds). *Russian Energy Security and Foreign Policy*. New York: Routledge, 2009.

Grigoriev, Leonid. « Russia's grip on Energy Infrastructure and the Link to Foreign Policy ». In Adrian Dellecker and Thomas Gomart (eds.). *Russian Energy Security and Foreign Policy*. New York: Routledge, 2009.

Garanina, Olga. *La Russie dans l'économie mondiale*. Paris: L'Harmattan, 2009, 327p.

Guo, Sujian & Jean-Marc Blanchard (eds.). *Harmonious World and China's New Foreign Policy*. Lexington Books, Lanham, États-Unis, 2008. 248p.

Goldman, Marshall I. *Petrostate: Putin, Power and the New Russia*, Oxford: Oxford University Press. 2008, 244p.

_____. *The privatization of Russia: Russian reform goes awry*. New York: Routledge, 2003, 289 p.

Gow, James. *The Serbian Project and Its Adversaries: A Strategy of War Crimes*. Kingston: McGill-Queen's University Press, 2003, 322p.

Gilpin, Robert. *The Challenge of Global Capitalism: The World Economy in the 21st Century*. Princeton: Princeton University press, 2002, 408p.

_____. *Global Political Economy: Understanding the International Economic Order*. Princeton: Princeton University Press, 2001, 416p.

Grossman, G. M. (ed.), *Imperfect Competition and International Trade*. Cambridge, MA: The MIT Press, 1992. 401p.

Haas, Marcel de. *Russia's Foreign Security Policy in the 21st Century: Putin, Medvedev and Beyond*. London: Routledge, 232p.

Herberg, Mikkal. « Fuelling the Dragon: China's Energy Prospects and International Implications ». In Andreas Wenger, Robert Orttung & Jeronim Perovic (eds). *Energy and the Transformation of International Relations*. p. 276-277. Oxford: Oxford University Press, 2009.

Hanson, Philip. « The sustainability of Russia's energy power: implications for the Russian economy ». In Perovic Jeronim, Robert W Orttung, Andreas Wenger (eds). *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation*. p. 23-51. New York: Routledge, 2009a.

Hobsbawm, Eric. *L'âge des extrêmes: le court vingtième siècle, 1914-1991*. Paris : Complexe, 2003, 810p.

Hopf, Ted. *Social Construction of International Politics. Identities and Foreign Policies, Moscow 1955 and 1999*. Ithaca: Cornell University Press, 324p.

Isakova, Irina. *Russian Governance in the Twenty-First Century: Geo-strategy, Geopolitics and Governance*. London: Frank Cass, 2005, 288p.

Jakobson, Linda. « Does China have an 'Energy Diplomacy'? Reflections on China's Energy Security and its International Dimensions ». In Antonio Marquina (ed.). *Energy Security. Visions from Asia and Europe*. p. 121-134. Houndmills: Palgrave Macmillan, 2008.

Johnson, Debra. « EU-Russian energy links ». In Debra Johnson and Paul Robinson (eds.). *Perspectives on EU-Russia Relation*. p. 175-193. New York: Routledge, 2005.

Kuchins, Andrew. « Russian Perspectives on China: Strategic Ambivalence », In James Bellacqua (ed.). *The Future of China-Russia Relations*. p. 33-56. Lexington: University of Kentucky Press, 2010.

Kong, Bo. *China's International Petroleum Policy*. Praeger Publishers, 2009, 246p.

Kuhrt, Natasha. *Russian Policy towards China and Japan. The El'tsin and Putin periods*. New York: Routledge, 2007, 222p.

Kalicki, Jan & David, Goldwyn (eds.). *Energy and Security: Toward a New Foreign Policy Strategy*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2005, 640p

Klare, Michael T. *Rising powers, shrinking planet: the new geopolitics of energy*. New York: Metropolitan Books, 2008, 339p.

_____. *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*. New York: Owl Books, 2002, 289 p.

Krugman, Paul (ed.). *Strategic Trade Policy and the New International Economics*. Cambridge, MA: The MIT Press, 1986, 313p.

Lo, Bobo. *Axis of Convenience: Moscow, Beijing and the New Geopolitics*. Chatham House/Brookings, 2008a, 277p.

_____. *Vladimir Putin and the Evolution of Russian Foreign Policy*. Oxford: Blackwell Publishing for the Royal Insitute of International Affairs. London, 2003, 176p.

_____. *Russian Foreign Policy in the Post-Soviet Era: Reality, Illusion and Mythmaking*. New York : Palgrave Macmillan. 2002, 223p.

Lacoste, Yves. *Géopolitique: La longue histoire d'aujourd'hui*. Paris: Larousse, 2006, 329 p.

Lukin, Alexander. « The Russian Approach to China under Gorbachev, Yeltsin and, Putin ». In Gilbert Rozman, Kazuhiko Togo & Joseph P. Ferguson (eds). *Russian Strategic Thought Toward Asia*. p. 139-165. New York: Palgrave, 2007.

_____. *The Bear Watches the Dragon: Russia's Perceptions of China and the Evolution of Russian-Chinese Relations Since the Eighteenth Century*. Armonk: M.E. Sharpe, 2003, 415p.

Legvold, Robert. (ed.). *Russian Foreign Policy in the 21st Century and the Shadow of the Past*. New York: Columbia University Press, 2007, 534p.

Legvold, Robert. « U.S Policy toward Kazakhstan », In Robert Legvold (ed), *Thinking Strategically: The Major Powers, Kazakhstan, and the Central Asian Nexus*. p. 67-106. Cambridge: MIT Press, 2003.

Lévesque, Jacques *et al.* *La Russie et son ex-empire : Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*. Paris: Presses de Sciences Po, 2003, 347p.

Lévesque, Jacques. *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*. Coll. « U ». Paris: Armand Collin, 1988 (2^e édition), 404p.

Marketos, Thrassy N. *China's Energy Geopolitics: The Shanghai Cooperation Organization and Central Asia*. Oxon & NY: Routledge, 2008, 184 p.

Macleod, Alex & Dan O'Meara (eds.). *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*. Montréal: Athéna éditions, 2007, 515p.

Mankoff, Jeffrey. *Russian Foreign Policy: The Return of Great Power Politics*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, Inc, 2009, 357p.

Morales, Javier. « Russia as an Energy Great Power: Consequences for EU Energy Security ». In Antonio Marquina (ed.). *Energy Security. Visions from Asia and Europe*. p. 24-33. Houndmills: Palgrave Macmillan, 2008.

Manning, Richard. *The Asian Energy Factor: Myths and Dilemmas of Energy, Security and the Pacific Future*. New York: Palgrave, 2000, 256p.

Nygren, Bertil. *The Rebuilding of Greater Russia. Putin's foreign policy towards the CIS countries*. London: Routledge, 2008, 336p.

Naughten, Barry. « The Impact of the new Asia-Pacific energy competition on Russia and the Central Asia states ». In Michael Wesley (ed.). *Energy Security in Asia*. p. 128-157. New York: Routledge, 2007.

Nye, Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: PublicAffairs, 2005, 191p.

Olga Oliker, *et al.* *Russian Foreign Policy: Sources and Implications*. Santa Monica: RAND Corporation, 2009, 222p.

Øverland, Indra & Kyrre Elvenes Braekhus. « Chinese Perspectives on Russian Oil and Gas ». In Perovic Jeronim, Robert W Orttung, Andreas Wenger (eds). *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation*. p. 201-223. New York: Routledge, 2009.

Orban, Anita. *Power, Energy, and the New Russian Imperialism*. Westport: Praeger Security International, 2008, 252p.

Poussenkova, Nina. « Russia's future customers: Asia and beyond ». In Perovic Jeronim, Robert W Orttung, Andreas Wenger (eds). *Russian Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation*. p. 132-155. New York: Routledge, 2009.

Perovic, Jeronim. « Introduction: Russian energy power, domestic and international dimensions ». In Perovic Jeronim, Robert W Orttung, Andreas Wenger (eds). *Russian*

Energy Power and Foreign Relations: Implications for Conflict and Cooperation. p. 1-21. New York: Routledge, 2009a.

_____. « Changing Markets, Politics, and Perceptions: Dealing with Energy (Inter) Dependencies ». In Andreas Wenger, Robert Orttung & Jeronim Perovic (eds). *Energy and the Transformation of International Relations*. p. 26-59. Oxford: Oxford University Press, 2009b.

Perovic, Jeronim & Robert W. Orttung. « Russia's Role for Global Energy Security ». In In Andreas Wenger, Robert Orttung & Jeronim Perovic (eds). *Energy and the Transformation of International Relations*. p. 117-158. Oxford: Oxford University Press, 2009.

Paik, Keun-Wook. « Energy Developments in Northeast Asia: A Role for Russia? ». In Bradshaw, Michael (ed.). *The Russian Far East and Pacific Asia: Unfulfilled Potential*. p. 166-182. London: Curzon Press, 2001.

Pavliatenko, Viktor. « Russian Security in the Asia-Pacific Region: The Dangers of Isolation ». *Russia and the West: The 21st Century Security Environment*. p. 13-45. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe Inc, 1999.

Rangsimaporn, Paradorn. *Russia as an Aspiring Great Power in East Asia Perceptions and Policies from Yeltsin to Putin*. Houndmills: Palgrave Macmillan. St Antony's Series, 2009, 272p.

Rumer, Eugene. *Russia: Domestic Politics, Foreign Policy*. London: Routledge (Adelphi series), 2007, 100p.

Rozman, Gilbert. « Russia in Northeast Asia: In Search of a Strategy ». In Robert Legvold (ed.) *Twenty-first Century Russian Foreign Policy and the Shadow of the Past*. p. 343-92. New York: Columbia University Press, 2007.

_____. « Russian Foreign Policy in Northeast Asia ». In Sam Kim (ed.), *The International Relations of Northeast Asia*. p. 201-24. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 2004.

Rey, Marie-Pierre. *Le Dilemme Russe : La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*. Paris: Flammarion, 2002, 354p.

Stulberg, Adam N. *Well-Oiled Diplomacy*. Albany: State University of New York Press, 2007, 333p.

Shevtsova, Lilia. *Russia—Lost in Translation: The Yelstin and Putin Legacies*. Washington D.C.: Carnegie Endowment, 2007, 388p.

Sébille-Lopez, Philippe (sous la dir. d'Yves Lacoste). *Géopolitique du pétrole*. Paris : Armand Colin, 2006, 479p.

Thorun, Christian. *Explaining Change in Russian Foreign Policy: The Role of Ideas in Post-Soviet Russia's Conduct towards the West*. Houndmills: Palgrave Macmillan. St Antony's Series, 2009, 203p.

Trenin, Dmitri. « Russia and Central Asia: Interests, Policies, and Prospects ». In Rumer, Eugene, Dmitri Trenin, & Huasheng Zhao (eds.). *Central Asia: Views From Washington, Moscow, and Beijing*. p. 75-135. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe Inc., 2007

Tsygankov, Andrei P. *Russia's Foreign Policy. Change and Continuity in National Identity*. Lanham: Rowman & Littlefield, 2006, 244p.

_____. « Foreign Policy », In Stephen Wegren (ed), *After Putin's Russia*. Lanham, MD: Rowman and Littlefield Publishers, (4th edition), 2009.

Voskressenski, Alexei. *Russia and China: A Theory of Inter-State Relations*. London : RoutledgeCurzon, 2003, 279p.

Waltz, Kenneth. *Theory of international politics*. Reading: Addison-Wesley, 1979, 251 p.

_____. *Man, the State, and War: A Theoretical Analysis*. New York: Columbia University Press, 1954, 238p.

Wilson, Jeanne. *Strategic Partners: Russian-Chinese Relations in the Post-Soviet Era*. Armonk, N.Y.: M.E. Sharpe Inc 2004, 279p.

Youngs, Richard. *Energy Security: Europe's new foreign policy challenge*. New York: Routledge, 2009, 223p.

Yi-chong, Xu. « China's energy security ». In Michael Wesley (ed.). *Energy Security in Asia*. p. 43-67. New York: Routledge, 2007.

Articles scientifiques:

Bin, Yu. « From Election Politics to Economic Posturing », *Comparative Connections*, Vol. 10, no. 1 (April 2008), p. 1-6.

Bradshaw, Michael. « The Sakhalin End Game: Two Wrongs Don't Make a Right », *Pacific Oil and Gas Report*, vol. 10, no 1 (Spring 2007), p. 11-15

Boettcher, William. « The Prospects for Prospect Theory: An Empirical Evaluation of International Relations Applications of Framing and Loss Aversion », *Political Psychology*, Vol. 25, no 3 (2004), p. 331-362.

Connolly, Richard, « Financial Vulnerabilities in Russia », *Russian Analytical Digest*, no 65 (October 2009), p.2-5.

Chun, Hongchan. « Russia's Energy Diplomacy toward Europe and Northeast Asia: A Comparative Study », *Asia Europe Journal*, vol. 7, no 2 (June 2009), p.327-343.

Cheng, Joseph Y.S. « A Chinese View of China's Energy Security », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, no 55, (May 2008), p. 297-317.

Delyagin, Mikhail. « Energeticheskaya politika Rossii », *Svobodnaya mysl'*, Vol 9-10, 2006, p. 5-14.

Daojiong, Zha. « China's Energy Security and Its International Relations », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol.3, no 3 (November 2005), p. 39-54.

Finon, Dominique & Catherine Locatelli. « Russian and European gas interdependence: Could contractual trade channel geopolitics? », *Energy Policy*, vol. 36, n° 1, p. 423-442

Ferdinand, Peter. « Sunset, sunrise: China and Russia construct a new relationship », *International Affairs*, vol. 83, no 5 (2007), p. 841-867.

_____. « Russia and China: converging responses to globalization », *International Affairs*, vol. 83, no 4 (2007), p. 655 – 680.

Goldthau, Andreas. « Resurgent Russia? Rethinking Energy Inc », *Policy Review*, no 147, (February/March 2008a), p.53-63.

_____. « Rhetoric Versus Reality: Russian Threats to European Energy Supply », *Energy Policy*, vol. 36, no. 2 (2008b), p. 686-692.

Goldstein, Lyle & Vitaly Kozyrev. « China, Japan, and the Russian-Chinese Treaty », *Washington Quarterly*, Vol. 48, no. 1 (Spring 2006), p. 168-169.

He, Qiong. 中国能源安全问题探讨及对策研究[Discussion and Strategy about the Energy Security of China]. 中国安全科学学报[China Safety Science Journal], Vol.19, No.6, June 2009.

Hanson, Philip. « Oil and the Economic Crisis in Russia », *Russian Analytical Digest*, no 52 (February 2009b), p.2-4.

Haas, Marcel de. « Medvedev's Security Policy: A Provisional Assessment », *Russian Analytical Digest*, no 62 (June 2009), p.2-6.

Itoh, Shoichi. « Sino-Russian Energy Relations: True Friendship or Phony Partnership », *Russian Analytical Digest*, no. 73, 2010, p. 9-12.

Ivanenko, Vlad. « Russian energy policy and its domestic and foreign implications », *International Journal*, Vol. 63, no. 2 (Spring 2008), p. 263-274.

Jaffe, Amy. « Asia's thirst for fuel: Cooperation and Energy Geopolitics », *Harvard International Review*, Vol. 23, no 2 (June 2001). [En ligne]: <http://www.harvardir.org/index.php?page=article&id=906&p=1>(page consultée le 19/06/08).

Kovacovska, Lenka. « European Union's energy (in) security: Dependence on Russia », *Obrana a Strategie*, Vol 2, 2007, p.5-21.

Kuchins, Andrew. « Sino-Russian Myths », *Survival*. Vol. 51, no. 5 (October 2009), p. 185-192.

_____. « Russia and China: The Ambivalent Embrace », *Current History*, vol. 106, no 702 (October 2007), p. 321-327.

Kreft, Henry. « China's quest for energy: Resource Diplomacy in a Global Market », *Policy Review*, no 139 (October/November 2006), p. 39-59.

Klare, Michael T. « Geopolitics Reborn: The Global Struggle over Oil and Gas Pipelines », *Current History*, vol. 103, no 677 (December 2004), p. 428-433.

_____. « Fuelling the Dragon: China's Strategic Energy Dilemma », *Current History*, vol.105, no 690 (April 2006), p. 180-185.

Kahneman, Daniel & Tversky, Amos. « Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk », *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, Vol. 47, no 2 (1979), p. 263-292.

Locatelli, Catherine. « Russian and caspian hydrocarbons: energy supply stakes for the European Union », *Europe-Asia Studies*, vol. 62, n° 6, 2010, p. 959-971.

_____. « Gazprom's export strategies under the institutional constraint of the Russian gas market », *OPEC Energy Review*, vol. XXXII, n° 3, 2008, p. 246-264.

Lukin, Alexandr. « Russian-Chinese Relations: Keeping up the Pace », *International Affairs*, no. 1, 2010, p. 12-28

Liu, Shutun. 国际能源新形势下的中国能源安全战略研究 [The International Energy under a new situation : Research on China's energy security strategy]. 黑龙江对外经贸 [HJ Foreign Economic Relations and Trade], No.10, Serial No.184, 2009.

Lo, Bobo. « The long sunset of strategic partnership: Russia's evolving China policy », *International Affairs*, vol. 80, no 2 (2004), p. 295-309.

Lorot, Pascal. « La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *Annuaire français des relations internationales*, Bruylant : Bruxelles, 2000, p. 110-122

Menon, Rajan. « The Limits of Chinese-Russian Partnership », *Survival*, Vol. 51, no. 3 (June 2009), p. 99-130.

McFaul, Michael & Kathryn Stoner-Weiss. « The Myth of the Authoritarian Model: How Putin's Crackdown Holds back Russia », *Foreign Affairs*, Vol. 87, no. 1 (January-February 2008), p. 68-84.

Mascotto, Guillaume et Alex Payette. « Le secteur énergétique chinois: du processus décisionnel à la stratégie », *Monde Chinois*, Éditions Choiseul, no. 21 (Printemps 2010), p.116-122.

Milov, Vladimir, Leonard L. Coburn, and Igor Danchenko. « Russia's Energy Policy, 1992–2005 », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 47, no. 3 (2006), p. 285-313.

Monaghan, Andrew. « 'Calmly Critical': Evolving Russian Views of US Hegemony », *Journal of Strategic Studies*, Vol. 29, no. 6 (December 2006), p. 987-1013.

McDermott, Rose. « Prospect Theory in Political Science: Gains and Losses from the First Decade », *Political Psychology*, Vol. 25, no 2 (2004), p. 289-312.

Neumann, Iver B. « Russia as a great power, 1815–2007 », *Journal of International Relations and Development*, vol. 11, no 2, 2008a, p. 128-151.

Norling, Nicklas. « Russia's Energy Leverage Over China and the Sinopec-Rosneft Deal », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 4, no 4 (November 2006), p. 31-38.

Portyakov, Vladimir. « Russian-Chinese Relations: Current Trends and Future Prospects », *Russian Analytical Digest*, no.73, 2010, 2-4.

Poutine, Vladimir. « President V. Putin on Priorities for Russian Diplomacy », *International Affairs* (Moscow), Vol. 47, no, 2 (2001), p. 1-5.

Price, Robert. « Energy Reform in Russia and the Implications for European Energy Security », *The Journal of Post-Soviet Democratization*, vol. 15, no. 4 (2007), p. 390-407.

Paul, T.V. « Soft Balancing in the Age of US Primacy », *International Security*, vol. 30, no. 1 (2005), p. 46-71.

Pape, Robert A. « Soft Balancing against the United States », *International Security*, vol. 30, no. 1 (2005), p. 7-45.

Rutland, Peter. « The Impact of the Global Financial Crisis on Russia », *Russian Analytical Digest*, no 48 (October 2008), p. 2-5.

Romanova, Tatiana A. « The Russian Perspective on the Energy Dialogue ». *Journal of Contemporary European Studies*. (2008). Vol. 16. no 2. p. 219-230.

Riley, Alan & Frank Umbach. « Out of Gas: Looming Russian Gas deficits Demand Readjustment of European Energy Policy », *Internationale Politik—Global Edition*, Vol. 8 (Spring 2007), p: 83-90.

Schröder, Henning. « Russia's National Security Strategy to 2020 », *Russian Analytical Digest*, no 62 (June 2009), p.6-10.

Suisheng Zhao. « China's Global Search for Energy Security: cooperation and competition in Asia-Pacific », *Journal of Contemporary China*, vol. 17, no 55, (May 2008), p. 207-227.

Simmons, Daniel & Isabel Murray, « Russian Gas: Will There be Enough Investment? », *Russian Analytical Digest*, no. 27 (September 2007), p. 2-5.

Shlapentokh, Vladimir. « China in the Russian mind today: Ambivalence and defeatism », *Europe-Asia Studies*, Vol. 59, no. 1 (January 2007), p.1-21.

Sagers, Matthew. « Russia's Energy Policy: A Divergent View », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 47, no. 3 (2006), p. 314-320.

Trenin, Dmitri. « Russia Redefines Itself and its relations with the West». *The Washington Quarterly*, vol. 30, no.2 (2007), p.95-105.

_____. « Russia Leaves the West », *Foreign Affairs*, Vol. 85, no. 4 (July/August 2006), p. 87-96.

_____. « Russia and Global Security Norms », *The Washington Quarterly*, vol. 21, no 2 (2004), p. 63-77.

Yeung, Christina & Nebojsa Bjelakovic. « The Sino-Russian Strategic Partnership: Views from Beijing and Moscow », *Journal of Slavic Military Studies*, Vol. 21, no.2, 2010, p. 243-281.

Communications scientifiques:

Chun, Hongchan. « Russia's Energy Diplomacy toward Europe and North East Asia: A Comparative Study », *World International Studies Conference*, Ljubljana: Slovenia, (July 23-26, 2008), 26p.

Gromov, Alexei. « Strategic Development of Power Generation in the Context of "Energy Strategy of Russia for the Year 2030 », *11th Prague International Energy Conference*, Prague, 24-26 September 2009. [En ligne]: [www.energystrategy.ru/ab_ins/source/Gromov_Praga\(25.09.09\).ppt](http://www.energystrategy.ru/ab_ins/source/Gromov_Praga(25.09.09).ppt) (Page consultée le 12 février 2010)

_____. « Energy Strategy of Russia for the Year 2030: Approaches, Priorities and Reference Points », *EU-Russia cooperation: Energy and Climate Changes Conference*, MGIMO, Moscow, October, 23, 2009. [En ligne]: www.energystrategy.ru/ab_ins/source/Gromov_MGIMO-23.10.09.ppt (Page consultée le 12 avril 2010)

_____. « Russian Energy Strategy for the period up to 2030: the Way to the Innovative Energy Development », *II International exhibition-congress '21st century*

perspective technologies'. Moscow, Sep. 30, October 1, 2008. [En ligne]: http://www.iea.org/work/2008/neet_russia/Gromov.pdf (Page consultée le 12 avril 2010)

Palonkorpi, Mikko. « Energy Security Complex Theory: Russia's Energy Policy and the Caucasus ». *AAASS 41st National Convention*, Boston, November 12–15, 2009.

Ziegler, Charles E. « Russia and Asia in the 21st Century: The Energy Dimension. *50th Annual Convention of the International Studies Association*. New York: (February 15-18, 2009), 30p.

Rapports de recherche, Notes de recherche, Études scientifiques:

Aleksanteri Institute Eurasia Energy Group. *The Energy Dynamic on the Borders of the EU Internal Dynamics of the Russian Energy Sector*. Helsinki: Aleksanteri Institute (University of Helsinki), Fall 2006, Memo no.2, 18p.

Baev, Pavel K. *The East-West Maneuvering in Russia's Energy Policy – Could Oil and Gas Exports to China Endanger Europe's Energy Security?* Oslo: RUSSCASP Working Paper, August 2008, 14 p.

_____. « Russian Super-Giant in its Lair: Gazprom's Role in Domestic Affairs ». In Svante E. Cornell and Niklas Nilsson (Eds). *Europe's Energy Security: Gazprom's Dominance and Caspian Supply Alternatives*. p. 59-71. Washington D.C.: Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 2008.

Brookings Institution. *The Russian Federation*. Washington D.C.: The Brookings Foreign Policy Studies/Energy Security Series, 2006, 30p.

Cooper, William. *Russia's Economic Performance and Policies and Their Implications for the United States*. Washington D.C.: CRS Report to the Congress, (November 5 2008), 30p.

Dumbaugh, Kerry. *China's Foreign Policy: What Does It Mean for U.S. Global Interests?* Washington D.C.: CRS Report for the Congress, Code RL34588, 2008, 29p.

European Commission. *The European Union and Russia: Close Neighbours, Global Players, Strategic Partners*. Brussels: European Commission External Relations, 2007, 32p.

_____. *External and intra-EU trade: Statistical yearbook - Data 1958–2006*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 2008. [En ligne]: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-CV-07-001/EN/KS-CV-07-001-EN.PDF (Page consultée le 12 janvier 2010)

Energy Charter Secretariat, *The Energy Charter Treaty and Related Documents: A Legal Framework for International Energy Cooperation*, Brussels: Energy Charter Secretariat, 2004, 228p.

Facon, Isabelle. *L'Asie centrale comme enjeu dans le « partenariat stratégique » sino-russe*. Paris : Fondation pour la recherche stratégique (février 2008), 35p.

Godzimirski, Jakub M. & Elana Wilson Rowe. *Developments in Energy Discourses in the Early Days of the Putin-Medvedev Tandem*. Oslo: RUSSCASP Working Paper, January 2009, 28 p.

Götz, Roland. « A pipeline race between the EU and Russia? ». In Barysch, Katinka (ed.), *Pipelines, Politics and Power: The future of EU-Russia energy relations*. p. 93-102. London: Centre for European Reform (CER), 2008.

_____. *Russian Gas and European Energy Security*. SWP Research Paper RP 10, Berlin: Stiftung Wissenschaft und Politik, November 2007. 21p.

Haddadi, Said. *The Western Mediterranean as a Security Complex: A liaison between the European Union and the Middle East?* Catania: University of Catania. [En ligne]. JMWP No. 24. (November 1999). <http://www.fscpo.unict.it/EuroMed/jmwp24.htm> (Page consultée le 15 avril 2009)

Japanese Ministry of Foreign Affairs. « Japan-Russia summit meeting (Overview) ». In *Japanese Ministry of Foreign Affairs: Evian Summit*, May 30, 2003. [En ligne]: <http://www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2003/russia.html> (Page consultée le 16 mai 2009)

Jong, Jacques de & Coby van der Linde. *EU Energy Policy in a Supply-constrained World*. Stockholm: Swedish Institute for European Policy Studies, European Policy Analysis, no. 11, October 2008, 9p.

Kroutikhin, Mikhail, Robert Legvold & Paul J. Saunders. *Russian Energy Policy and Strategy*. Seattle: National Bureau of Asian Research, Vol 19, no 2, 2008, 40p.

Kiesow, Ingolf. *China's Quest for Energy: Impact upon Foreign and Security Policy*. Stockholm: Swedish Defense research Agency, FOI-1371-SE, (November 2004), 61p.

Lo, Bobo. *Ten things everyone should know about the Sino-Russian relationship*. London: Centre for European Reform, (December 2008b), 8p.

_____. *China and Russia; Common interests, contrasting perceptions*. London: CLSA Asian geopolitics special report, (May 2006), 31p

Larson, Robert L. *Russia's Energy Policy: Security Dimensions and Russia's Reliability as an Energy Supplier*. Stockholm: Swedish Defense research Agency, FOI-R-1934-SE, (March 2006), 357p.

Lyne Roderic, Strobe Talbott & Koji Watanabe. *Engaging with Russia: The Next Phase*. Washington D.C.: The Trilateral Commission, 2006, 185p.

Lahn, Glada & Keun-Wook Paik. *Russia's Oil and Gas Exports to North-East Asia*. London: Chatham House, Sustainable Development Programme, 2005, 10p.

Mankoff, Jeffrey. *Eurasian Energy Security*. Washington D.C.: Council Special Report No. 43, February 2009, 66p.

Ministry of Energy of the Russian Federation. *Energy Strategy of Russia for a period up to 2030*. Moscow: IES, 2010. [En ligne]: http://energystrategy.ru/projects/docs/ES-2030_%28Eng%29.pdf (Page consultée, 25 decembre 2010)

Medeiros, Evan. *China's International Behavior: Activism, Opportunism, and Diversification*. Santa Monica: RAND Corporation, 2009, 279p.

MID, *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*, Moscou: MID, 2008.

[En ligne]:

<http://www.mid.ru/nsosndoc.nsf/0e9272befa34209743256c630042d1aa/cef95560654d4ca532574960036cddb?OpenDocument> (Page consultée 19 janvier 2009).

Neumann, Iver B. *The Mongol Connection: Russia's Asian Entry into European Politics*. Oslo: NUPI Working Paper 736, 2008b, 26p.

Ollus, Simon-Erik. « Natural Ressources – a Blessing or a Curse », In Seija Lainela, Simon-Erik Ollus, Jauko Rautava, Heli Simola, Pekka Sutela & Merja Tekoniemi (eds), *New Conditions for Growth in Russia*, Helsinki : Bank of Finland, BOFIT, no. 7, 2007, p. 4-11.

Palonkorpi, Mikko. *Energy Security and the Regional Security Complex Theory*. Helsinki: Aleksanteri Institute / University of Helsinki, 2007, 19p.

Sterm, Jonathan. *Future Gas Production in Russia: is the concern about lack of investment justified?*, Oxon: Oxford Institute for Energy Studies, NG 35, October 2009, 17p.

Trenin, Dmitri. « Energy geopolitics in Russia-EU relations ». In Barysch, Katinka (ed), *Pipelines, Politics and Power: The future of EU-Russia energy relations*. p.15-24. London: Centre for European Reform (CER), 2008.

Torbakov, Igor. *From Hegemony to new geopolitical competition: Assessing Russia's Strategic footprint in Central Asia*. Helsinki: The Finnish Institute of International Affairs, Russia in the Regional and Global Context Programme, 2008, 7p.

Voskressenski, Alexei. « Variants of Russia's Policy towards the Rise of China ». In Gros, Daniel, Brantly Womack & Alexei D. Voskressenski. *The Rise of China: Policies of the EU, Russia and the US*. p. 12-15. Brussels: ESF Working Papers no.30, 2008.

Weitz, Richard. *China-Russia security relations: Strategic parallelism without partnership or passion?*. Carlisle Barracks, PA: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, August 2008, 175p.

Webb, John & Matthew Sagers. *From East Siberia to the Pacific: Putin's Oil Pipeline 'Project of the Century'*. Cambridge: Cambridge Energy Research Associates, March 2008.

Sources de données:

British Petroleum. *Statistical Review of World Energy June 2009*. London: BP, 2009, 48p.

_____. *Statistical Review of World Energy June 2008*. London: BP, 2008, 45p.

Bank of Russia. « International Reserves of the Russian Federation in 2009 ». In *Bank of Russia: External and Public Relations Department of the Bank of Russia*, 2009. [En ligne]: http://www.cbr.ru/Eng/statistics/credit_statistics/print.asp?file=inter_res_09_e.htm#week (Page consultée le 20 juillet 2009).

Energy Information Administration (EIA), *International Energy Outlook 2009*. Washington D.C.: U.S. Department of Energy, DOE/EIA-0484 (2009), 284p.

_____. *Russia Energy Data, Statistics and Analysis - Oil, Gas, Electricity, Coal*. Washington D.C.: U.S. Department of Energy, 2008, 21p.

_____. *International Energy Outlook 2007*. Washington D.C.: U.S. Department of Energy, DOE/EIA-0484 (2007), 230p.

_____. *Russia Energy Profile*. In U.S. Department of Energy: Country Energy Profiles, 2009. [En ligne]: http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=RS (Page consultée le 19 juin, 2009)

Federal service of the state statistics. « Регионы России: Социально-экономические показатели 2007 ». In *Federal State Statistics Service (Rosstat)*, 2007. [En ligne]: http://www.gks.ru/bgd/regl/b07_14p/lssWWW.exe/Stg/d02/13-15.htm (Page consultée le 22 novembre 2008)

Gazprom. *Sakhalin III*. In Gazprom Production, 2009. [En ligne]: <http://gazprom.com/production/projects/deposits/sakhalin3/> (Pages consultée le 12 Juin, 2010).

_____. *Gazprom in Figures 2004-2008*. Moscow: Gazprom Fact Book, 2008, 53p.

_____. *Gazprom in Figures 2003-2007*. Moscow: Gazprom Fact Book, 2007, 66p.

IMF. *World Economic Outlook Update: A Policy-Driven, Multispeed Recovery*, Washington, D.C.: International Monetary Fund, Publication Services, January 2010, 6p.

_____. *World Economic Outlook: Financial Stress, Downturns, and Recoveries*. Washington, D.C.: International Monetary Fund, Publication Services, October 2008, 321p.

TBP. « The Russian Government Approves the Nation's Energy Strategy Until 2030 ». *TBP Mass Media*, November 26, 2009. [En ligne]: <http://www.tbpipeline.com/node/148> (Page consultée le 10 mars 2010)

Russian-American Chamber of Commerce, « Russian government approves energy strategy until 2030 », *RACC News*, August 27, 2009. [En ligne]: <http://www.russianamericanchamber.com/en/news.htm?id=65> (Page consultée le 22 février 2010)

US-China Business Council. « US-China Trade Statistics and China's World Trade Statistics », *The US-China Business Council: Recent USCBC Reports, Analysis, and Statistics*, 2009. [En ligne]: <http://www.uschina.org/statistics/tradetable.html> (Page consultée le 22 juin 2009)

World Bank. *Russian Economic Report No. 17*. Washington D.C.: World Bank, Economic Management and Policy Unit, 2008, 45p.

Articles de journaux

Anderlini, Jamil & Peter Smith. « China and Australia sign \$41bn energy deal », *Financial Times*, August 18, 2009. [En ligne]: <http://www.odac-info.org/node/8433> (Page consultée le 13 février 2010)

Buckley, Neil & Arkady Ostrovsky. « Gazprom issues threat to EU gas supply », *Financial Times*, April 19, 2006. [En ligne]: <http://www.ft.com/cms/s/0/ac6fb4ca-cfc7-11da-80fb-0000779e2340.html?ncklick check=1> (Page consultée le 6 février 2010)

Batson, Andrew. « China's Reserves Expand », *Wall Street Journal*, January 18, 2010. [En ligne]: http://online.wsj.com/article/SB10001424052748703657604575004501953577566.html?mod=WSJ_latestheadlines (Page consultée le 9 février 2010)

Jégo, Marie. « Menacé par la Chine, Gazprom veut rester maître du gaz en Asie Centrale », *Le Monde* (Moscou), vendredi 21 mars 2008, p. 14.

_____. « La nouvelle idylle Moscou-Pékin », *Le Monde* (Paris), 28 mai 2006, p. 2.

Kramer, Andrew. « Continental divide: Russia Gas Pipeline Heightens East Europe's Fears. », *The New York Times*, October 13, 2009. [En ligne]: <http://www.nytimes.com/2009/10/13/world/europe/13pipes.html> (Page consultée le 13 octobre 2009).

Korchagina, Valeria. « China's Offers \$400 millions for Oil Pipeline », *Moscow Times*, March 23, 2006. p.1.

Kim, Lucian. « Russia Agrees to \$25 Billion Oil-for-Loans Deal With China », *Bloomberg*, February 17, 2009. [En ligne]: http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601087&sid=aq_6uYgEtOmY (Page consultée le 14 octobre 2009)

Piontkovsky, Andrei. « At the Edge of the Middle Kingdom », *Moscow Times*, 15 August, 2005.

Reymond, Mathias. « Europe et Russie: La bataille des gazoducs », *L'Atlas du monde diplomatique* (Hors série), 2009, p. 112-113.

Warde, Ibrahim. « Quand l'euro disputera sa suprématie au dollar », *L'Atlas du Monde Diplomatique* (Hors-série), 2009, p. 34-35.

Wassener, Bettina. « China's Currency Falls a Day After a Gain », *New York Times*, June 22, 2010. [En ligne]: <http://www.nytimes.com/2010/06/23/business/global/23yuan.html?ref=china> (Page consultée le 23 juin 2010)

n.d. « Russia strikes major gas deal with China ». *Asian Correspondent*, October 13, 2009. [En ligne]: <http://us.asiancorrespondent.com/breakingnews/russia-strikes-major-gas-deal-with-.htm> (Page consultée le 16 février 2010)